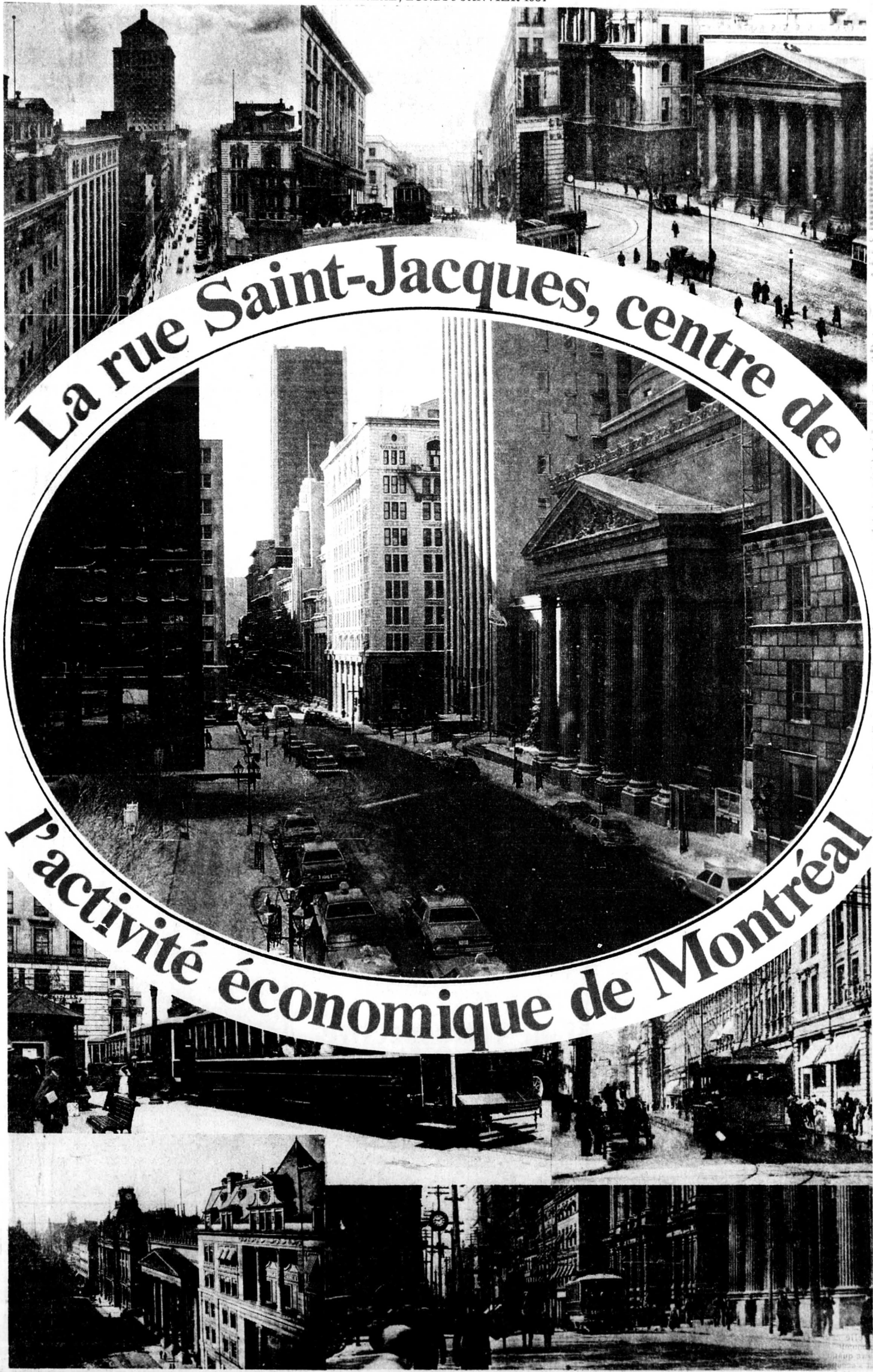


LA PRESSE

100 ans d'économie

MONTREAL, LUNDI 9 JANVIER 1984



La rue Saint-Jacques, centre de l'activité économique de Montréal

Les choses ont bien changé au cours des 100 dernières années

En 1970-71, sans tambour ni trompette, se produit un événement qui va avoir un impact formidable sur l'information économique au Québec. En moins d'un an, LA PRESSE triple presque le nombre de journalistes attachés à la « couverture » de l'actualité économique et financière. Du coup, avec une équipe d'une douzaine de personnes (la plus importante du genre au Québec), LA PRESSE est en mesure d'apporter à ses lecteurs une information économique rivalisant avec les pages financières des médias anglophones, qui dominaient le secteur jusque là.



Claude Picher

l'affaire des Anglais!

Cette décision reflète l'aboutissement logique du long (trop long, disent certains) éveil des Québécois à la chose économique.

En 1884, Montréal, coeur, âme et cerveau de l'économie canadienne, règne en souverain sur toutes les autres villes du pays. Les Québécois francophones n'ont guère leur mot à dire dans tout cela. Certes, il y a bien quelques balbutiements bancaires, mais si peu...

Le pouvoir économique appartient à une minorité d'anglophones, ce qui, au fond, ne trouble guère le sommeil de la majorité. Après tout, la finance, c'est

ve, on bouge, on se bat pour reprendre du terrain perdu. Ces dernières années ont vu l'émergence d'une nouvelle classe de gestionnaires, dynamiques, sportifs, mieux formés... et francophones. L'ère des « francophones de service » a vécu.

Tout cela ne s'est pas fait du jour au lendemain. D'abord, un lent réveil avec, notamment, le développement rapide des caisses populaires, dans les années d'après-guerre. Mais le véritable déblocage se produit à compter de 1960, dans la foulée de la révolution tranquille.

Il ne faut surtout pas croire que le Québec a miraculeusement « découvert » l'économie avec la révolution tranquille. Le « Maîtres chez nous » de Jean Lesage peut remporter un tel succès en 1962 parce qu'il canalise les aspirations d'un nationalisme économique trop longtemps refoulé.

Avoir des aspirations, c'est bien beau; encore faut-il être capable de les réaliser. D'abord, c'est l'État qui apprend à se servir de ses pouvoirs et compétences pour créer de puissants leviers: Caisse de dépôt, Hydro-Québec. Et puis après, le déblocage, l'explosion. Qu'on en juge: le génie-conseil montréalais

se taille une réputation de calibre international; parti de presque rien, Provigo devient un géant de l'alimentation en Amérique du Nord; malgré un enfantement difficile, la Banque nationale prend sa place parmi les grandes institutions bancaires du monde. En aéronautique, dans les assurances, dans le transport, le Québec s'impose comme leader. Tout ça en une quinzaine d'années tout au plus.

Mais le plus important, c'est que les mentalités changent. Fini le temps des bas de laine; les Québécois n'attachent plus de connotation péjorative aux mots actions, profits, dividendes; quelque 250 000 Québécois (trois fois plus qu'il y a dix ans) possèdent des actions de sociétés inscrites à la Bourse.

L'information économique, expliquée, commentée, plus accessible, est devenue lecture quotidienne pour des centaines de milliers de Québécois qui, il n'y a pas si longtemps, s'en désintéressaient.

Cent ans d'économie? Pour nous, Québécois et Montréalais, disons, tout au plus, vingt ans. Mais quelles années!

CLAUDE PICHER
adjoint au directeur de l'information

thographes, à Toronto, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers. Le passif est évalué de \$50,000 à \$70,000 et l'actif à \$40,000.

John B. Clougher, libraire à Toronto, est en faillite. En dehors de ce qu'il doit régulièrement à Campbell & Son, il a souscrit au bénéfice de ces derniers pour environ \$5,000 de billets de complaisance. Il offre de composer à 10¢ dans la piastre.

La faillite de James Campbell & Son continue à faire le sujet des préoccupations du commerce de Toronto. Jusqu'à ce jour on ne connaît pas le montant du passif et on ne pourra le connaître que lorsque le travail du fiduciaire sera connu. Les renseignements obtenus jusqu'à présent confirment que la maison Campbell & Son était depuis longtemps dans une condition financière des plus mauvaises et que sa faillite n'a pas été une grande surprise pour les initiés. Prudstreet a publié hier une liste de toutes les maisons de commerces du Canada qui doivent ou qui ont donné des billets de complaisance à Campbell & Son. Cette liste comprend 43 maisons distribuées des provinces du Nord-Ouest à l'Île-du-Prince-Édouard.

De ce nombre, toutes, à l'exception de deux ou trois, ont souscrit des billets de complaisance pour des sommes variant de \$100 à \$7,000 et s'élevaient ensemble à près de \$40,000. Cette manière d'agir aura certainement de mauvais résultats pour quelques-uns des souscripteurs de ces billets. La plupart des hommes d'affaires dénoncent avec indignation ce système des billets de complaisance et surtout dans de telles circonstances. Il peut aider pendant quelques temps une maison en détresse, mais il finit toujours par causer de nombreuses ruines. On parle également des maisons dont les pertes ont lieu par des retours des marchandises, mais jusqu'à ce jour on n'a encore rien décidé. On ne croit pas que Campbell & Son aient perdu quoi que ce soit par le manque d'autorisation donné à la série de livres Nelson. Il peut y avoir une certaine garantie donnée à la maison d'Edimbourg, mais même dans ce cas les pertes s'élevaient à peu de chose.

Un des chefs d'une des maisons importantes de Toronto dit que Campbell & Son avait sacrifié son stock à des prix ridiculement bas, dans l'espérance d'en tirer des fonds qui lui permettraient de résister pendant encore quelque temps. La rumeur publique évalue toujours le passif à \$300,000, mais les agences commerciales donnent un chiffre beaucoup plus bas.

Grant, Barfott & Cie, li-

Première chronique consacrée aux affaires publiée par LA PRESSE

(Les lignes suivantes représentent la première chronique consacrée aux affaires par LA PRESSE dès son tout premier numéro, le 20 octobre 1884, ainsi que le premier tableau des cotes de la Bourse, publié dans l'édition du 21. Ce décalage d'une journée s'explique par le fait que le 20 tombait un lundi, et que le dimanche, la Bourse fermait évidemment ses portes.)

thographes, à Toronto, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers. Le passif est évalué de \$50,000 à \$70,000 et l'actif à \$40,000.

Table of market data including flour prices (DENRÉES) and exchange rates (FRANCE, OEUFS).

Table of stock market data (LA BOURSE) for Montreal, 21 Oct. 1894, listing various banks and their shares.

En cette année du centenaire de LA PRESSE, la situation économique du Québec n'est pas



MICHEL ROESLER
directeur des pages financières

layés dans les tourbillons d'une reprise malheureusement encore hésitante.

Si le taux d'inflation est revenu à un niveau acceptable avec une moyenne prévisible de 5,56 p. cent pour 1984, celui du chômage à 10,88 p. cent demeurera encore trop élevé et rien ne laisse prévoir qu'il pourrait se résorber sensiblement au cours des prochains mois. Pire, les jeunes qui arrivent sur le marché du travail ne parviennent généralement pas à trouver un emploi, et cette situation risque de durer.

La reprise économique est pourtant là. La croissance de l'économie canadienne atteindra cette année 4,20 p. cent. Mais les observateurs constatent par ailleurs que l'augmentation du produit national brut sera somme toute artificielle et en déduit que cette relance, bien réelle, reste fragile. Les taux d'intérêt sont élevés et risquent de grimper d'un point à un point et demi de pourcentage dans le courant de l'année, situation qui ne favorise guère les investissements.

La récession s'est traduite au Québec par la perte de 224 000 emplois. Depuis, 64 p. cent de ces emplois ont été récupérés, mais cette performance reste en dessous de la moyenne canadienne qui est de 69 p. cent. La gravité de la situation est d'autant plus préoccupante que le Québec est la province, avec la Colombie-Britannique, qui a été la plus violemment frappée par la crise, en terme de perte d'emplois. En effet, entre le dernier sommet cyclique et le creux de la récession, l'emploi a diminué de 8,2 p. cent au Québec et de 5,4 p. cent pour l'ensemble du Canada. En revanche, depuis la publication des dernières statistiques, la situation a tendance à s'améliorer.

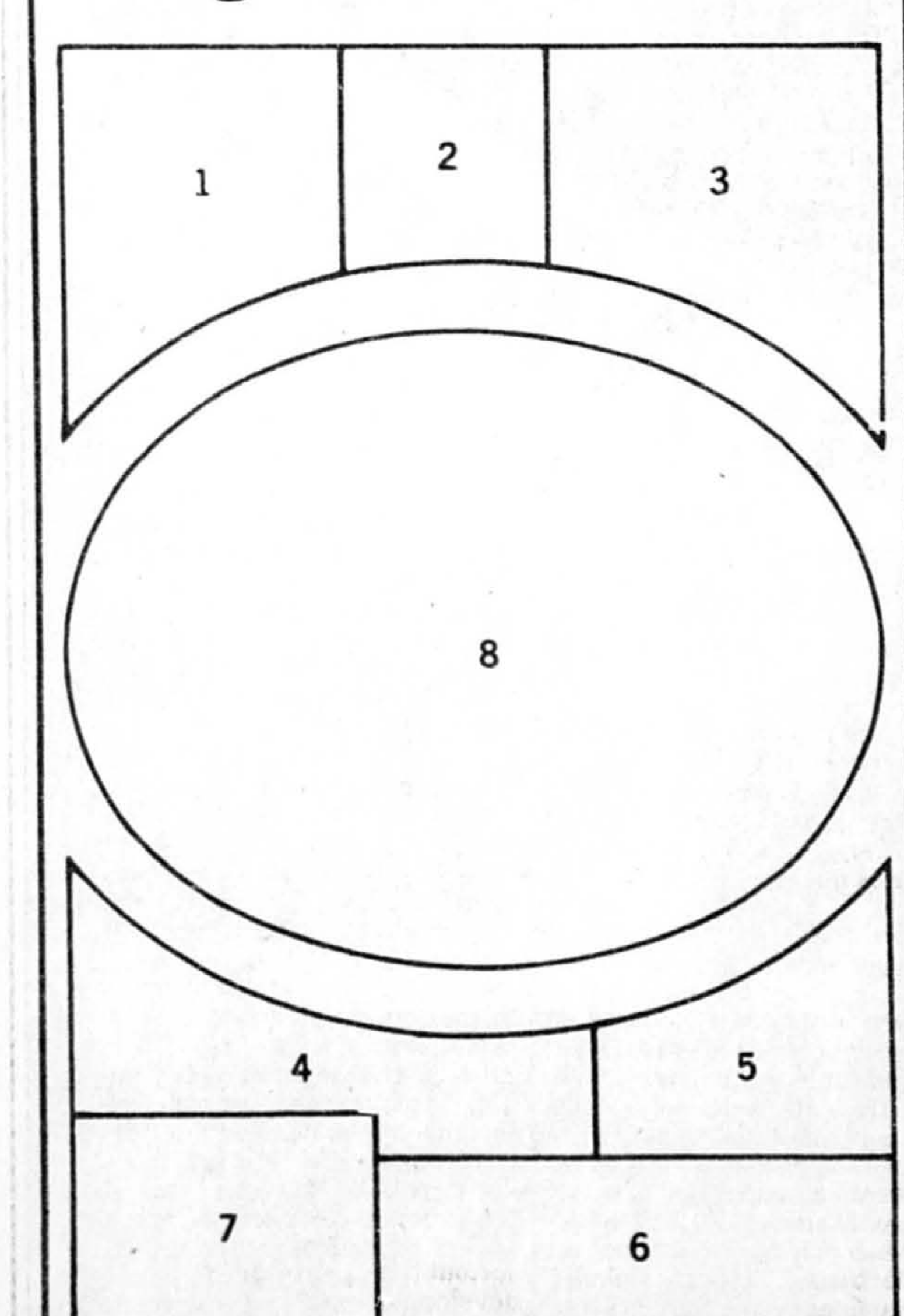
À court terme, les experts pré-

voient pour le premier semestre de 1984 un relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis, causé principalement par une demande accrue de capitaux. Cette demande proviendra des industries qui connaissent une reprise réelle, ainsi que des besoins gouvernementaux.

Au Canada, à cause de la politique de protection du dollar, la banque centrale ne peut prétendre conserver une politique indépendante de taux d'intérêt par rapport aux États-Unis; autrement dit, si les taux américains grimpent, les taux canadiens doivent suivre. Dans cette perspective, la hausse des taux d'intérêt aura un effet sur les investissements et par conséquent sur l'emploi. Il ne faut donc pas s'attendre à des miracles en 1984.

Cent ans après la fondation de LA PRESSE, les moyens d'évaluer les performances de l'activité économique ont considérablement changé. Les structures économiques sont fondamentalement modifiées, mais le progrès technique reste encore un outil délicat. Les Québécois qui ont connu, au cours des années, une amélioration de leur standard de vie, constatent aujourd'hui la vulnérabilité de leur situation, surtout lorsqu'ils doivent pointer au chômage...

Page couverture



Toutes les photos de cette page illustrent différentes facettes de la rue Saint-Jacques à différentes époques. - 1. 1935 (photothèque LA PRESSE) - 2. 1925 (photothèque LA PRESSE) - 3. Vers 1920 (photothèque LA PRESSE) - 4. 1919 (photothèque LA PRESSE) - 5. 1900 (Bibliothèque nationale du Québec) - 6. 1896 (collection Notman) - 7. 1887 (collection Notman) - 8. 1984, Michel Gravel, LA PRESSE.

Une rétrospective de cent ans

Le cahier « 100 ans d'économie » que LA PRESSE vous propose aujourd'hui est le premier d'une série de cahiers thématiques qui vous seront présentés d'ici le 20 octobre prochain, alors que prendra fin l'année du centenaire de LA PRESSE.

Chacun de ces cahiers fera une rétrospective aussi complète que possible d'un secteur spécifique.

La présente rétrospective comporte trois éléments. D'abord et essentiellement, les textes soumis par les journalistes actuels de la section « Économie », appuyés par quelques confrères de la salle, textes évidemment accompagnés de photos. Ces textes visent deux objectifs: tracer un historique du sujet traité et indiquer ce qu'il signifie pour le Québec d'aujourd'hui.

En deuxième lieu, nous vous proposons quelques textes d'époque relatant les plus grands mo-

ments de l'activité économique depuis 1884, tant sur la scène internationale que sur la scène locale. Lorsque l'espace le permettra, ces textes vous seront présentés in extenso.

En troisième lieu, nous vous proposons occasionnellement certaines des plus belles pages que LA PRESSE a consacrées à l'économie au cours de son histoire. Toutefois, ces pages vous sont proposées essentiellement pour leur valeur esthétique. En ce qui a trait au « contenant », vous aurez déjà constaté que ce cahier s'inscrit dans la lignée du cahier spécial du 20 octobre dernier et de la « page du centenaire » que LA PRESSE vous offre quotidiennement depuis le 21 octobre, ce qui devrait faire plaisir aux collectionneurs.

Le deuxième cahier thématique sera consacré aux sports et sera publié le 27 février. Bonne lecture.

GUY PINARD

Coordination: GUY PINARD
Graphisme: ROLAND FORGET, GILLES DUSSAULT et PIERRE-PAUL LAFERRIÈRE
Mise en page: PIERRE-PAUL GAGNÉ et GUY GRANGER
Photothèque: GÉRARD MONETTE
Recherche: GEORGES WENTSER

la presse 100 ans
100 ans d'économie

La formation et l'emploi

SERVICES de PAIES
 Pour aussi peu que
\$1700 PAR SEMAINE
 AU SERVICE DE LA PME
 DEPUIS PLUS DE 15 ANS
 382-0820

Des cours d'économie politique dans LA PRESSE dès 1885

Dans son édition du 23 octobre 1885, donc à peine un an après sa fondation, LA PRESSE entreprenait de publier les principaux passages de cours d'économie politique. Nous vous proposons un extrait de l'introduction, assez pour vous permettre de vous imprégner de l'esprit qui prévalait à l'époque.

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, nous publions les principaux passages de la leçon d'ouverture du cours de M. Ch. Savary, qui a eu lieu, mercredi soir, au « Cercle national français ».

Au début de sa leçon, M. Ch. Savary a commencé par rappeler, dans un exorde, les erreurs d'appréciation auxquelles a donné lieu l'Économie politique. Quelques adeptes trop zélés en ont fait presque un évangile nouveau, tandis que d'autres lui ont reproché de rabaisser la pensée philosophique à des besoins grossiers et matériels.

Le rôle de l'économie politique, dit l'orateur, est de répondre à ceux qui lui adressent ce reproche, avec le Crysalle des Femmes savantes de Molière: « Oui, mon corps est moi-même et j'en veux prendre soin; Guenille si l'on veut, ma guenille m'est chère ».

Non que l'économie politique prétende à un rang qui ne lui appartient pas, ni qu'elle soit tentée de méconnaître la supériorité de l'esprit sur la matière. Mais elle croit que, selon l'expression profonde d'un ancien, il n'y a rien d'impur dans la maison de Jupiter; que tout ce qui est humain est une oeuvre divine, dont aucun côté n'est méprisable. Elle croit que l'homme, étant le composé d'une âme et d'un corps, a reçu du créateur l'ordre de cultiver, inégalement sans doute, mais de cultiver ensemble ces deux parties de lui-même. Elle croit que les biens terrestres sont un don de Dieu, dont l'humanité est appelée à jouir; et qu'en avançant, grâce à eux, par un habile emploi des forces de la nature, à un degré de civilisation de plus en plus élevé, l'homme accomplit ici-bas une part de sa destinée et réalise un plan divin. Ne dédaignons pas les biens terrestres! C'est leur abus, c'est leur contemplation exclusive qui est condamnable. La jouissance en est une chose saine. Ce qu'on appelle au sens propre du mot la joie de vivre est un acte d'action de grâces; et le développement harmonieux de nos facultés dans toutes les voies que la Providence leur a ouvertes est un acte conforme à la loi même de notre être.

En répondant à des critiques mal fondées, je viens de marquer indirectement la place de l'économie politique, dans l'ordre des sciences qui traitent des divers aspects de la vie humaine et qu'on appelle sciences philosophiques.

L'économie politique ne vise point comme la métaphysique la recherche des causes premières.

Elle n'a pas la prétention de remplacer la morale, bien qu'en enseignant à l'homme, au nom de son intérêt bien entendu, la nécessité du travail, l'épargne, la fraternité humaine, elle soit pour la morale une auxiliaire qui n'est pas à dédaigner...

...Nous dirons donc, puisqu'il faut débiter par une définition, la moins défectueuse possible, que l'Économie politique est la science de l'emploi utile et fructueux des biens terrestres, en tant que nous réalisons par cet emploi la satisfaction de nos besoins matériels et l'accroissement de notre bien-être ou de celui de nos semblables.

Il n'était pas facile de vivre à Montréal en 1884

En 1884, Montréal est au travail. Chaque matin, 40 000 hommes, femmes et enfants s'engouffrent dans des usines, fabriques et ateliers dont ils ne sortiront que le soir ou la nuit venue.

Entre dix et douze heures par jour, parfois plus, six jours par semaine, 52 semaines par an. Les vacances, c'est le chômage, habituellement l'hiver. Le travail en usine est long et dangereux. La majorité des en-

treprises (environ 1 000 sur 1 600), à Montréal, emploient dix ouvriers ou moins. Ce sont ces « PME » qui offrent les conditions hygiéniques les plus déplorables: malpropreté, absence de toilettes, d'aération, de

ventilation et d'éclairage adéquats, condensation, froid en hiver, chaleur suffocante en été.

« Je viens d'inspecter une manufacture où sont employés un nombre considérable d'hommes, de femmes et d'enfants, écrit en 1893 le Dr. C.I. Samson. Dans la salle où travaillent les fem-

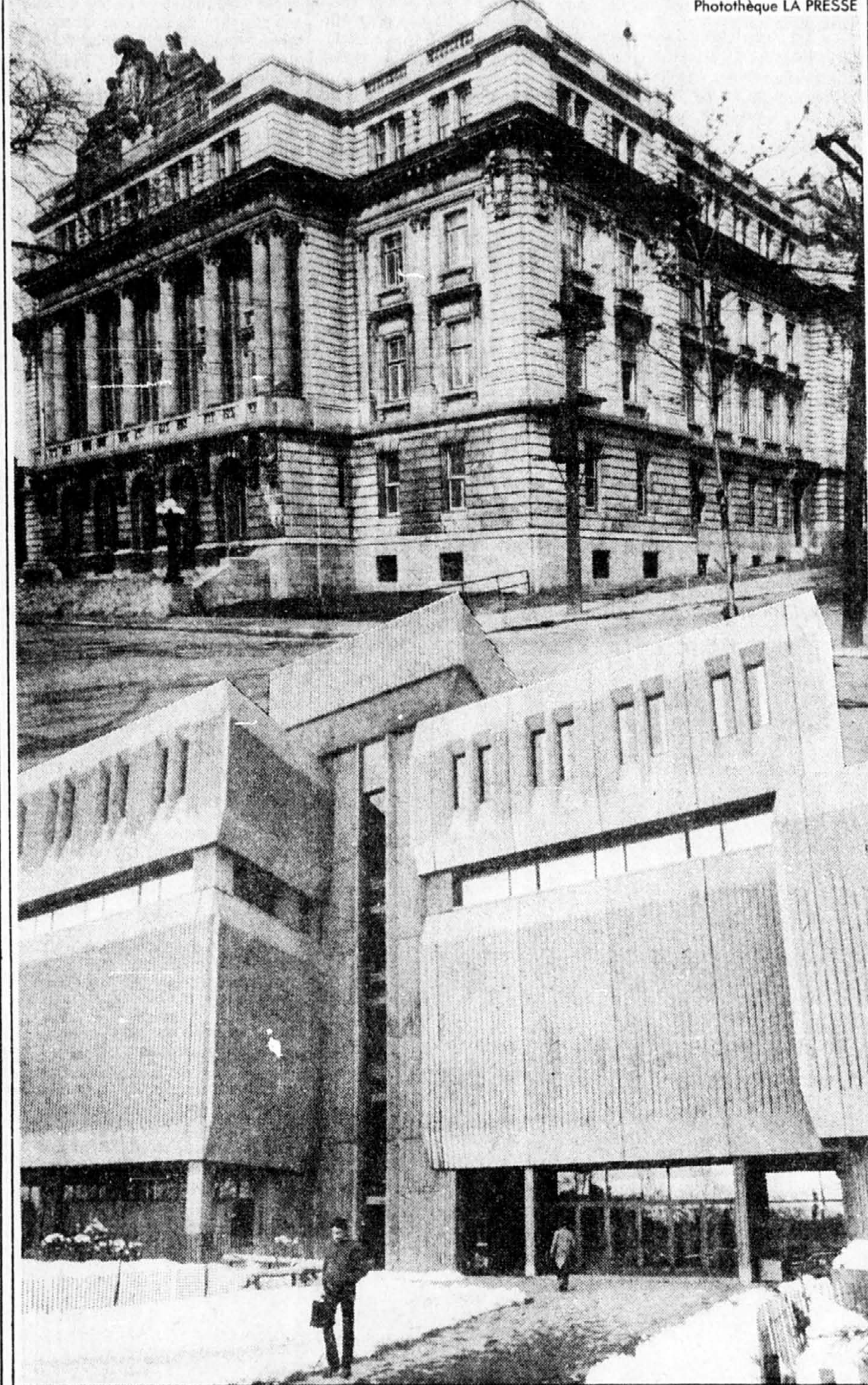
Qui plus est, jusqu'en 1931, le mari peut percevoir le maigre salaire de sa femme et en disposer à sa guise!

Jusqu'aux années 40, le travail salarié s'adresse principalement aux femmes des milieux économiquement faibles; l'entrée dans les professions est réservée aux hommes.

Dans les usines de textile et de vêtements, où les femmes sont souvent en majorité, l'exploitation de la main-d'oeuvre féminine la plus poussée s'exprime sous la forme d'une organisation de travail particulière: le « sweating system ».

« Ici, explique Johanne Daigle, la couture des pièces qui sont taillées en manufacture se réalise dans de petits ateliers de fortune ou, le plus souvent, à domicile. Ces travailleuses, payées à la pièce, reçoivent des salaires dérisoires, environ six fois moins que ce qu'elles gagneraient en usine. »

En 1884, même si les femmes ont accès à la plupart des métiers et professions, la majorité se retrouve encore cantonnée dans des ghettos d'emplois moins bien rémunérés.



L'École des hautes études commerciales, en 1935, alors qu'elle était située face au square Viger, et, aujourd'hui, sur le campus de l'Université de Montréal.

Le chef d'entreprise de demain aura fréquenté l'université

Il y a cent ans, la presque totalité des hommes d'affaires n'avaient aucune formation académique spécialisée et 50 ans plus tard, il en était d'ailleurs encore ainsi pour l'immense majorité d'entre eux. Cette situation a grandement évolué; l'homme d'affaires et le cadre d'entreprise d'aujourd'hui, et surtout celui de demain, auront presque tous fréquenté l'université.

Il est aussi évident que le « grand secteur » des sciences pures et appliquées du niveau universitaire déborde sur l'administration. Un nombre grandissant de scientifiques ou d'ingénieurs deviendront donc « grands patrons ». Bref, tous nos grands hommes d'affaires de demain, diplômés d'université pour la plupart, ne viendront pas nécessairement des facultés d'administration.

une place de plus en plus grande dans le monde des affaires au Québec.

Quant au « grand secteur de l'administration », le volumineux catalogue de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires énumère pas moins de 94 programmes différents de premier cycle dans les universités du Québec.

À Montréal, on en retrouve à l'Université de Montréal (HEC), à McGill, à Concordia et à l'UQAM; à Québec, à Laval; en Estrie, à Bishop et à l'Université de Sherbrooke. Grâce au réseau de l'Université du Québec, il est également maintenant possible de poursuivre des études administratives à Chicoutimi, Rimouski, Hull et en Abitibi-Témiscamingue.

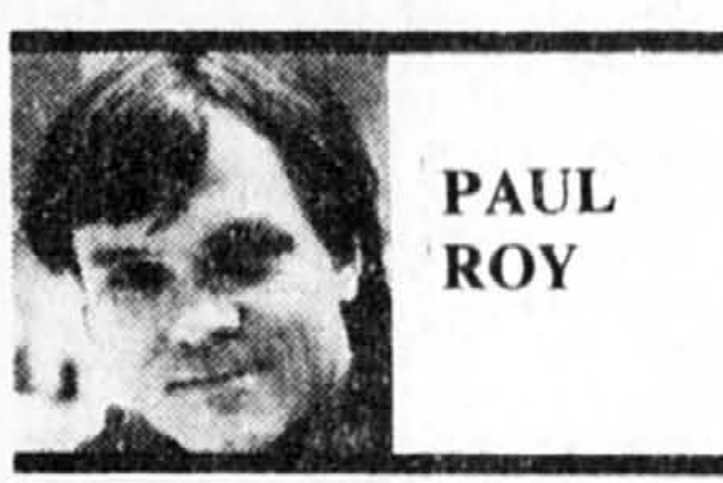
À noter qu'en plus des cours d'administration proprement dit, le secteur administration des affaires inclut des programmes spécialisés en relations industrielles, en comptabilité, en marketing, en gestion d'hôpital, en gestion du personnel, en gestion d'entreprises, en gestion des coopératives, en administration bancaire, en systèmes d'information, en transport, en gestion des services municipaux, en affaires immobilières et en gestion des politiques scolaires.

L'ère des grands patrons formés sur le tas sans formation universitaire semble tirer à sa fin. De plus en plus, d'ici la fin du 20^{ème} siècle, ils constitueront des exceptions.



PIERRE VENNAT

Cette formation s'étend non seulement aux cadres, mais à une partie de plus en plus importante du personnel. Avec le virage technologique, les cours d'informatique se multiplient. Les différents collèges d'enseignement général et professionnel (cegeps) reçoivent chaque année des milliers d'étudiants et d'étudiantes en techniques administratives ou en informatique. Le nombre croissant de femmes qui terminent leurs études collégiales dans ces disciplines est d'ailleurs un des points marquants de la réforme qu'a connue le Québec dans le domaine de l'éducation ces 20 dernières années.



PAUL ROY

mes, des ordures entassées sous les tables croupissent mêlées à une matière poisseuse formée par l'huile des rouages. De ces ordures s'échappe une odeur qui est loin d'être salubre (...)

Pas exactement l'endroit rêvé où passer le plus clair de son temps. Pourtant on s'y précipite. Des parents vont même jusqu'à falsifier l'âge d'enfants d'à peine dix ou onze ans pour les y faire entrer.

2'... l'heure!

La raison en est simple: le salaire du père arrive généralement à peine à couvrir les besoins les plus élémentaires de la famille que sont le logement et la nourriture. C'est particulièrement le cas dans les filatures où les salaires sont ridiculement bas: un homme y gagne de \$5 à \$6 par semaine; une femme, de \$4,50 à \$5; et un enfant, de \$1,50 à \$1,80, entre 2^e et 3^e l'heure!

Selon l'historien Terry Coop, à Montréal, de 1897 à 1929, la grande majorité des familles vit résolument sous le seuil de la pauvreté, ne pouvant disposer d'un revenu minimum que pendant les rares périodes de plein emploi et à la condition de pouvoir compter sur au moins deux salaires.

Alors on vit entassé dans de petits logements insalubres, quelques fois dans des fonds de cour. On n'a pas l'eau chaude et pas toujours de toilette.

Un journaliste de LA PRESSE écrit en 1889: « Il n'est pas rare de trouver à Montréal de petites maisons où logent trois ou quatre familles. Il y a dans le fond des cours des logements privés d'air qui comptent des locataires par vingtaine. »

Enfants battus

On ne vit pas vieux non plus: un enfant sur quatre ne vit pas jusqu'à un an. Ceux qui passent avec « succès » le test des 12 premiers mois ne perdent toutefois rien pour attendre. Comme en fait foi ce témoignage entendu par la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail (1886 à 1889):

- M. Fortier, savez-vous l'âge du plus jeune employé maintenant dans votre fabrique?

- Je le sais pas. J'ai donné des ordres sévères pour qu'on n'admette pas des garçons de moins de 14 ans.

- M. Fortier, n'est-il pas à votre connaissance que ces enfants aient été battus?

- Il n'est pas à ma connaissance personnellement que ces enfants aient été battus... à moins de l'avoir mérité pour des méfaits commis. De même qu'un père punirait son enfant, que je punirais moi-même le mien ou qu'un maître d'école punirait un enfant qui se conduit mal en classe.

Les contremaitres du siècle dernier ne se contentaient pas de battre leurs plus jeunes employés. Certains établissements avaient même leur cachot où on pouvait enfermer toute une journée, sans pain ni eau, un employé récalcitrant.

Les femmes, le « sweating system »

Et les femmes? En 1891, elles représentent environ 15 p. cent de la main-d'oeuvre québécoise et 26,7 p. cent de toute la main-d'oeuvre montréalaise. Il faudra attendre le début des années 60 pour voir ce pourcentage s'accroître sensiblement. Aujourd'hui, 44 p. cent des travailleurs salariés québécois sont des femmes.

Selon Johanne Daigle, chargée de cours sur l'histoire de la condition féminine à l'Université du Québec à Montréal, à la fin du 19^e siècle, ces femmes au travail présentent le profil suivant: célibataires, âgées de moins de 25 ans, travaillant en manufacture et gagnant parfois la moitié du salaire d'un homme.

« Les femmes, souligne-t-elle, ont pénétré le marché du travail par le biais d'activités qu'elles effectuaient depuis toujours à la maison: couture, tissage, etc. Mais leur compétence, transmise de l'une à l'autre, n'est pas reconnue comme une qualification professionnelle. Avec ce statut d'infériorité, elles se voient obligées de vendre leur force de travail à moindre coût. »

Chômage saisonnier et conjoncturel

Sur le chômage, on ne dispose pas de chiffres précis pour la fin du siècle dernier. Ce chômage est saisonnier et conjoncturel. L'historien Jean De Bonville écrit:

« Les débardeurs qui gagnent \$12 à \$20 par semaine accumulent difficilement plus de \$300 par an à cause d'une période d'inactivité de cinq mois. Dans les manufactures de cigares, on chôme deux mois par année, de même chez les tailleurs de cuir. Les plâtriers travaillent neuf mois par année et les décorateurs, sept mois... »

En 10 ans, 40 grèves

Des syndicats sont nés et continuent de naître à Montréal en 1884. Des grèves éclatent: trois ou quatre par an, parfois jusqu'à huit ou dix. Dans certains cas, on proteste contre des diminutions de salaires; la plupart du temps, on réclame des augmentations.

Entre 1884 et 1894, 40 grèves qui touchent 6 175 travailleurs. Selon Jules Helbronner, qui signe sous le pseudonyme de Jean-Baptiste Gagnepetit une chronique ouvrière dans LA PRESSE, ce ne sont pas tant les salaires qu'une foule d'injustices commises à l'endroit des travailleurs qui sont responsables de ces conflits. « Les grèves surgissent plus de tous ces abus que de la question des salaires », écrit-il.

Richesses naturelles

La révolution industrielle des années 1880 décollait en partie de l'extension du marché canadien après la signature du pacte confédératif de 1867. Le début du 20^e siècle verra l'apparition de nouveaux secteurs liés à l'exploitation des richesses naturelles (hydro-électricité, pâtes et papiers, électro-metallurgie, mines, etc.).

Mais la structure industrielle québécoise se caractérise essentiellement par le développement des industries légères qui s'appuient sur une main-d'oeuvre à bon marché. Et la plupart des historiens s'entendent pour dire que de 1880 à 1930, le sort des ouvriers ne s'est pas amélioré de façon notable.

Puis, ce sera la crise... et la guerre. Après 1945, les Québécois, qui ont accumulé des épargnes — ils étaient rationnés —, s'en serviront pour améliorer leur niveau de vie. Ils s'achèteront des réfrigérateurs, laveuses, sècheuses, automobiles et, à la fin des années 50, des téléviseurs.

Le syndicalisme gagne du terrain malgré l'offensive anti-syndicale de Maurice Duplessis. Entre 1945 et 1960, les effectifs syndicaux passent de 20 p. cent à 30 p. cent de la main-d'oeuvre. Et entre 1960 et 1966, de 30 à 35 p. cent. Cette proportion n'a guère évolué depuis.

« Welfare State »

Avec les années 60 et la « révolution tranquille », le « welfare state », apparu timidement pendant la crise des années 30, s'épanouit. Le secteur tertiaire devient prédominant. En 1966, il emploie 60 p. cent des travailleurs, comparativement à 30 p. cent, 25 ans plus tôt.

La deuxième moitié des années 70 est marquée par une crise économique dont on croit depuis à peine quelques mois apercevoir la fin. Inflation, recrudescence du chômage, diminution du pouvoir d'achat et, surtout dans le cas des femmes, développement sans précédent du travail à temps partiel, du travail au noir.

En ce début d'année 1984, au Québec, alors qu'on parle timidement de reprise, un bon demi-million de travailleurs sont sans emploi. Et on ne fait même plus travailler les enfants...

Les institutions

LA BOURSE DE MONTRÉAL

Du tableau noir à l'ère de l'affichage électronique

Bourse de Montréal, été 1942. Un homme au regard sévère passe en revue une dizaine d'adolescents alignés dans leurs uniformes gris, presque au garde-à-vous. Stan Moran, 13 ans, est nerveux; c'est son premier jour.

PAUL ROY

Le métier de « chasseur » n'en est pas un de tout repos à cette époque. Pour avoir droit à ses \$4 par semaine, il faut avoir les souliers bien cirés et ne pas être surpris en flagrant délit de mâcher de la gomme.

Stan Moran n'est pas demeuré « chasseur » bien longtemps: « À 15 ans, j'ai commencé à faire de l'arbitrage: acheter dans un marché, vendre plus cher dans un autre... »

Et à 21 ans, il devenait négociateur. Il l'est toujours aujourd'hui, à 55 ans. Complet rayé trois pièces, assis à une table du restaurant attenant au parquet de la Bourse, il avale une gorgée de thé et s'allume une autre Craven A.

« J'ai été élevé à Saint-Henri; mon père travaillait à la Dominion Bridge et voulait quelque chose de mieux pour ses fils. C'est lui qui avait vu l'offre d'emploi dans LA PRESSE. »

L'Auberge du Marché

Fondée en 1874, la Bourse de Montréal avait déjà 68 ans en 1942. Mais selon Andrew Collard, qui publiait il y a quelques années une petite histoire de la Bourse de Montréal intitulée « Du tableau noir à l'électronique », c'est vers 1830 que les valeurs mobilières ont commencé à se transiger à Montréal.

Les hommes d'affaires se réunissaient à l'Auberge du Marché de la rue Saint-Paul, dans le Vieux-Montréal.

Collard écrit: « L'établissement, propriété d'un dénommé Goodenough, attirait non seulement les hommes d'affaires de la ville, mais aussi leurs collègues des autres régions du pays. Aux voyageurs de commerce, Goodenough ne demandait qu'un dollar par jour; d'ailleurs, beaucoup d'entre eux n'auraient jamais songé à descendre dans un autre établissement, car ils savaient qu'à l'Auberge du Marché, ils se brassaient plus d'affaires qu'en tout autre endroit de Montréal. »

Le train de Saint-Jean

Dans cette première partie du 19e siècle, les entreprises canadiennes qui offraient leurs actions au public n'étaient pas légion. Le marché des valeurs mobilières commença à s'élargir lors du projet de construction du premier chemin de fer canadien: une voie de 16 milles reliant Saint-Jean, sur le Richelieu, à Laprairie, sur le Saint-Laurent.

La construction d'une voie ferrée de 16 milles nécessitait un capital considérable pour l'époque. La charte, délivrée en 1832, autorise la société Champlain and St. Lawrence à recueillir un capital de £50 000, qui pourra ensuite être augmenté de £15 000.

L'émission d'actions est un succès. La construction commence en 1835 et la voie est inaugurée en juillet 1836. Et Collard de souligner: « La bourse sans façon de Montréal a rendu possible le premier chemin de fer du Canada. »

Mais c'est après 1850 que la Bourse de Montréal commence vraiment à se structurer, à se spécialiser. En 1867, elle fait l'acquisition de ses premiers locaux en louant un bureau de l'édifice du Corn Exchange, à l'angle des rues Saint-Sacrement et Saint-Jean.

Après 1874, le nombre de inscriptions à la toute nouvelle, toute officielle Bourse de Montréal fluctuera autour de 65 pendant de nombreuses années. Il faudra attendre l'essor économique du début du siècle pour le voir dépasser le cap des 100 inscriptions, à l'approche de la guerre de 1914.

Un siège pour \$225 000!

Le nombre de transactions sur les titres augmente plus rapidement toutefois. Cette activité se reflète dans l'augmentation du prix des sièges, qui passe de \$800 en 1874, à \$2 500 en 1876, à \$4 650 en 1883.

En 1901, cinq nouveaux sièges sont vendus pour \$12 850 en moyenne, et, se plaît à raconter Giovanni Giarrusso, l'actuel vice-président de la Bourse de Montréal, un siège s'est vendu \$225 000 en 1929, juste avant que la crise n'éclate! Pas une très bonne affaire, à ce qu'il paraît...

Aujourd'hui, la valeur aux livres d'un siège à la Bourse de Montréal se chiffre par \$30 000, mais le dernier s'est vendu pour autour de \$6 000.

En 1902, 28 ans après sa fonda-

tion, la Bourse décide de faire construire un immeuble dont elle serait propriétaire, et de s'y installer. L'édifice de la rue Saint-François-Xavier l'abritera jusqu'en 1965, alors qu'elle emménagera Place Victoria, dans la Tour de la Bourse.

C'est de l'édifice de la rue Saint-François-Xavier qu'elle affrontera les deux guerres et la crise des années 30. À 13h35, le 28 juillet 1914, l'Autriche ayant déclaré la guerre à la Serbie, la Bourse fermera ses portes pour ne les rouvrir qu'au début de septembre, et encore, en imposant à ses membres des restrictions qui ne seront levées qu'au milieu de 1919.

Suivront des années d'ivresse puis, tout à coup, un certain 24 octobre 1929. « Sur le parquet, relate Andrew Collard, les cours s'effondraient. 382 521 actions changèrent de mains, un record jamais atteint. Certains titres tombaient de cinq ou dix points à la fois. Les actionnaires jetaient leurs biens sur le marché à n'importe quel prix, décidés à liquider avant que les cours ne tombent dans l'abîme. »

C'est au cours de la Crise que la Bourse de Montréal, jusqu'alors première au pays, se verra supplanter par sa rivale de Toronto, qui n'a pratiquement cessé de gagner du terrain depuis. Après la Crise, la Bourse se réorganisa de telle façon qu'elle n'a pratiquement pas eu à imposer de restrictions quand survint la deuxième grande guerre.

En s'installant dans la Tour de la Bourse, en 1965, la Bourse de Montréal se dotera des équipements et installations les plus modernes. Le vieux tableau noir sur lequel Stan Moran et ses collègues « chasseurs » inscrivaient jadis les transactions fera place au dernier cri de l'électronique.

Mais la Bourse n'en est pas pour autant au bout de ses peines: non seulement la Bourse de Toronto a-t-elle continué d'accroître sa part, voici que celle de Vancouver frappe à la porte; début des années 70, un scandale éclate, il y a eu manipulation de transactions; la Bourse doit se

doter de nouveaux mécanismes de surveillance.

À l'avant-garde

Et aujourd'hui, où en est-on? Toutes les personnes à qui on s'adresse semblent unanimement optimistes. « Parce qu'on est numéro 2, souligne le vice-président Giarrusso, on a décidé d'être à l'avant-garde depuis quelques années. »

Plus précisément depuis l'arrivée de Pierre Lortie à la présidence. Quelques-unes des dernières réalisations de la Bourse de Montréal: prise de participation dans la European Gold Options Clearing Corp., d'Amsterdam; mise sur pied du premier marché d'options sur l'or en Amérique du Nord, ainsi que du premier marché d'options sur les devises; signature d'une entente avec la Bourse de Toronto, selon laquelle la Bourse de Montréal conserve l'exclusivité des marchés d'options sur les métaux et les devises; implantation d'un système de « spécialistes », qui assurent l'exécution d'une commande; développement du système MORRE, un système d'ordinateurs permettant d'exécuter automatiquement toutes les « petites » commandes...

En novembre dernier, six compagnies de Vancouver s'inscrivaient à la Bourse de Montréal pour pouvoir bénéficier de ce système. « Depuis quelque temps, explique M. Giarrusso, on a facilité l'inscription des PME, on a un nouveau système clé en main pour les aider à se financer, on développe de nouveaux produits, de nouveaux marchés... »

Mentalité

Stan Moran est un de ceux qui répondent aux questions du public à ce Salon. « Quand une personne me demande quoi acheter, dit-il, je lui retourne la question: où achetez-vous votre épicerie? »

- Chez Provigo...
- Eh bien achetez des actions de Provigo

- Quelle marque d'auto possédez-vous?

- Et ainsi de suite... les Canadiens français se font souvent une montagne avec la Bourse; ce n'est pas si compliqué que ça.

Mais M. Moran dit constater que la mentalité des Québécois change rapidement. Richard Drapeau, négociateur de devises et obligations, est également de cet avis.

Des trusts pour les riches... et pour les pauvres

Quand ils décidaient de passer de vie à trépas, les francophones d'il y a cent ans rassemblaient leurs quatorze enfants autour du grand lit et faisaient un petit discours de circonstance, espérant qu'ils ne s'entre-déchiraient pas pour l'horloge grand-père et les trois sacs de guenilles. Les « Anglais », eux, réclamaient d'urgence leur fiduciaire attitré...



MARIO FONTAINE

« Il ne faut pas oublier qu'à cette époque Montréal était la seule vraie métropole du Canada, et que plusieurs grandes familles anglophones avaient de petites fortunes à gérer, explique Gilles Besner, du Trust Général. Ces services d'exécution de testaments, d'administration de successions et de fiducies ont longtemps dominé l'activité des trusts ici. »

Depuis, le domaine des sociétés de fiducie s'est considérablement élargi, et certaines offrent maintenant des services quasi bancaires, avec prêts, dépôts, hypothèques, régimes enregistrés d'épargne retraite, logement et actions, émissions d'obligations, tenue de registres, etc. Bref de quoi faire oublier les modestes débuts alors que, au fond, elles étaient des sortes de gros bureaux de notaires.

Quand nos ancêtres ont commencé eux aussi à avoir un peu d'argent, c'est d'ailleurs justement aux notaires qu'ils firent appel pour assurer la passation des biens au sein de la famille. Avec, parfois, de bien mauvaises surprises: « Souvenez-vous de ce notaire de Trente Arpents qui s'enfuit avec l'argent de ses clients. Cela aussi ça arrivait, rappelle l'historien des affaires Ronald Rudin. Il faut dire que dans le temps des coins entiers du Québec n'avaient aucun service bancaire. Alors c'est le notaire qui faisait les prêts et acceptait les dépôts, et finançait même parfois les hypothèques. »

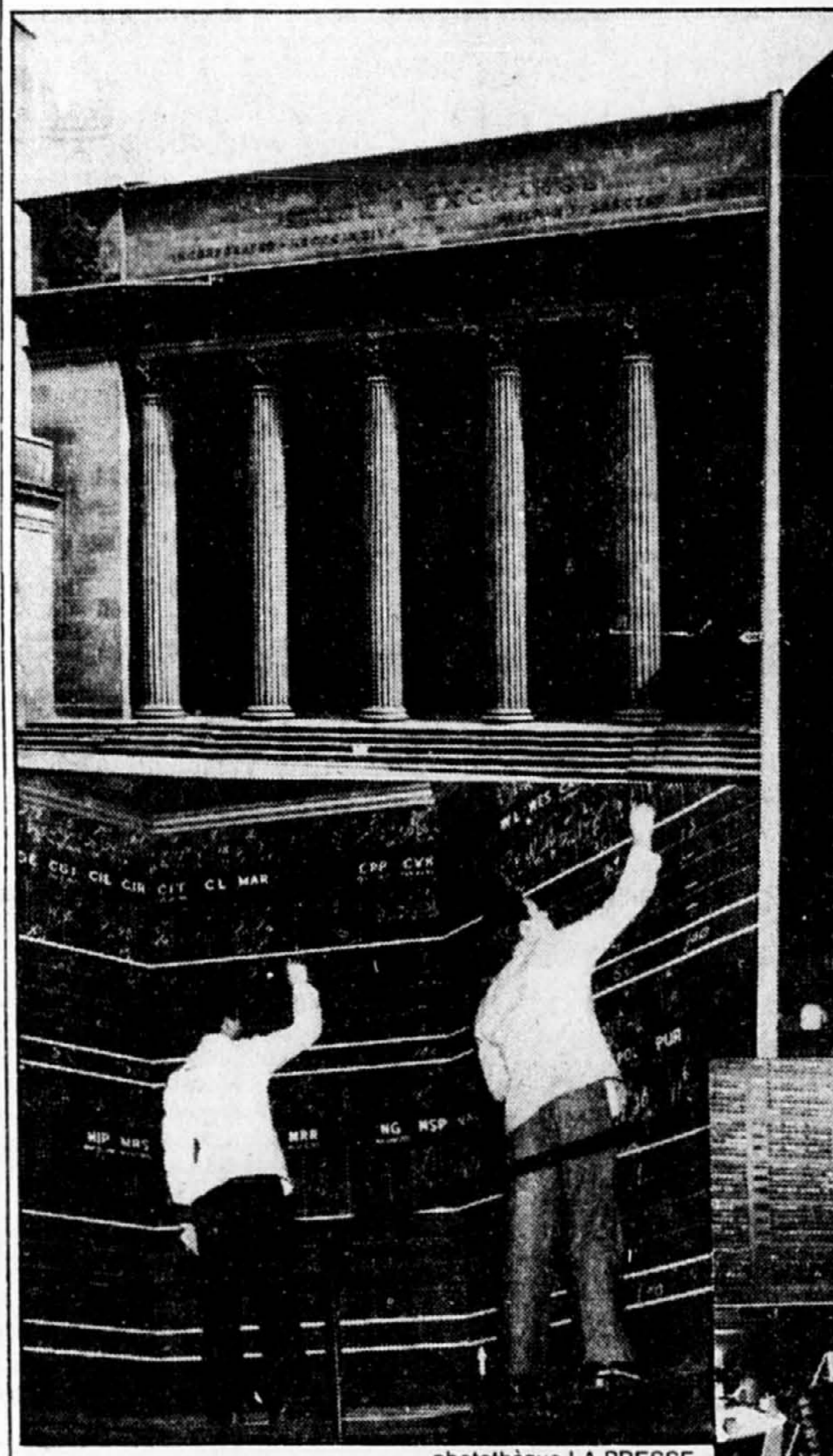
On oublie d'ailleurs un peu vite que ce n'est qu'en 1967, l'année de l'Expo, que les banques canadiennes reçurent le droit de faire des prêts hypothécaires. Auparavant, quelqu'un qui voulait financer sa propriété devait passer par son notaire, sa caisse populaire ou une compagnie de fiducie. Le Sherbrooke Trust, incorporé dix ans avant la naissance de LA PRESSE, a d'ailleurs débuté comme une « building society »: des hommes d'affaires d'une région mettaient leurs économies en commun et prétaient sur hypothèques, ce qui stimulait l'activité économique de leur région.

Aujourd'hui le Sherbrooke Trust fait partie du Trust Général. Quinze sociétés de fiducie occupent ce marché au Québec, et leurs actifs propres y atteignent les \$7 milliards. Il faut croire que sa célèbre « fuite » des capitaux dans les camions de la Brinks, lors des élections générales de 1970 n'a pas complètement asséché le Trust Royal, puisque cette compagnie mène le peloton. Le Trust Général vient bon deuxième, suivi de la Fiducie du Québec, des Fiduciaires et de Fiducie Prêt et Revenu.

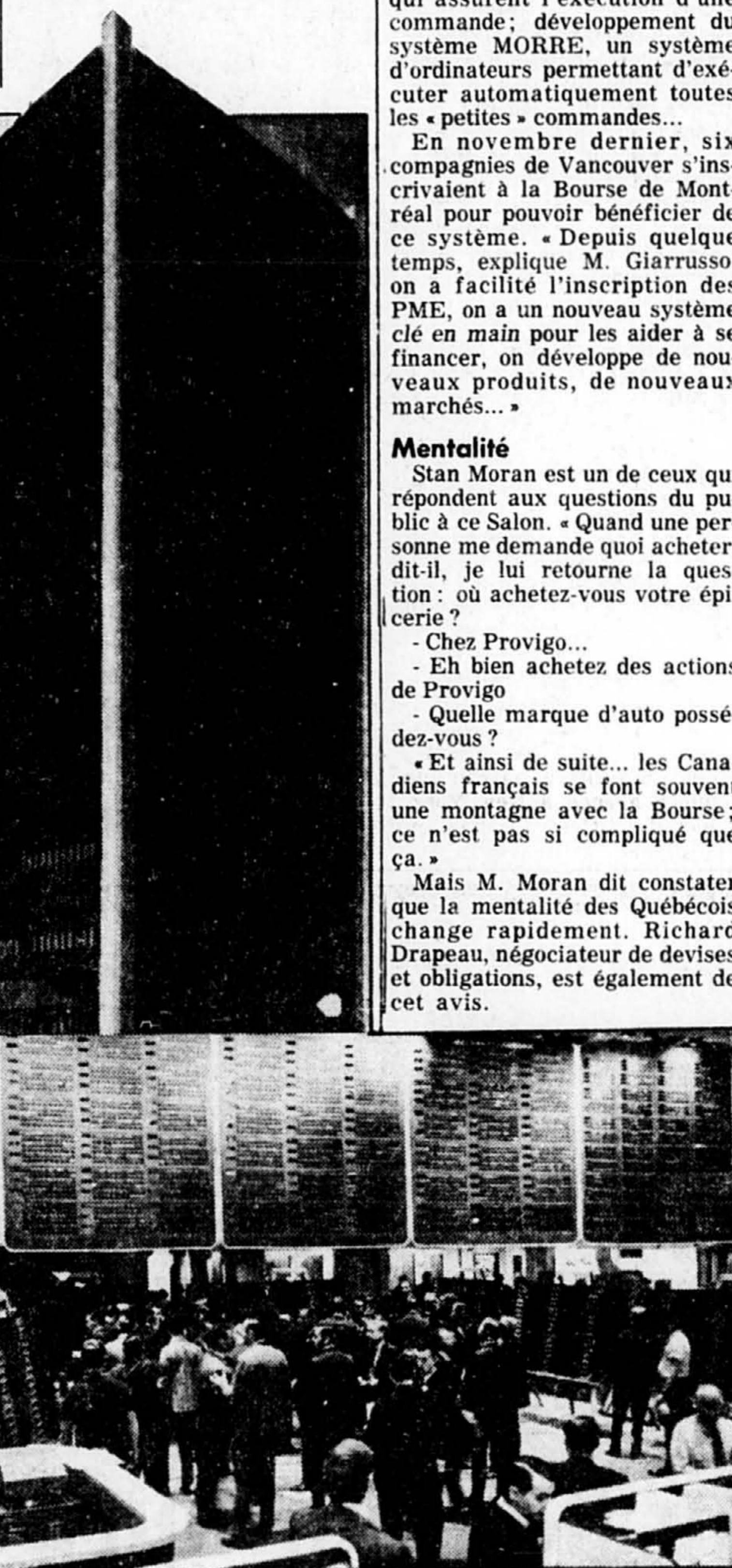
Prêteurs sur hypothèques et ordonnateurs de successions, les trusts ont commencé vraiment à offrir des services para-bancaires au sortir de la Deuxième Guerre mondiale. Les sociétés anglophones dominaient complètement le secteur à l'époque, alors que les Canadiens-français commençaient à peine à se doter, avec la Laurentienne, d'institutions financières solides.

« C'est vraiment à partir de 1965 que les francophones ont commencé à percer dans le marché des fiducies », explique Gilles Besner, président honoraire de l'Association des trusts du Québec. Il se réfère à une étude publiée cet été pour affirmer que les dix prochaines années vont être extraordinaires pour les sociétés de fiducie au Québec, parce que les francophones s'occupent de plus en plus de leurs placements et qu'ils ont compris, dit-il, qu'il vaut mieux payer pour les services de professionnels et voir son argent fructifier plutôt que de le voir stagner suite aux conseils de gens bien intentionnés mais incompétents.

Même si les compagnies de fiducie n'ont pas encore la même pénétration au Québec qu'au Canada anglais, le secteur affiche une croissance étonnante depuis cinq ans. Les actifs globaux ont presque doublé au Québec.



photothèque LA PRESSE
La Bourse a connu ses heures de gloire dans l'édifice actuellement occupé par le théâtre Centaur, rue Saint-François-Xavier, où tout se faisait « à la mitaine ». Puis, dans l'édifice ultra-moderne de la Place Victoria où l'électronique est roi.



La Chambre de Commerce du Québec est devenue la plus importante au pays

En 75 ans d'histoire, la Chambre de commerce du Québec est devenue la plus importante au Canada, et de loin. Les autres chambres provinciales du pays ont accumulé 20 ans de retard, au moins.



LAURIER CLOUTIER

En faisant cette affirmation au cours d'une entrevue qu'il accordait à LA PRESSE, M. Jean-Paul Létourneau, vice-président exécutif de la Chambre de commerce du Québec, ne faisait pas acte de vantardise indéfendable. Les faits parlent par eux-mêmes, les chiffres sont éloquentes. Ainsi, l'organisme ne compte pas moins de 3 100 membres corporatifs qui contribuent quelque \$850 000 au budget total de \$1,4 million. En comparaison, malgré le fait que le marché devrait pourtant lui permettre d'afficher un budget équivalent à 150 p. cent de celui de la Chambre du Québec, l'Ontario Chamber of Commerce se contente d'un budget deux fois moins élevé.

Ses effectifs font aussi de la Chambre de commerce du Québec « le plus important groupe volontaire de la province ». Les organismes du secteur de la construction dénombrent sans doute plus de membres, mais sur une base obligatoire dans leur cas.

Le vice-président souligne que toutes les chambres locales, sans exception, soit plus de 200, Montreal Board of Trade compris, adhèrent à la Chambre du Québec, avec leurs 39 000 membres. Quant aux plus de 3 000 membres corporatifs, ils représentent entre autres « 98 p. cent » de toutes les grandes compagnies québécoises. Comparativement, la Chambre du Canada dénombre 650 chambres locales, dont 125 au Québec, et la Chambre internationale, plus de 7 000.

La Chambre de commerce du Québec pourrait augmenter son membership par l'addition des sociétés d'Etat, mais contrairement au Conseil du patronat, elle a adopté la politique de les refuser « pour être libre de toute attache dans ses critiques contre le gouvernement. »

Les petites, les moyennes et les grandes entreprises détiennent leurs représentants au conseil d'administration et au comité exécutif. Mais ce qui explique

surtout le plus grand « dynamisme » de la Chambre du Québec, c'est une vieille politique de la Chambre du Canada.

En effet, cette dernière a offert à chaque chambre provinciale un budget suffisant en échange de l'engagement de ne pas solliciter des fonds directement dans les entreprises. « Toutes ont accepté, augmentant du coup leur budget de 100 à 300 p. cent, sauf celle du Québec en raison de ses divergences sur des politiques comme le réseau routier, le transport maritime et les subventions au blé », explique M. Létourneau. Avec le résultat que graduellement, le membership corporatif de la Chambre du Québec a grandi alors que les autres se trouvaient limiter dans leurs ressources par la Chambre du Canada, réparties au prorata de la population et non au mérite. Les autres chambres provinciales n'en sont sorties que depuis cinq ans, et avec quel retard à rattrapper.

C'est le 10 avril 1909 que la Chambre de commerce de Montréal convoqua la première assemblée de fondation de la Chambre de commerce du Québec à laquelle participèrent 13 chambres. Le quatre mai 1910, le Sénat canadien sanctionnait le tout par une loi spéciale.

« Très démocratique, le mou-

vement s'est développé selon l'évolution du milieu, poursuit M. Létourneau. Par exemple, Maurice Lamontagne a mené pour la Chambre une étude sur l'ouverture des chemins d'hiver, une idée simple, vue d'aujourd'hui, mais essentielle pour le développement économique à l'époque.

Par la suite, la Chambre commandait à deux experts une étude sur le développement du réseau routier au Québec au début des années 1960. Le rapport « se transformait en un plan de développement complet des routes — longtemps la chasse-gardée des politiciens en élections — appliqué jusqu'en 1972-75. Après, Québec passait à une autre philosophie, celle du transport en commun, à coup de centaines de millions de dollars et d'autoroute Ville-Marie qui ne débouche nulle part, et le tout se faisait aux dépens du transport privé.

Petit à petit, la Chambre s'est penchée sur la législation, par exemple, la création du ministère du tourisme.

« Autant il fallait susciter l'intervention de l'Etat, absent au début, autant il faut le freiner aujourd'hui. Ça n'a plus d'allure; aujourd'hui le gouvernement du Québec réalise la moitié du produit national brut compa-

rativement à 25 p. cent au début des années 60. À ce rythme, l'Etat accaparera tout le PNB dans 15 ans. Ces derniers temps, le gouvernement québécois a appliqué les freins mais les faits montrent que son intervention continue presque au même rythme. On vit dans une société avec des principes ou parfois seulement des vestiges d'économie de marché. »

Le mouvement des chambres québécoises demeure « en constante évolution. Plus elles ont vu en milieu rural, plus leurs vocations se diversifient. Plus elles travaillent en milieu urbain, plus le monde des affaires y prend le haut du pavé. »

La Chambre de commerce du Québec « demeure toutefois aujourd'hui encore à la base de nombreuses politiques gouvernementales, même si on n'aime pas trop s'en vanter », conclut M. Létourneau.

Une étude du greffier de l'Assemblée nationale montre que la Chambre de commerce du Québec reste l'organisme qui intervient le plus fréquemment depuis 15 ans dans les commissions et autres sommets publics. Sans mentionner les contacts privés, presque quotidiens mais hélas invérifiables. Sa combativité n'a d'égale que la fréquence de ses interventions.

Les institutions

SANS ÊTRE À L'IMAGE DES BANQUES AMÉRICAINES

Les banques canadiennes parmi les plus grandes du monde

L'influence américaine est tellement omniprésente au Canada dans de nombreux secteurs que plusieurs pourraient croire qu'elle s'étend aussi à l'industrie bancaire. Pourtant, on pourrait difficilement trouver deux systèmes bancaires aussi différents dans deux pays voisins.

LAURIER CLOUTIER

Le consultant J. Harvey Perry, de l'Association des banquiers canadiens (ABC), souligne cet aspect souvent méconnu dans toute son ampleur dans « L'entreprise bancaire au Canada » publié par l'ABC, un des nombreux documents consultés pour ce bref historique des banques et des caisses populaires.

Six contre 14 000

Comparativement à une douzaine de banques canadiennes, dominées par les cinq ou six plus grandes, les États-Unis en proposent 14 000, dont la majorité ne peuvent fonctionner que dans un seul état ou même dans une seule municipalité, avec un droit limité, sinon inexistant, d'ouvrir des succursales.

Trois autres facteurs, pourrait-on ajouter, compliquent encore la description. En premier lieu, s'il est vrai que les États-Unis comptent aussi de grandes banques — en particulier en Californie, autorisant les succursales — qui ressemblent beaucoup aux canadiennes, il faut savoir en contrepartie qu'elles ne jouent pas un rôle aussi dominant que les grandes banques du Canada.

En deuxième lieu, les banques canadiennes n'ont jamais pu fournir de services fiduciaires, comme les américaines, et ne consentent des prêts hypothécaires

que depuis 1967. Enfin, Ottawa contrôle aussi de beaucoup plus près « ses banques » que ne le fait Washington.

L'inspiration de la « First Bank »

En fait, le système bancaire canadien s'est inspiré beaucoup de la First Bank — fondée juste avant que les banques canadiennes reçoivent leurs chartes — modèle qu'on devait vite oublier aux USA.

Après 1867, Ottawa se donnait des pouvoirs exclusifs sur un système de grandes banques hautement centralisées, contrairement à Washington qui acceptait de partager les pouvoirs avec les États. Fondées par des entrepreneurs locaux, les banques américaines constituaient fréquemment des entreprises aventureuses ; au Canada, l'économie profitait sans doute de conservatisme et de la solvabilité de ses banques, mais souffrait en revanche de leur manque de souplesse et de leur contrôle centralisé.

Le système canadien diffère aussi de celui de pays comme l'Allemagne, la France et le Japon, en limitant les acquisitions de compagnies et la représentation sur les autres conseils d'administration.

Les premières banques canadiennes remontent à 1820, précise A.B. Jamieson, dans « Chartered Banking in Canada ». En 1822, on assistait à la fondation de la Banque de Montréal et de la Québec Bank, qui se préparaient à célébrer son centenaire lorsqu'elle fusionna avec la Banque Royale, en 1917. Dès 1855, la Banque de Montréal ouvrait une première agence à New York. Le jour de la Confédération, en

1867, le Canada dénombrait près d'une trentaine de banques, dont la Banque du Peuple et la Banque Nationale, à Montréal.

De 1867 à 1889, malgré les crises, les actifs bancaires grimpaient de \$81 millions à \$252 millions et le nombre de succursales passait de 147 à 402. Du début du siècle à la Première Guerre mondiale, les banques profitaient du développement de l'Ouest et les succursales atteignaient le total de près de 3 000.

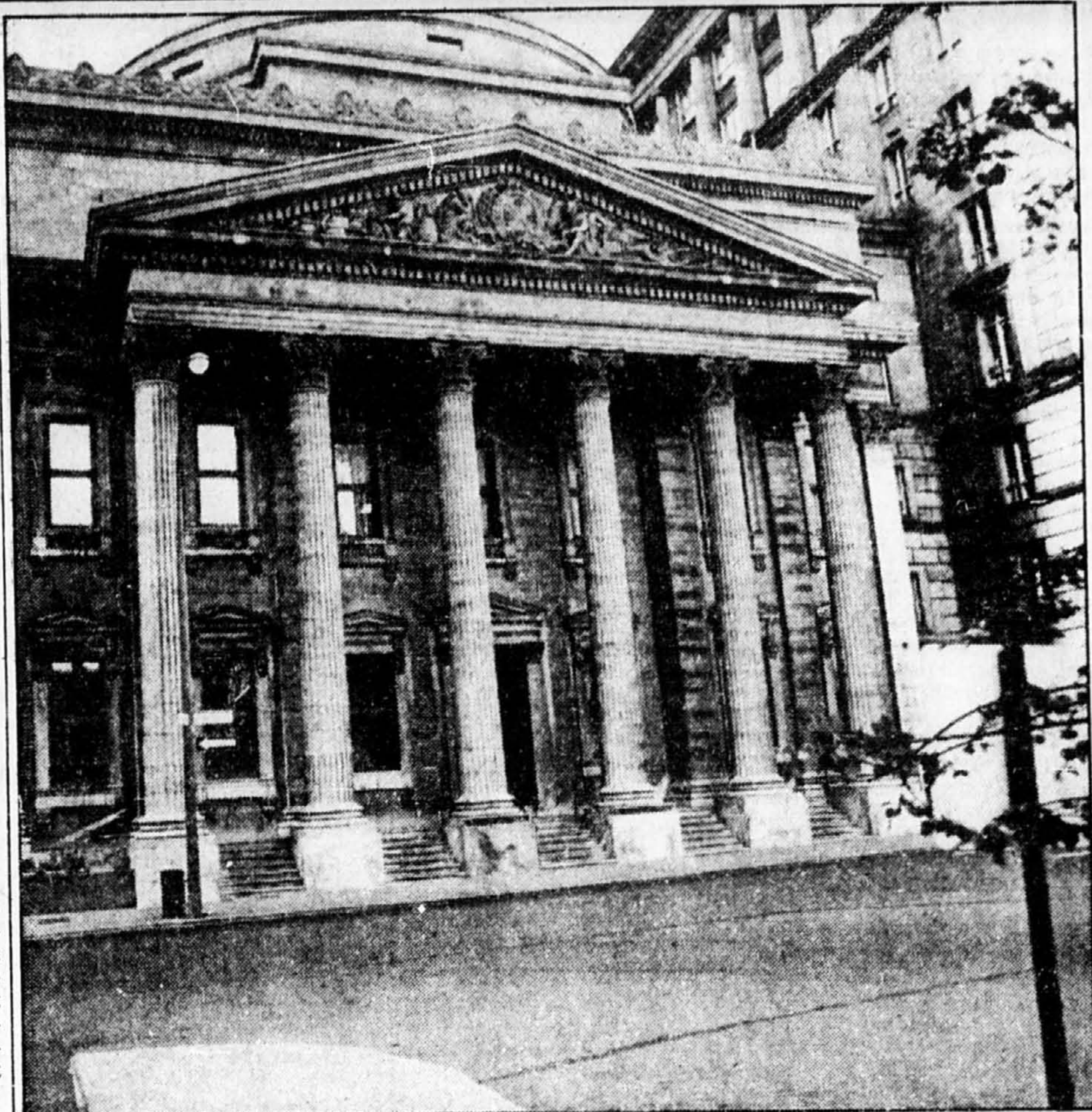
Guerres et Dépression

La Première Guerre mondiale et la Dépression de 1929 ont provoqué de nombreuses fusions et faillites. La spectaculaire faillite de l'Ontario Bank, en 1906, avait amorcé le mouvement. Par ailleurs, près de 9 000 des 17 000 employés de banques s'enrôlèrent dans les forces armées.

En novembre 1928, le nombre des banques tombe à 10 avec l'absorption de la Standard Bank par la Banque de Commerce.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les banques durent rattrapper les retards dans la construction et la modernisation des succursales, en plus de soutenir le plan Marshall.

Au lendemain du déclenchement de la guerre de Corée, le premier novembre 1950 pour être plus précis, Ottawa imposait des règlements restreignant le crédit à la consommation. Par exemple, l'achat d'une auto allait nécessiter un paiement comptant de 33,3 p. cent et tous les autres biens, de 20 p. cent, le reste s'échelonnant sur un maximum de 18 mois. En mars, le « down payment » passait à 50 et à 33,3 p. cent respectivement, avec une échéance maximum d'un an.



Photothèque LA PRESSE

Avant l'avènement de matériaux modernes, les sièges sociaux des banques étaient installés dans de très beaux édifices comme celui de la Banque de Montréal, à la Place d'Armes.

La législation canadienne sévère en matière de réserves et d'exigences en capital, de même que le développement des succursales, expliquent en partie que les « Big Six » comptent aujourd'hui parmi les plus grandes banques du monde.

J. Douglas Gibson, dans « Banking Since the War », écrit qu'entre 1946 et 1966, les actifs triplèrent pour atteindre \$22 milliards. Le banquier conservateur du centre-ville se transformait en directeur énergétique, à la chasse aux clients jusque dans les centres commerciaux.

Dure concurrence

Malgré tout, les banques n'ont pas maintenu leur part du marché financier. Le Mouvement

Desjardins, fondé en 1900, leur fait au Québec une dure concurrence, avec ses quelque 1 465 caisses populaires et d'économie, essentiellement communautaires à quelques exceptions près, avec parfois une succursale, allant jusqu'à occuper seules le terrain dans quelque 500 municipalités. Douglas Gibson ne se gêne pas pour accuser les banques d'inertie et de manque d'esprit d'innovation.

Malgré leur conservatisme, les banques canadiennes détiennent aujourd'hui 7 200 succursales, 300 bureaux dans plus de 40 pays et des actifs de \$375 milliards. Elles comptent 30 millions de comptes d'épargne personnelle, contre plus de quatre

millions de sociétaires dans les caisses pop.

Toronto et Montréal restent loin de capitales bancaires comme New York, Londres et Hong Kong, rappelle Ian Jarvis, dans « Le banquier » de février dernier. Mais le Canada gagne encore du terrain depuis 1980 avec l'accueil de plus d'une cinquantaine de banques étrangères, apportant stimulation et optimisme dans l'industrie.

Harvey Perry conclut qu'on demande aux banques d'être à la fois fortes mais non puissantes, axées sur les affaires mais bienveillantes. « Elles demeurent un mystère pour la plupart des gens, même dans l'industrie bancaire! ».

AVEC NOS PAPIERS, VOUS PUBLIEZ LES VÔTRES



INDUSTRIE DE LA PULPE ET DU PAPIER

Son immense importance dans le pays et dans la province de Québec, en particulier. Développement rapide et extraordinaire en ces dernières années. Quelques faits et quelques chiffres. Comment sont fabriqués la pulpe et le papier.

UNE INDUSTRIE, UNE REGION, UN HOMME

LA PRESSE

UNE INDUSTRIE, UNE REGION, UN HOMME

Impressions recueillies par l'honorable M. Rodolphe Lemeux, ancien ministre des Postes au cours d'un récent voyage d'inspection et communiqué exclusivement aux lecteurs de la Presse.

LA PRESSE

UNE INDUSTRIE, UNE REGION, UN HOMME

Impressions recueillies par l'honorable M. Rodolphe Lemeux, ancien ministre des Postes au cours d'un récent voyage d'inspection et communiqué exclusivement aux lecteurs de la Presse.

INDUSTRIE DE LA PULPE ET DU PAPIER

LES



CONSOLIDATED BATHURST
Montréal (Québec)

Les institutions

En 1884, le patronat de Montréal était anglophone

Lorsque LA PRESSE fit son apparition pour la première fois, le 20 octobre 1884, Jean-Baptiste Rolland, était à la fois industriel francophone et millionnaire, une denrée encore plus rare qu'aujourd'hui.

PIERRE VENNAT

En 1884, en effet, le patronat montréalais était anglophone et ne sentait pas la nécessité de se retrouver ailleurs qu'à la Chambre de commerce de Montréal ou au Board of Trade, organismes qui, d'ailleurs, regroupaient d'ailleurs des marchands que de véritables industriels.

Lors de la naissance de LA PRESSE, le mouvement syndical commençait déjà à essaimer à Montréal, donnant des armes aux ouvriers contre l'injustice et l'arbitraire. Ce n'est cependant qu'en novembre 1943, 60 ans plus tard, que devait naître l'Association professionnelle des industriels (API), ancêtre du Centre des dirigeants d'entreprises (CDE) et instigatrice de l'actuel Conseil du patronat du Québec.

À l'heure où naît LA PRESSE, pour un millionnaire canadien-français paraissent 20 millionnaires anglophones, comme l'écrivent les historiens Jean Hamelin et Yves Roby, même si l'élite canadienne-française a donné un vigoureux coup de barre.

Le *Montreal Herald* du 1er avril 1899 souligne l'écart qui sépare les deux sociétés: « Dans une ville comme Montréal, où les deux groupes ethniques peuvent être mieux comparés, il est bien connu que le revenu moyen d'un francophone n'atteint que le quart de celui de son voisin anglophone ».

Paul-André Linteau, René Duchrocher et Jean-Claude Robert, dans leur *Histoire du Québec contemporain* écrivent quant à eux qu'avec l'implantation du capitalisme industriel, la bourgeoisie est, tout comme la classe ouvrière d'ailleurs, une classe montante. Ses effectifs sont en pleine croissance. Or, dans la majeure partie des cas, il s'agit de *self-made men*.

La carrière de J.-B. Rolland

La carrière de Jean-Baptiste

Rolland illustre ce type d'ascension sociale. Fils de cultivateur, né à Verchères en 1815, Rolland arrive sans le sou à Montréal en 1832. Il s'engage comme apprenti-typographe, pour ensuite devenir typographe puis imprimeur. En 1842, il fonde l'entreprise de librairie qui sera à la base de sa fortune. Il débute en faisant du colportage de livres et de papier pour les compagnies. Il étend ensuite ses activités à l'édition et à la reliure. En quelques années, la maison Rolland devient une des plus importantes librairies de Montréal et son propriétaire se lance également dans la promotion foncière et la construction de maisons.

En 1881, pour s'assurer de meilleurs approvisionnements en papier, il décide d'en fabriquer lui-même. La compagnie de papier Rolland installe son usine à Saint-Jérôme et commence à produire en 1882. Un siècle plus tard, tout comme LA PRESSE, elle est toujours là.

À sa mort, en 1888, Rolland laisse à ses quatre fils une fortune appréciable.

Mais à côté de ce « success story », il y a aussi beaucoup d'échecs. Le capitalisme concurrentiel ne permet souvent l'ascension rapide des uns que par l'écrasement des autres. On note donc une grande instabilité chez les individus qui composent la bourgeoisie montréalaise, et les faillites sont nombreuses pendant la seconde moitié du 19^{ème} siècle.

Comparaison de deux carrières

Quant à la différence entre francophones et anglophones même au sein du monde des affaires, elle s'illustre par la carrière parallèle de Donald Smith (connu plus tard sous le nom de lord Strathcona), de la Banque



Page consacrée aux travailleurs et publiée le 31 août 1907.

de Montréal et d'Alphonse Desjardins, de la Banque Jacques-Cartier, qu'il ne faut pas confondre avec son homologue le fondateur des caisses populaires.

Né en Écosse en 1820 et arrivé au Québec en 1838, Smith a été président de la Banque de Mont-

réal de 1887 à 1905, puis président honoraire jusqu'en 1914.

Alphonse Desjardins, lui, né en 1841, est mort en 1912 et a été président de la Banque Jacques-Cartier de 1880 jusqu'à sa fermeture en 1899. Il siège aussi au conseil d'administration de sociétés de crédit foncier et d'assu-

rances. Il fut également industriel, fonda une entreprise de fabrication de briques et fut promoteur urbain du quartier Maisonneuve. Il fut même directeur du journal *Le Nouveau Monde* et député conservateur aux Communes, en plus de présider la Chambre de commerce de Montréal en 1899.

Or, Smith présidait une banque qui a étendu ses opérations à travers tout le Canada et fut l'agent financier des gouvernements, banque qui, bien sûr, subsiste toujours. La Banque Jacques-Cartier, elle, concentra ses activités dans la région de Montréal et obtint des résultats vingt fois plus modestes. Elle est oubliée depuis longtemps. Smith développa l'Ouest canadien, Desjardins se contenta de faire du développement en banlieue de Montréal.

Le type de patronat

Cela dit, quelle sorte de patrons étaient nos hommes d'affaires?

L'ancien maire de Granby, Horace Boivin, premier vice-président de l'Association professionnelle des industriels, répond lui-même à la question en août 1945, dans le *Bulletin de la chambre de commerce de Montréal*:

« Dans le passé, beaucoup de patrons croyaient s'acquitter de leurs obligations de conscience du moment qu'ils payaient le salaire convenu. Combien d'industriels ne donnaient même pas à leurs ouvriers le salaire vital? Combien de patrons qui, même après avoir donné le salaire dû en stricte justice traitaient l'ouvrier comme un mécanisme sans vie, sans âme, sans chair? »

Ancêtre de notre Conseil du patronat actuel, l'API s'était donnée un programme ambitieux. M. Boivin écrivait qu'il fallait doter la vie industrielle

d'une « conception chrétienne » et il ajoutait: « Le progrès ne consiste pas seulement dans l'accroissement des chiffres d'affaires mais la véritable prospérité d'une nation dépend de la dignité des êtres humains dont elle se compose. Pour contribuer à une si belle tâche, l'industriel encourage les services de bien-être en faveur de ses ouvriers ».

Les premiers syndicats

Devant les salaires décevants que consentaient les entreprises, vers 1884, les ouvriers se ligèrent en associations ouvrières, ancêtres des syndicats d'aujourd'hui. C'est en 1886, d'ailleurs, que se présente le premier candidat ouvrier lors d'une élection générale au Québec. Il est défait. Mais en 1892, Arthur Lépine, élu lors d'une élection partielle dans un quartier ouvrier de la métropole, devient le premier député ouvrier de la Chambre de Communes.

C'est dans le domaine de l'imprimerie et des journaux que se formèrent les premiers syndicats. Selon certains auteurs, le premier syndicat canadien fut celui des ouvriers typographes de Québec, fondé, à ce qu'il semble, en 1827. On sait sans équivoque par ailleurs qu'à Montréal, dès 1830, existait un syndicat de cordonniers ainsi qu'une « loge » de tailleurs.

C'est sensiblement à la même époque que les Chevaliers du travail se répandirent au Canada. En 1887, ils comptaient 38 sections et quelque 2 500 membres à Montréal. Syndicalistes d'un type nouveau, ils s'adressaient aux ouvriers non qualifiés et visaient à un regroupement syndical sur la base de l'entreprise, plutôt que sur celle du métier.

C'était assez pour effrayer la hiérarchie catholique et le 18 avril 1886, le cardinal Taschereau publia un mandement frappant les Chevaliers d'interdit.

Montréal comptait aussi à l'époque deux sections bien structurées du syndicat de l'Union internationale des typographes ainsi que 1 300 travailleurs du tabac réunis au sein de l'Union des cigariers.

TECHNOLOGIES ET SAVOIR-FAIRE

Assurer la croissance d'une entreprise manufacturière constitue tout un défi à relever dans le contexte économique actuel. Pourtant des industriels réussissent à augmenter leur chiffre d'affaires, à réduire leurs coûts de production et à développer de nouveaux marchés en tirant le maximum des technologies disponibles. Plusieurs d'entre eux y travaillent avec le CRIQ.

Les compétences techniques et l'expérience industrielle du personnel du CRIQ de même que ses laboratoires et ateliers bien équipés permettent d'offrir aux industriels québécois des services sur mesure.

- développement d'un nouveau produit
- automatisation de la production
- amélioration d'un procédé de fabrication et du contrôle de la qualité
 - information technologique
- évaluation et amélioration d'un produit commercialisé
 - design industriel
- conseils sur l'achat et la vente de technologies

Depuis déjà 12 ans, le CRIQ contribue à l'essor de nombreuses entreprises québécoises et ses 325 employés sont à la disposition des industriels pour relever le défi.

CRIQ



CRIQ

CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC
Ouest du Québec (514) 694-3330
Est du Québec (418) 659-1550

dépôts garantis

9 1/4% 1 AN
10 1/2% 3 ANS
11% 5 ANS

FIDUCIE PRÊT ET REVENU

225 ouest, St-Jacques 288-1221

LA COMPAGNIE DU TRUST EATON BAIE

SUCCURSALE DU TRUST

1450, rue Ste-Catherine ouest
Montréal 861-3664

CENTRES FINANCIERS EATON

Montréal 284-2044
St-Bruno 461-2345
Laval 687-1470
Fairview 697-6420
Ottawa Bayshore 829-9211

CENTRES FINANCIERS LA BAIE

Montréal 281-4683
Place Vertu 332-4550
Ottawa Bayshore 236-7511

11 1/4%

CERTIFICATS DE PLACEMENT GARANTI DE 5 ANS. INTÉRÊT PAYÉ ANNUELLEMENT

Taux sujets à changement sans préavis

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Membre de la société d'assurance-dépôts du Canada.

VISION

Nous avons notre façon bien à nous d'envisager l'avenir. Cette vision spéciale a guidé notre politique de diversification et d'expansion mondiale et nous a placés parmi les Leaders du marché international des textiles.

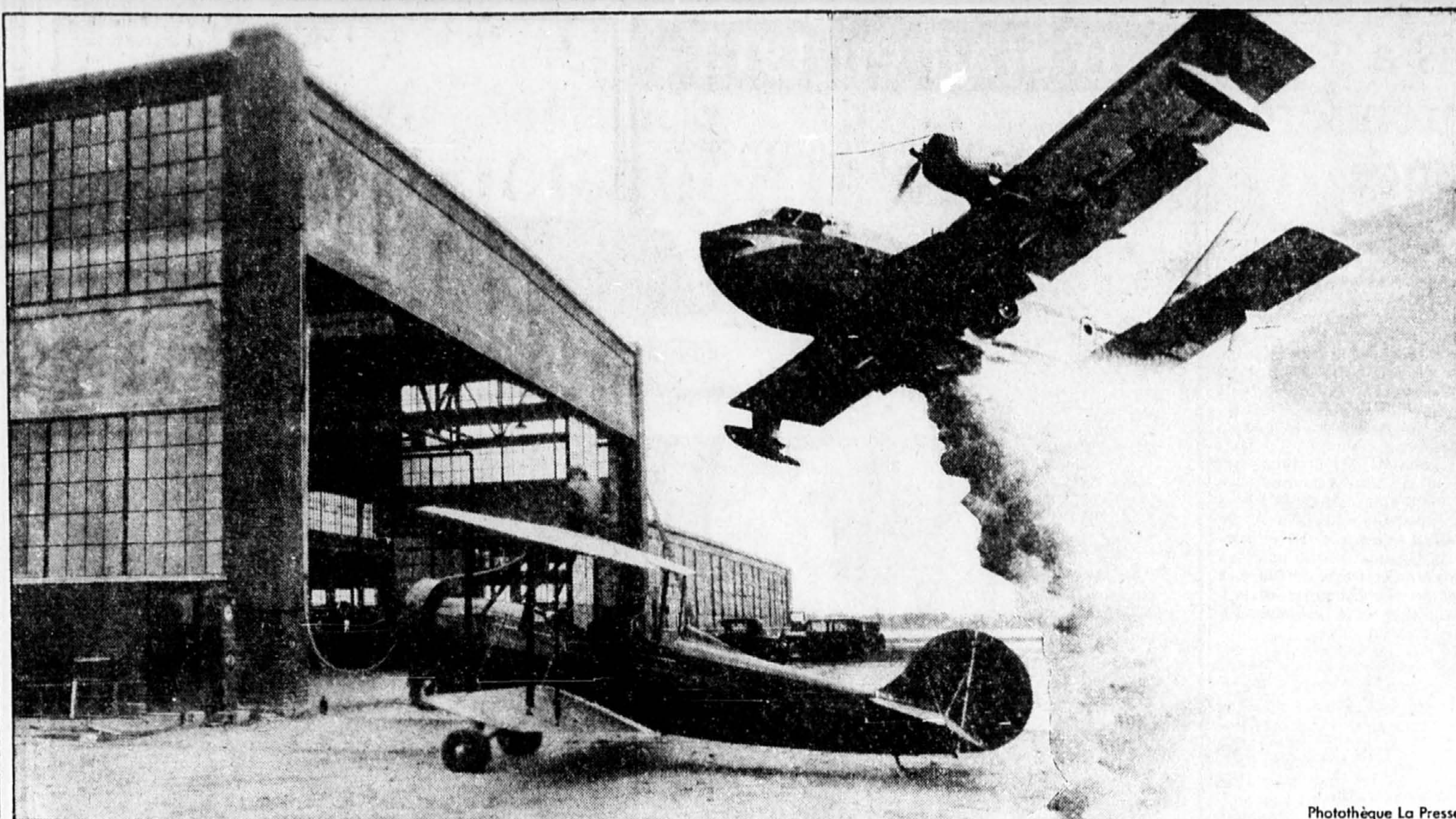
C'est en regardant l'avenir que nous avons parcouru la route entre les simples tissus et les geotextiles. Entre le Canada et l'Europe. Entre une seule usine et 40 installations d'avant-garde. Notre vision de l'avenir nous mènera encore loin!

DOMINION TEXTILE INC.

Tassé le boursier Pour votre REER (514) 879-2100

Tassé & Associés, Limitée

Les grands secteurs



Photothèque La Presse

L'usine Fairchild, de Longueuil, au cours des années 30, et, à droite, le CL-215, « l'avion pompier » que la société Canadair exporte un peu partout dans le monde.

L'aéronautique, une industrie canadienne depuis février 1909

L'industrie aéronautique canadienne a parcouru tout un bout de chemin le 23 février 1909, lorsque John McCurdy a piloté le premier avion au Canada, à Baddeck, en Nouvelle-Écosse. Cet avion, le *Silver Dart*, était le quatrième que fabriquait la société Aerial Experiment Association, fondée par Alexander Graham Bell, qui y avait investi la somme de \$35 000.

Un an plus tard, McCurdy transportait le *Silver Dart* à Montréal pour « La grande semaine de l'aviation ». Cet événement devait réunir des aviateurs de tous les coins du monde. Neuf avions ont participé à la démonstration aérienne : quatre américains, trois français et deux canadiens. Il s'agissait de cinq

biplans et de quatre monoplans. À cette occasion, LA PRESSE titrait, en manchette de son édition du 28 juin 1910: « Les oiseaux mécaniques émerveillent les spectateurs à la Pointe Claire ».

À cette époque, l'avion était loin d'être un moyen de transport et rares étaient ceux qui osaient même parler d'une éventuelle industrie aéronautique. Avec l'arrivée de la guerre de 1914, l'avion est devenu un instrument militaire, précipitant ainsi la naissance d'une véritable industrie aéronautique au Canada.



JACQUES GAGNON

Le début de l'année 1917 voyait la formation de la société Canadian Aeroplanes Limited, à Toronto, pour fabriquer l'avion américain JN4. À la fin de la guerre, l'usine produisait suffisamment de JN4 pour satisfaire les besoins du Canada, au point de pouvoir également fabriquer des avions d'entraînement et des bombardiers pour les États-Unis. Cette compagnie a construit un total de 1 288 JN4.

Il a cependant fallu un certain temps avant que les avionnières canadiennes développent et fabriquent leurs propres avions et moteurs.

Des filiales

L'histoire nous apprend en effet que les principales sociétés ont vu le jour comme filiales de compagnies étrangères, pour la vente, l'entretien, la révision et la réparation d'appareils et de moteurs fabriqués à l'extérieur du pays. L'étape suivante a été la transformation de ces machines dans le but de les adapter au dur climat canadien et à des terrains souvent hostiles. Enfin, elles ont créé des modèles originaux pour satisfaire aux exigences des clients locaux.

En plus de ces compagnies, quelques compagnies moins importantes ont consacré leurs activités uniquement à la production de modèles originaux.

Au Québec, Canadian Vickers Ltd., de Montréal, créait une division aéronautique en 1911, pour importer des avions britanniques. En 1923, elle construisait six hydravions *Viking IV*. L'année suivante et jusqu'en 1930, elle a fabriqué 61 exemplaires d'un hydravion un peu plus perfectionné, le *Vedette*, modèle original qu'elle a développé pour la patrouille forestière. Pendant les mêmes années, elle a construit d'autres modèles d'hydravions — mais en plus petit nombre — qui portaient les noms de *Avro 552*, *Avro-Wright*, *Varuna*, *Vanessa*, *Vista*, *Velos*, *HS-3L*, *Vancouver* et *Fokker Super Universal*. Elle a également construit des avions tel que le *Vigil* (un exemplaire) et le *Fairchild FC-2* (10 exemplaires).

1928, une année importante

En 1928, la société de Havilland, d'Angleterre, et la société Pratt & Whitney, des États-Unis, établissent des filiales au Canada. La première était connue pour ses petits biplans de la série *Moth*, tandis que la seconde fabriquait les moteurs *Wasp R-1340* et *Hornet R-1690*. De Havilland se lançait dans la fabrication d'avions près de Toronto. Dans le cas de Pratt & Whitney, elle s'établissait à Longueuil, où elle est toujours située.

Plusieurs avions canadiens utilisaient des moteurs de Pratt & Whitney, rendant nécessaires le montage, la réparation et la révision ici même. La première commande a été placée par Canadian Vickers.

En 1928, W.T. Reid, chef du bureau d'études chez Canadian Vickers, fondait Reid Aircraft Co., à Montréal, qui devenait ensuite Curtiss Reid Aircraft Co., dont le président était le pilote John McCurdy. Cette compagnie a créé le *Rambler*, un biplace en tandem qu'elle a fabriqué à 36 exemplaires jusqu'en 1932.

En 1929, une autre filiale d'une compagnie américaine s'installait à Longueuil: Fairchild Aircraft of Canada.

Le Norseman

Un peu plus tard, soit en 1936, un Hollandais du nom de Robert B.C. Noorduyn formait la société Noorduyn Aircraft, à Montréal,

et créait un avion de brousse, le célèbre *Norseman*, avec un moteur *Canadian Wright*, de 420 chevaux. Cette avion a connu immédiatement le succès et a été fabriqué à 871 exemplaires. La production a cessé en 1959.

Avec le début de la Deuxième Guerre mondiale, l'industrie aéronautique canadienne a été réorganisée pour fabriquer des avions d'origine britannique et américaine. À Malton, la division aéronautique de National Steel Car a été utilisée pour assembler 840 Ansons de Avro et 150 *Lysanders* de Westland, plus un certain nombre de *Yales* de North American, avion d'entraînement à train d'atterrissage fixe qui a précédé le *Harvard*. À Trenton, en Ontario, on a assemblé 739 *Fairey Battles*.

Un peu plus tard, il devenait nécessaire de créer une société du nom de Federal Aircraft pour coordonner la fabrication des Ansons dans neuf usines canadiennes différentes.

De son côté, la société Fairchild construisait le *Bristol Bolingbroke*, une version canadienne du *Bleinheim IVL*.

Une autre compagnie, la Canadian Associated Aircraft, était formée pour coordonner la pro-

duction de pièces du *Hampden* de Handley Page à CCF, Canadian Vickers, Fairchild, Fleet, National Steel Car et Ottawa Car Manufacturing, pour assemblage final à Malton et Saint-Hubert, au Québec.

Noorduyn a été également appelée à fabriquer 500 *Harvards* (North American), tandis que CCF en fabriquait 300. L'usine de CCF de Fort Williams a fabriqué 1 451 *Hawker Hurricanes*.

Vers la fin de 1941, on décidait de se concentrer sur sept avions. Le *Cornell* remplaçait le *Fort* chez Fleet; Noorduyn fabriquait le *Harvard* en plus du *Norseman*; Federal Aircraft coordonnait la fabrication des *Ansons*; Fairchild continuait à fabriquer le *Bolingbroke*; le *Catalina* *PBY-5* de Consolidated (*Canso*) était fabriqué par Boeing of Canada et Canadian Vickers; le *Lancaster* était fabriqué par National Steel Car et CCF; et, en plus du *Tiger Moth*, de Havilland se préparait à construire un chasseur secret, le *Mosquito*. Un peu plus tard, Fairchild et CCF ajoutaient à leur production le *Helldiver* *SB2C* de Curtiss.

120 000 personnes

Alors que l'industrie aéronautique employait à peine 1 000 per-

sonnes au début de la guerre, elle en comptait 120 000 dans la période de pointe. Elle a construit 16 448 avions, en plus d'en réparer et réviser 6 530 autres.

La période qui a suivi a connu un ralentissement considérable mais, par contre, a vu apparaître un certain nombre d'authentiques avions canadiens. La société canadienne de Havilland a produit un premier appareil original, le *Chipmunk*, un petit avion d'entraînement biplace. Il a été suivi des avions de brousse *Beaver* et *Otter*, qui sont utilisés partout dans le monde. Il y a également eu le *Twin Otter* et les avions de transport militaires *Caribou* et *Buffalo*, sans oublier les avions de transport de la série *Dash* (*Dash-7* et *Dash-8*) et le patrouilleur maritime *Tracker* *CS2F* de Grumman.

De son côté, Canadair se lançait dans la fabrication du *North Star*, version du *DC-4M* américain, qui était suivi du *Sabre* *F-86*, du *Silver Star* (*T-33A*) de Lockheed, du *CL-28 Argus*, du *CL-44*, du *Convair 440*, du *F-104 Super Starfighter*, du *CL-41 Tutor*, du *CL-215* (pour combattre les feux de forêt), du *CL-84* (à aile pivotante pour décollages verticaux), du *CF-5* de Northrop et finalement de l'avion d'affaires *Challenger*.

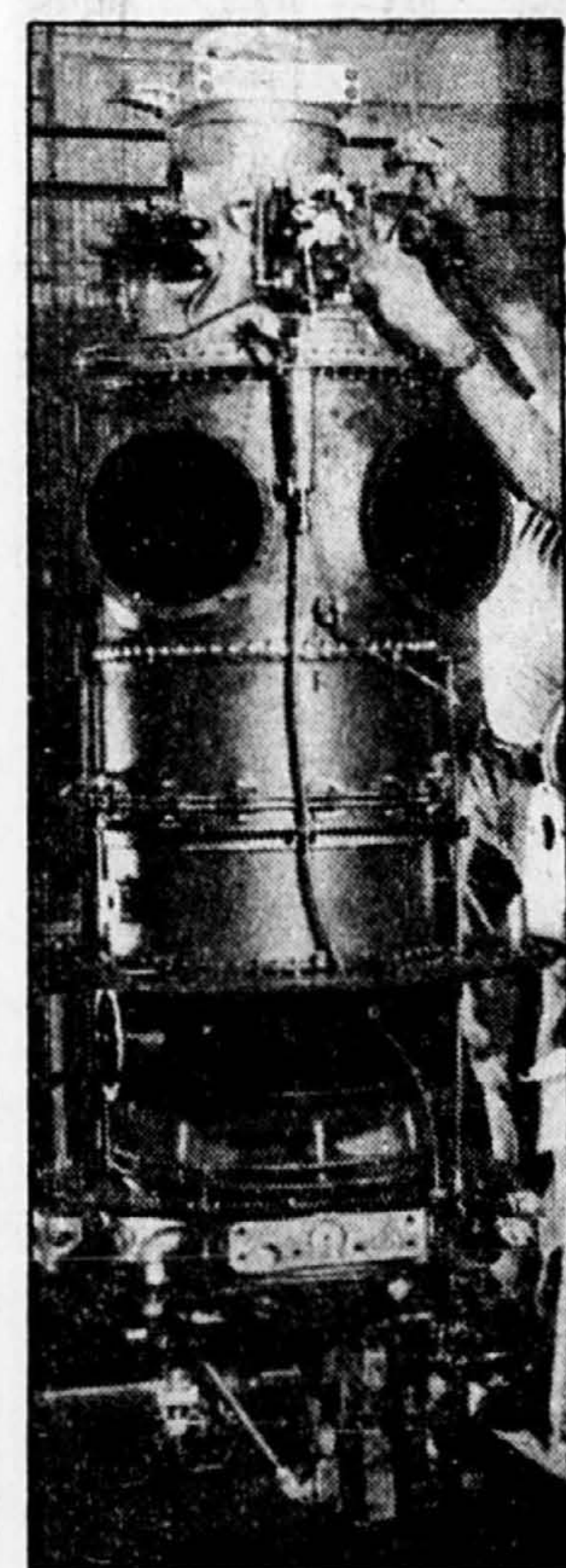
A.V. Roe était également active avec la conception du *Jetliner* *C-102*, avion de transport à réaction, et du célèbre chasseur *CF-100*, de même que du *CF-105 Arrow*, qui a connu une fin tragique et prématurée.

Le poids économique

L'industrie de l'aéronautique est l'une des plus importantes au Québec où, aux usines connues comme celles de Canadair et de Pratt & Whitney, on pourrait ajouter celle d'UDT, Héroux et frères, CAE Electronics, Spar Aerospace, Canadian Marconi, Bell Helicopters, etc.

En fait, le Québec compte pour environ la moitié des ventes de \$35 milliards réalisées dans l'ensemble canadien. Le Québec joue donc le rôle de leader dans cette industrie et entend bien le demeurer. Ce désir permet de mieux comprendre la levée de boucliers qu'a suscitée le choix du *F-18* de préférence au *F-16* comme chasseur canadien, en 1980, d'autant plus que les craintes manifestées à l'époque, à savoir le taux plus faible de retombées économiques pour le Québec, paraissent se concrétiser, la part du lion allant finalement à l'Ontario.

Et s'il est vrai que l'industrie vient de connaître deux années difficiles, la fin de la récession lui permet d'envisager l'avenir avec beaucoup d'optimisme, au point que les ventes devraient dépasser le cap des \$7 milliards en 1986, tandis que le niveau de l'emploi devrait se situer autour des 51 000, la même année. Au surplus, il suffirait d'un bon démarrage pour les avions de type « adac » (*DHC-6*, *DHC-7* et *DHC-8*) de de Havilland, d'une amélioration des ventes du *Challenger* de Canadair et d'une participation canadienne au *Airbus A-310* pour que la situation soit encore plus reluisante.



Photothèque La Presse

La société Pratt & Whitney, de Longueuil, est le plus important fabricant de moteurs à turbine au Canada.

LA PRESSE

L'Ère de l'Aviation

Le Premier Salon de l'Aviation au Canada, à Montréal, 8 jours d'exposition

Photothèque La Presse

L'AVIATION A TRAVERS LES SIECLES

L'aviation a toujours occupé une place de choix chez les Montréalais, d'autant plus qu'en matière d'aéronautique, les Québécois viennent au premier rang dans l'ensemble canadien. Aussi ne faut-il pas s'étonner d'apprendre que le tout premier Salon de l'aviation au Canada a eu lieu à Montréal, en juillet 1928. Et pour marquer l'occasion, LA PRESSE publiait, le 7 juillet 1928, un cahier de 16 pages consacré à l'aéronautique, et dont nous vous présentons une partie de la première page.

NOUS AVONS AIDÉ PLUS DE GENS À ACHETER PLUS D'ORDINATEURS QUE TOUT AUTRE MAGASIN AU MONDE

FAITES CONNAISSANCE AVEC L'AVENIR^{MD}

Computerland[®]

magasins d'ordinateurs

MAGASINS AU QUÉBEC:
MONTRÉAL (centre-ville)
 2075, rue University
 Montréal, Québec
 (514) 845-0131

MONTRÉAL (WESTMOUNT)
 4160, rue Ste-Catherine ouest
 Montréal, Québec
 (514) 933-4208

SHERBROOKE
 2524, rue King ouest
 Sherbrooke, P.Q.
 (819) 564-1534

QUÉBEC
 888, rue St-Jean
 Québec, P.Q.
 (418) 524-5265

STE-FOY
 2600, boul. Laurier
 Ste-Foy, P.Q.
 (418) 659-5940

PLUS DE 600 MAGASINS À TRAVERS LE MONDE



Les grands secteurs

Un Québécois a construit la première voiture à essence

Si on vous demandait à brûle-pourpoint qui a construit la toute première automobile fonctionnant à l'essence, vous le chercheriez sans doute un peu partout dans le monde... sauf au Québec. Pourtant, tout comme c'est à un Québécois, Henry Seth Taylor, qu'on dut en 1867, la première voiture à vapeur, c'est aussi à un Québécois, qu'on doit cette innovation, en 1897. Et à l'image de ce qui allait survenir de l'industrie automobile au Québec, cet innovateur, Georges Foote Foss, de Sherbrooke, devint simple vendeur d'autos, n'étant pas en mesure de commercialiser son invention.



FRANÇOIS BERGER

Malgré ces débuts en apparence fort prometteurs, le Québec n'a jamais réussi à mettre sur pied une véritable industrie de l'automobile, fer de lance des économies développées.

La première chaîne de montage d'automobiles installée au Québec l'a été vers 1930, à Montréal, par un dénommé Henri-Emile Bourassa. Il avait obtenu la technologie du Français Chevrolet, qui avait travaillé aux États-Unis. Bourassa, comme quelques autres (Lavoie, Landry), a manqué de capitaux. Il n'a pu résister à la compétition féroce des Américains (la publicité était alors toute orientée vers l'auto américaine: Ford était installée en Ontario depuis 1904).

Il y eut, dans les années 1960, la tentative de Renault (Soma, à Saint-Bruno) et celle de la marque québécoise Manic: encore des échecs.

La première usine d'envergure qui s'installa au Québec fut celle de General Motors à Boisbriand (Sainte-Thérèse), en 1964. En septembre, il y aura 20 ans que GM est installée ici, mais le Québec ne produit toujours que 16 p. cent des automobiles assemblées au Canada (161 000 unités, dont 140 000 sont assemblées par GM). L'Ontario assure 84 p. cent de la production canadienne d'automobiles.

Dans le secteur des pièces, la part du Québec est encore plus mince, avec seulement 1 p. cent des livraisons de l'industrie canadienne. Le Pacte de l'automobile, intervenu en 1965 entre le Canada et les États-Unis, a favorisé d'abord l'Ontario, déjà située au milieu du complexe nord-américain de l'industrie de l'automobile (Windsor, Ontario, est en face de Détroit, la Mecque de l'automobile).

L'ensemble des activités reliées aux voitures neuves (assemblage, fabrication des pièces et accessoires, vente) fournit du travail à quelque 45 000 personnes au Québec: 16 000 dans les pièces et accessoires, 24 000 chez les 800 concessionnaires de voitures neuves, et le reste dans les usines d'assemblage.

Trois usines de montage de camions ou d'autobus sont installées au Québec: GM à Saint-Eustache (800 autobus urbains par année), Canadian Kenworth à Sainte-Thérèse (2 000 camions lourds) et Prévost Car à Sainte-Clair (une centaine d'autobus interurbains par an). D'autre part, la firme Bombardier Ltée, de Montréal, est la seule compagnie canadienne à produire des véhicules militaires.

2,6 millions d'autos

Le nombre de voitures particulières immatriculées au Québec est aujourd'hui de 2,6 millions. En 1984, les Québécois achèteront environ 225 000 automobiles neuves.

Avant la guerre de 1914-1918, il n'y avait à peu près pas d'automobiles en Amérique. Le Québec en comptait 157 en 1906. En 1920, 36 000 voitures étaient immatriculées au Québec et, en 1930, 141 000, soit vingt-cinq fois plus que dix ans auparavant.

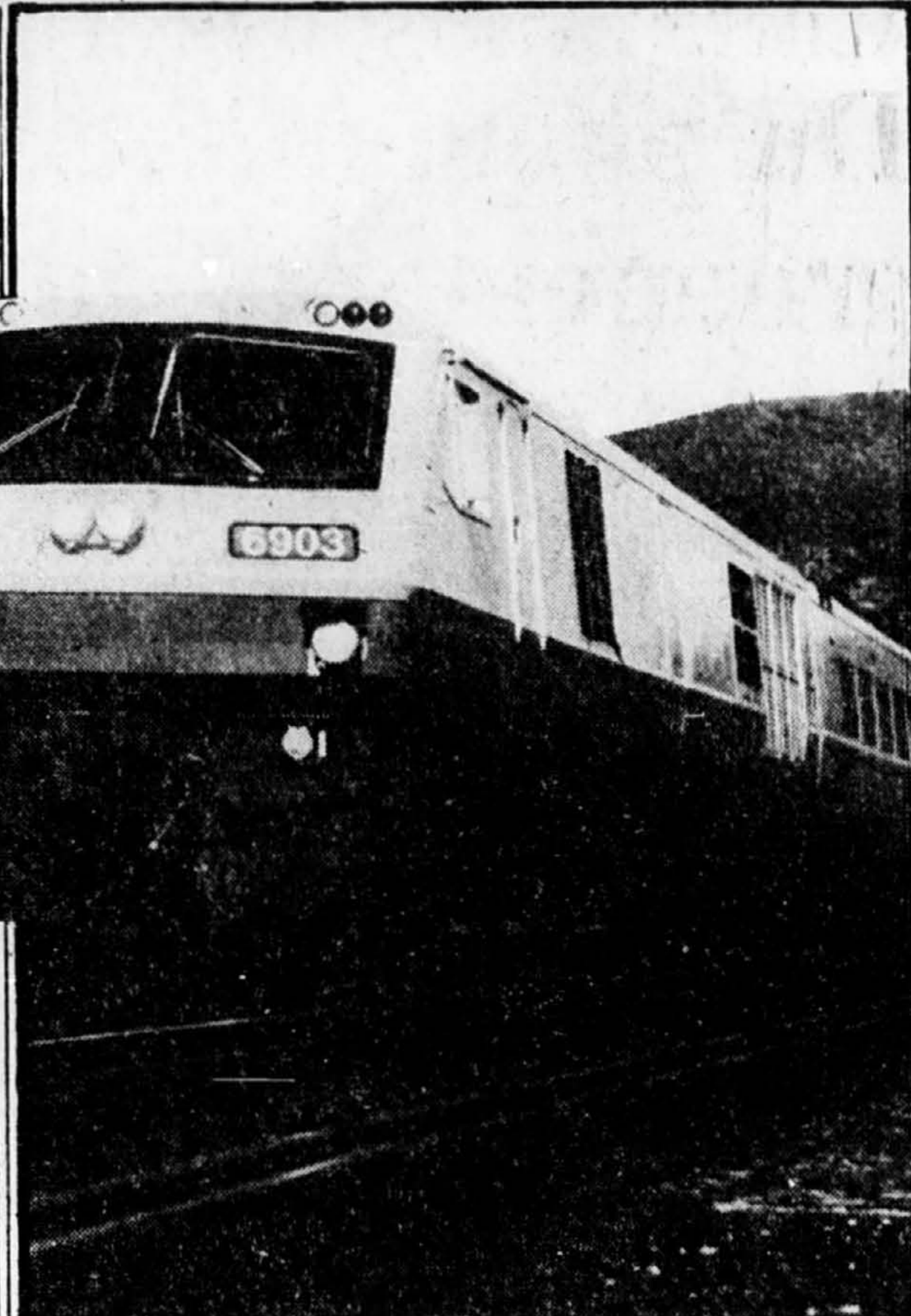
En quelques années, les progrès de ce nouveau moyen de locomotion furent plus foudroyants que ne l'avaient été ceux des chemins de fer un demi-siècle plus tôt.

En 1984, le Québec se retrouve parmi les plus grands utilisateurs d'automobiles au monde, (2,5 personnes par auto immatriculée, ce qui est comparable à l'Australie), mais parmi les plus petits pays producteurs, malgré sa proximité du mid-west américain, deuxième producteur mondial d'automobiles après le Japon (dont la production a dépassé celle des États-Unis en 1980).

C'était en 1912



Première page de l'édition de LA PRESSE du 27 janvier 1912.



Photothèque LA PRESSE

Le LRC de Bombardier, le train le plus innovateur entièrement construit en Amérique du Nord.

Le Québec, première province à créer un ministère des Transports

L'industrie du transport est probablement celle qui affecte le plus notre vie quotidienne: tout ce que nous touchons et qui nous entoure doit être transporté d'une façon ou de l'autre.

JACQUES GAGNON

De plus, qui de nous n'a pas utilisé un jour l'autobus, le train, l'avion ou le navire?

C'est d'abord le transport maritime qui a permis au Canada et au Québec de se développer. Le transport ferroviaire a ensuite apporté sa contribution au progrès, en permettant aux gens de

s'établir plus loin des centres portuaires. Beaucoup plus tard, le camion et l'automobile ont détrôné le cheval, à peu près en même temps que naissait le transport aérien. En cours de route, l'autobus a fait disparaître le tramway, du moins à Montréal, tout en faisant passer de dommage aux services passagers des compagnies ferroviaires.

De tous les modes de transport, c'est sans doute le transport routier qui a le plus contribué au progrès du Québec car, avec 29 p. cent de la population canadienne, le Québec ne possède que 11 p. cent de tout le ré-

seau ferroviaire canadien. L'Ontario, par exemple, compte plus de deux fois ce pourcentage, de même que les provinces des Prairies.

Si le camionnage a connu des débuts modestes au Québec, aujourd'hui, un quart de millions de véhicules commerciaux circulent sur son territoire pour servir l'industrie, le commerce, les cultivateurs et la population en général.

Grève du rail

Pour donner une idée de l'importance du transport routier, précisons qu'au Canada, plus de 14 000 municipalités non adjacentes aux lignes de chemin de fer dépendent de cette industrie pour tout ce dont elles ont besoin.

Ce n'est cependant que lors de la grève générale des cheminots, déclenchée le 22 août 1950, et qui a immobilisé le transport ferroviaire d'un océan à l'autre, que le public a véritablement réalisé l'importance du transport routier. Alors que les analystes prévoient que la vie économique allait être paralysée dans les 48 heures, cela a pu être évité car les camions ont pris la relève.

Quelques années plus tard, soit en 1952, le gouvernement du Québec reconnaissait l'importance du transport en devenant la première province à avoir un ministère des Transports, dont le premier titulaire fut Antoine Rivard.

Création d'emplois

Côté création d'emplois, on calcule que le camionnage donne du travail à 1,9 personne par unité motorisée. En comparaison avec le rail, un employé du camionnage transporte en moyenne 25 tonnes de marchandises alors que quatre employés du rail en transportent 400 tonnes.

Plus globalement, une personne sur 20 au Canada est employée dans l'industrie du transport en général. Au point de vue de la main-d'œuvre, un dollar sur 13, qu'il s'agisse de salaires ou d'avantages sociaux, provient du secteur des transports. Quant à l'investissement, un dollar sur sept va à l'industrie canadienne des transports.

L'industrie du camionnage licencié comme service public emploie directement quelque 50 000 personnes au Québec, ce qui ne comprend pas les person-

nes qui dépendent du transport motorisé exploité pour compte propre ou celles qui dépendent indirectement du transport sur route, tels les garagistes, les vendeurs de pneus et d'accessoires, les courtiers en assurance-automobile.

C'est surtout à partir de 1960 que le transport sur routes au Canada a connu un développement extraordinaire.

La situation n'a cependant pas toujours été facile au Québec car le gouvernement a compris tardivement l'importance d'un bon réseau routier. Ce n'est qu'en 1914 que le premier ministre Lomer Gouin a formé le premier ministère de la Voirie. Il est facile d'imaginer notre retard en ce domaine lorsqu'on rappelle qu'en 1922, l'Ontario possédait 11 055 milles de routes sur un total canadien de 12 998.

Au début, tout se faisait à la bonne franquette et, dans les campagnes, ce sont les cultivateurs eux-mêmes qui reliaient ensemble les bouts de chemin.

Ce sont des commerçants et des industriels de Montréal qui ont ouvert les yeux au gouvernement, en 1914, lorsqu'ils ont formé l'Association canadienne des bonnes routes.

Ce n'est qu'au cours de l'hiver de 1928-29 que le ministère de la Voirie a commencé à entretenir des chemins durant l'hiver, soit quelque 83 milles de route dont 22 milles dans la région de Montréal et le reste dans la région de Québec. Il va sans dire que l'automobile demeurait dans le garage l'hiver et le camionnage était presque une entreprise saisonnière.

À partir de 1935-36, le ministère subventionnait les municipalités qui voulaient déneiger certaines routes ne figurant pas dans les priorités gouvernementales. Au cours de la première année du programme de subventions, un réseau de 415 milles a été entretenu.

Mais on était encore loin du temps où les routes d'hiver seraient entretenues à la grandeur de la province. Il aura fallu attendre encore une quinzaine d'années. Le premier ministre Maurice Duplessis disait à ceux qui réclamaient l'ouverture de routes d'hiver que «c'est le Bon Dieu qui a couvert nos routes de neige et c'est Lui qui les déneigera...»

ÉPARGNE-RETRAITE

«Desjardins, un excellent choix!»

La compétence d'experts

«Je cherchais un service de qualité et des ressources compétentes... alors, pour mon épargne-retraite, j'ai choisi ma caisse Desjardins. Ce sont des experts!»



Un rendement concurrentiel

«Un REÉR? Oui... à condition qu'il s'agisse du REÉR Desjardins. Ils ont des taux très concurrentiels et nous, on tient à faire fructifier nos épargnes, tout en réalisant des économies d'impôts.»



Un service personnalisé

«Mon REÉR, je l'ai pris à ma caisse Desjardins. Là, j'étais sûre d'avoir toute l'information et les conseils qu'il me fallait... C'est ça, un service personnalisé!»



Les caisses Desjardins offrent des REÉR à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable.

Accord historique

(La nouvelle suivante a été originellement publiée dans LA PRESSE du 13 janvier 1966.)

OTTAWA (PC) — Le ministre de l'Industrie, M. Drury, a fait part, vendredi soir, de la conclusion d'un traité canado-américain supprimant tous les droits versés par les fabricants sur les autos et camions neufs ainsi que sur les accessoires faisant partie de ces véhicules.

L'accord fera réaliser aux fabricants d'autos du Canada une économie annuelle de \$50,000,000.

Les automobilistes n'en bénéficieront que légèrement mais les fabricants

affecteront vraisemblablement la majeure partie de ces économies à accroître leur habileté à s'acquitter de l'engagement qu'ils ont pris d'augmenter la production canadienne de l'auto d'un tiers avant la fin de l'année au cours de laquelle seront manufacturés leurs modèles de 1968.

L'acheteur ne bénéficiera pas directement de l'abolition du tarif. C'est-à-dire que le Canadien qui acquerra une nouvelle voiture aux États-Unis aura encore à payer un droit de 17½ pour cent plus la taxe, en franchissant la frontière.

Les grands secteurs

ALIMENTATION: UNE AFFAIRE DE \$7,5 MILLIARDS Du phénomène des chaînes au groupements de détaillants

« Jean-Guy, va chercher trois pintes d'œufs pour madame! »

Le petit Daudelin descend à toute vitesse dans la cave de la maison paternelle, embouteille les œufs et revient dans la cuisine avec la commande. Madame verse son dû... et voilà quelques sous de plus dans la caisse de l'épicerie de gros des Daudelin, fondée en 1922.



MICHEL GIRARD

Lorsque Jean-Guy Daudelin a vendu, en 1974, l'entreprise familiale au groupe Hudon et Orsali (IGA-Boniprix), celle-ci brassait un chiffre d'affaires annuel de \$30 millions. On était loin de l'époque où l'entreprise familiale, pour arrondir les fins de mois, embouteillait les œufs qui, en raison d'une écaïlle brisée, ne pouvaient pas être vendus aux marchands. Hudon et Orsali inc. est devenu Hudon et Daudelin inc., filiale du groupe ontarien « Oshawa Wholesale ». Jusqu'en 1981, c'est Jean-Guy Daudelin qui dirigeait les destinées de Hudon et Daudelin.

« E. Daudelin provisions » n'est pas un cas unique. Depuis 1910, l'histoire des Daudelin s'est répétée des milliers de fois, l'industrie québécoise de la distribution des aliments ayant connu à certaines périodes des changements de cap majeurs.

Les ventes

En 1930, les Québécois avaient dépensé quelque \$120 millions pour se nourrir. Drôle de phénomène, les ventes alimentaires totales subissaient en 1940 une baisse de \$12 millions, n'atteignant ainsi que \$108 millions.

Mais comme l'inflation a énormément souffert d'obésité depuis ce temps-là au Québec, les ventes ont dépassé en 1983 les \$7,5 milliards. Cela explique probablement pourquoi Steinberg, à titre d'exemple, n'offre plus la soupe Campbell à 7 cents la boîte, tel qu'annoncé en 1930 dans LA PRESSE!

Au moins 100 000 Québécois gagnent actuellement leur vie en travaillant dans l'industrie de la

Aux Marchés A & P AGNEAU

Jeune canadien de choix

Gigot lb 21^c Longé lb 19^c Devant lb 10^c

ROTI de PORC bien préparé lb 17^c

JAMBON Empire de Swift lb 24^c

Bouvillon Choisi de l'Ouest

Rôti dans le haut-côté lb 9^c

Rôti dans l'omeplate, lb 12^c

Rôti dans l'épaule lb 12^c

Rôti dans la croupe lb 19^c

Rôti dans les côtes épaisses lb 17^c

Rôti dans les côtes, lb 23^c

VOLAILLES lb 24^c

FESSE de VEAU lb 15^c

Voici quelques prix d'aliments en vigueur en 1934, alors que LA PRESSE fêtait son cinquantenaire.

distribution alimentaire, ce qui démontre l'importance de cette industrie dans l'économie québécoise.

Disparition des premiers géants

De tous les « gros » qui sont nés au début du siècle, seul Steinberg, « la multinationale québécoise de l'alimentation », a réussi à conserver ses origines tout en continuant de croître.

Les chaînes Tousignants et frères, Dominion Stores, Stop and Shop, Standford, Thrift Sto-

res, Dionne, etc. ont disparu tour à tour, achetées par divers groupes. Il reste toujours A & P, mais celle-ci n'exploite plus qu'une douzaine de magasins alors qu'elle en a déjà exploité une centaine dans la province.

Le phénomène des chaînes a pris racine dans les années 20. Au cours de la décennie suivante, il en a provoqué un autre, celui des groupements de détaillants qui exploitent leur commerce respectif sous une même bannière (Epiciers-unis, Epiciers modernes, Epiciers Ri-

cheliu, etc.). Les petits détaillants avaient senti le besoin de se regrouper dans le but évident de réaliser des économies d'échelle et organiser un « merchandising » au détail, simple question de pouvoir faire compétition aux grandes chaînes de l'époque. Les groupements des détaillants ont pris plus d'ampleur encore dans les années 50. Ils ont connu un sommet au début des années 80: Provigo, en achetant la chaîne Dominion, est devenu du jour au lendemain le géant de l'alimentation au Québec (avec plus de 30 p. cent du marché) et Métro-Richelieu, en fusionnant avec le groupe Epiciers-unis, arrive bon deuxième avec 29 p. cent.

De 1970 à aujourd'hui, on a assisté à la croissance en flèche des dépanneurs « franchisés », tels les Bonisoir, Provi-soir, Servi-express, Perrette, Frigo, La Maisonnée, etc. Ces dépanneurs continuent d'ailleurs à pousser comme des champignons.

Steinberg l'innovateur

C'est avec un capital de \$200 que madame Ida Steinberg, la mère du célèbre Sam, ouvrit en 1917 une petite épicerie, au 4423 rue Saint-Laurent, à Montréal. Sa politique commerciale lui a valu un succès immédiat: « Toujours donner aux clients un peu plus qu'ils ne s'attendent à recevoir ». Son fils Sam ouvre, en 1926, une première succursale sur la rue Bernard. Quatre ans plus tard, Steinberg comptait déjà 10 magasins.

Alors que l'économie est en pleine régression, Steinberg se lance, en 1937, dans une phase d'expansion révolutionnaire, celle des supermarchés... Et « boom », les ventes de la compagnie dépassent les \$3,3 millions.

1943: Steinberg révolutionne encore le marché de l'alimentation en mettant sur pied le premier service des viandes « libre-service » en Amérique du Nord (aujourd'hui, pour conserver sa part de marché, Steinberg doit remplacer son libre-service par le service personnalisé!).

Autre innovation en 1969:



Cette page consacrée à l'Exposition des produits alimentaires a été publiée le 13 avril 1907.

Steinberg adopte une politique de « prix-miracles » et devient, au Canada, la première chaîne de magasins d'alimentation de type « discount ».

Ce sont toutes ces innovations, et beaucoup d'autres, qui sont finalement à la base même du succès de cette entreprise familiale, dont le chiffre d'affaires en 1983 dépassait les \$3,3 milliards. Le gros des recettes de l'entreprise provient de l'exploitation au Québec de ses 134 supermarchés.

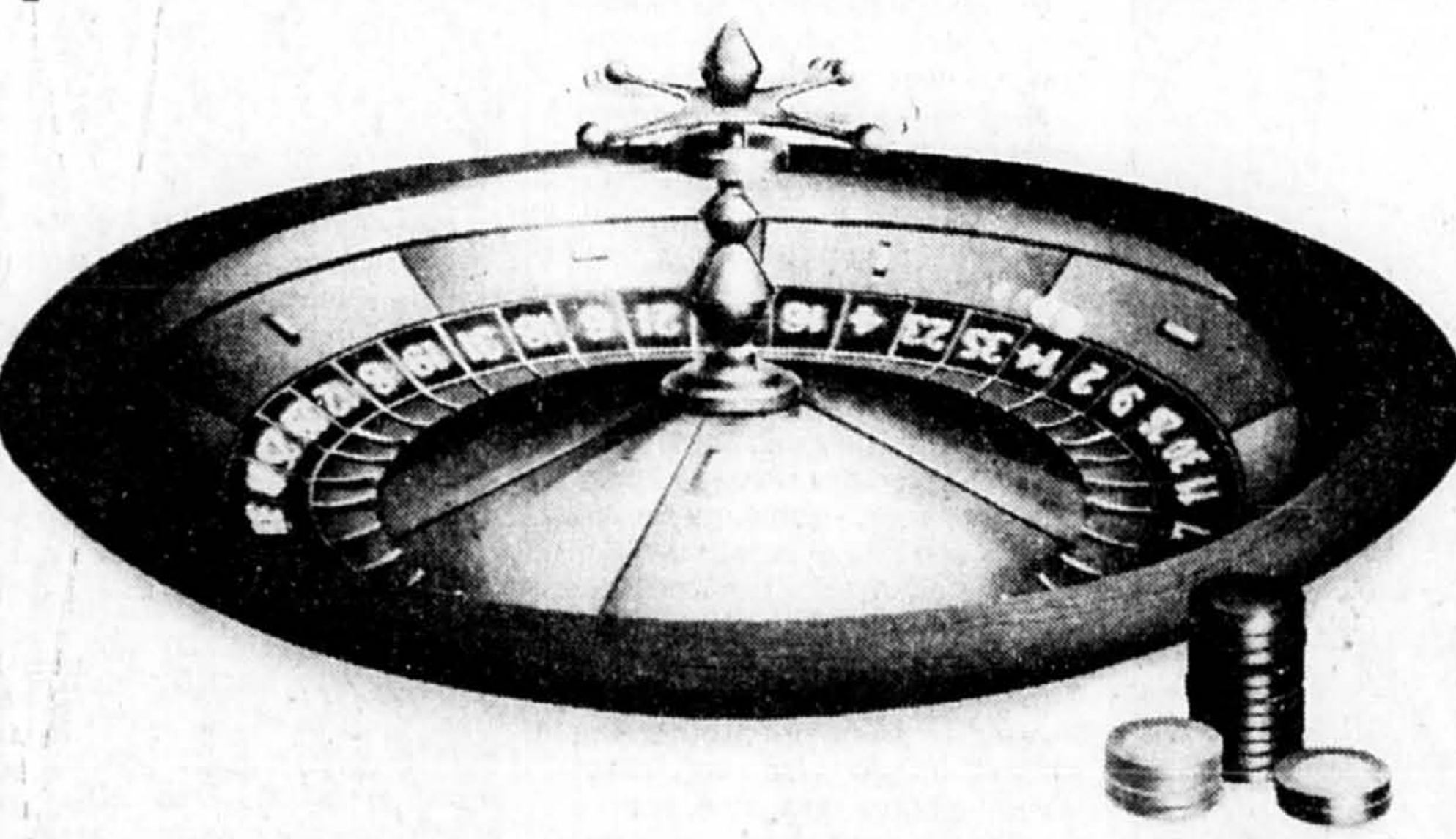
Steinberg, qui contrôle actuellement 19 p. cent du marché québécois de l'alimentation, a longtemps été considéré par ses

compétiteurs comme « l'école des épiciers et le modèle de succès dans l'alimentation au détail ».

L'an passé, l'entreprise a cependant connu une mauvaise passe financière qu'elle entend cependant corriger de cette année en modernisant et en personnalisant davantage ses grands magasins.

Tous les groupes de supermarchés vont devoir suivre cette nouvelle mode du « service personnalisé » s'ils ne veulent pas se faire « voler » une partie importante de leur clientèle par le chaleureux petit épicier indépendant!

Comptez-vous sur le hasard pour vos ressources humaines?



Vous ne comptez pas sur le hasard pour assurer vos besoins en matières premières, pour moderniser vos installations ou pour obtenir des débouchés. Vous planifiez vos opérations. Faites-vous de même pour vos ressources humaines?

Emploi et Immigration Canada peut vous aider de multiples façons à faire la planification de vos ressources humaines. Celle-ci permet aux entreprises de déterminer à l'avance:

- les besoins en personnel, par profession;
- la disponibilité des travailleurs compétents, qu'ils viennent des entreprises elles-mêmes ou d'ailleurs;
- les mesures, programmes et stratégies en matière de recrutement et de formation qui permettront aux entreprises de s'assurer la main-d'œuvre requise.

Avec une bonne gestion des ressources humaines, vous éviterez les risques de crise et vous contribuerez à la relance de l'économie nationale tout en créant ou en sauvant des emplois.

Vous profiterez d'une plus grande stabilité au sein de votre personnel, d'une productivité accrue, donc d'une amélioration de vos affaires.

Emploi et Immigration Canada a préparé à l'intention des employeurs une documentation élaborée portant sur ses services gratuits en matière de planification des ressources humaines pour faire face aux besoins des années 1980.

Pour obtenir ces documents, s'adresser à un Centre d'Emploi du Canada ou envoyer le bon ci-dessous.

Votre main-d'œuvre ne saurait être le fruit du hasard.

0304-114

Envoyez à: Emploi et Immigration Canada
Succursale Alta Vista, B.P. 9762
Ottawa K1G 4E7

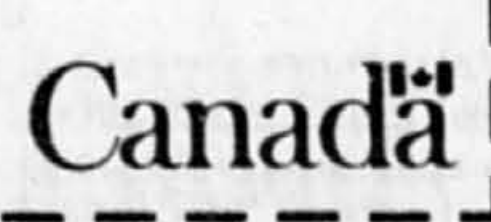
NOM _____

ADRESSE _____

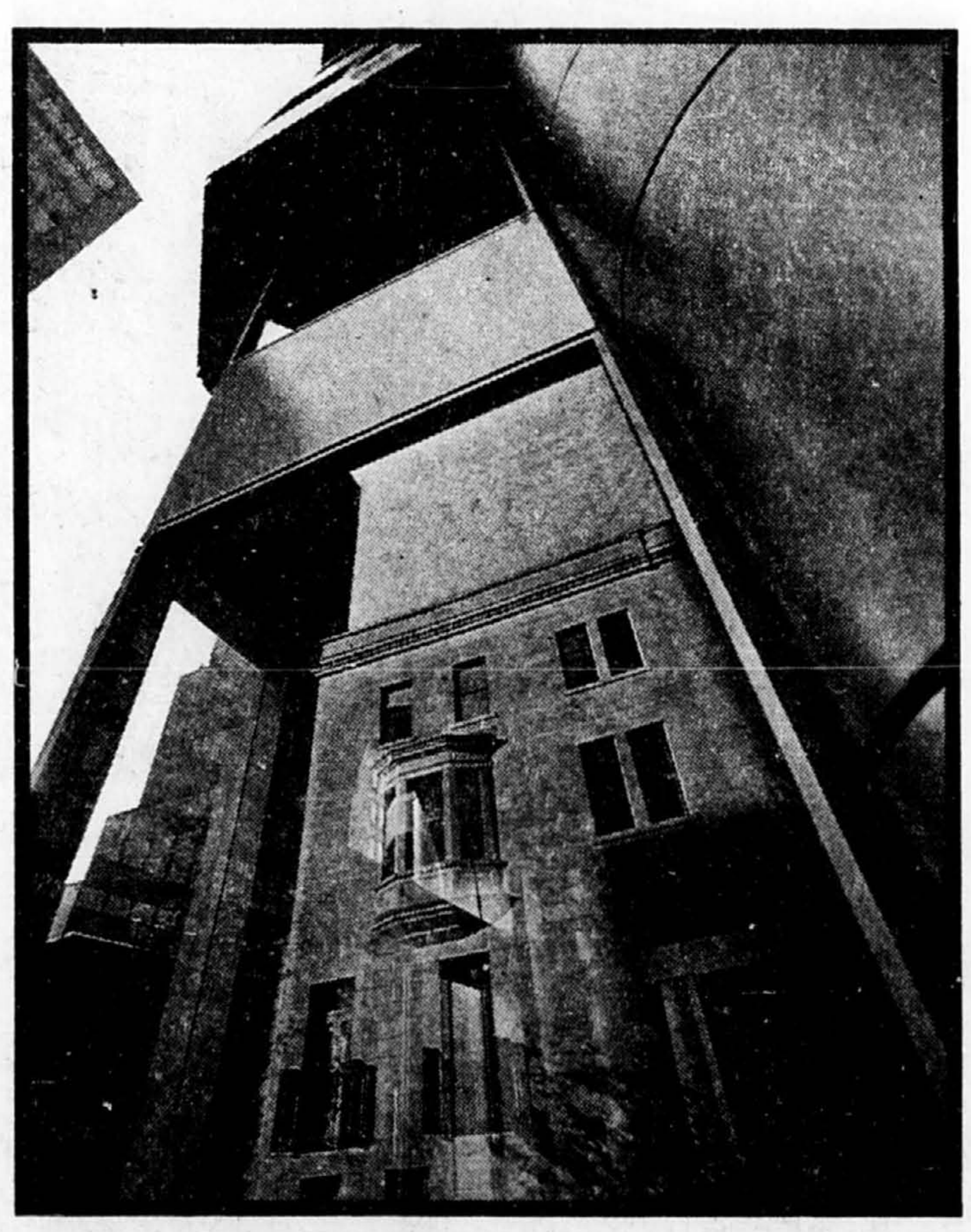
PROV. _____ CODE POSTAL _____

Emploi et Immigration Canada
John Roberts, Ministre

Employment and Immigration Canada
John Roberts, Minister



Accorder jadis au présent.



Le nouveau siège mondial qu'Alcan vient d'ériger, rue Sherbrooke à Montréal, témoigne de sa volonté d'être à l'avant-garde sans renier pour autant le passé.

L'aluminium se prête à merveille au génie inventif de nos architectes tout en leur permettant de l'harmoniser à des structures anciennes.

Ainsi la ville peut-elle conserver son cachet et manifester à la fois son goût pour l'avenir.

La conservation de notre héritage, c'est aussi un de nos produits.



Les grands secteurs

L'énergie, un marché de \$9 milliards environ au Québec, est au premier plan de l'actualité depuis le premier choc pétrolier, en 1973. Pourtant, ce secteur jouait un rôle des plus importants dans la vie économique du Québec, même au siècle dernier. À cette époque, le pétrole et le gaz étaient considérés comme étant des « énergies nouvelles ».



FRANCINE OSBORNE

En 1884, les rues de Montréal étaient éclairées au gaz, fabriqué en usine à partir du charbon. L'électricité était connue dans la métropole depuis 1878, mais la Montreal Gas Company tentait par tous les moyens de conserver son contrat exclusif d'éclairage des rues.

Dans les maisons, on se chauffait et on faisait la cuisine au bois, et on s'éclairait avec des lampes à l'huile. Les locomotives à vapeur fonctionnaient au charbon alors que les premières automobiles, comme les tramways électriques d'ailleurs, n'avaient pas encore fait leur apparition dans les rues de Montréal.

L'électricité

L'éclairage des rues à l'électricité a été inauguré le 17 juillet 1886 à Montréal, par la Royal Electric Co. Cette compagnie fusionnera avec la Montreal Light, Heat and Power Company en 1901, connaissant, à partir de cette date, une croissance soutenue. C'est d'ailleurs la puissance et l'arrogance de cette compagnie qui seront dénoncées au début des années 1940, lors de la commission d'enquête sur le « trust de l'électricité ». Cette commission devait déboucher sur l'expropriation de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated et la création, en avril 1944, de la Commission hydroélectrique de Québec, le précurseur d'Hydro-Québec.

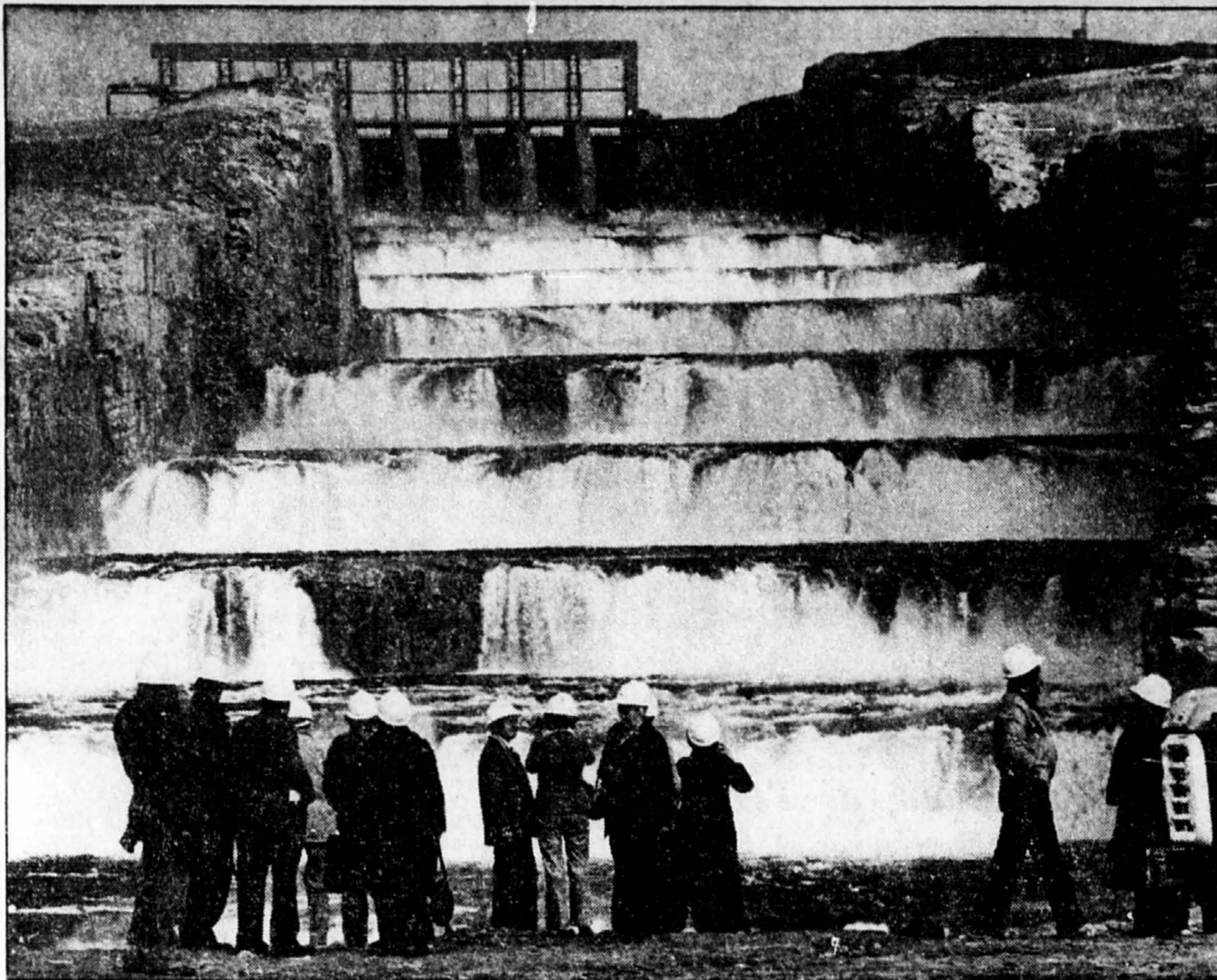
Entre-temps, les premiers barrages hydroélectriques étaient construits à Lachine et Chambly dès la fin du 19e siècle. Puis, ce fut le tour de Shawinigan et Beauharnois. À Québec, ce sont les chutes Montmorency qui fournissent l'électricité à la fin du 19e siècle, tandis que dans le sud de la province, la Southern Canada Power installe en 1908 une petite centrale sur la rivière Magog.

À partir de 1920, le développement de l'industrie papetière dans la Gatineau amènera une électrification importante de cette région, comme le développement de l'aluminium provoquera la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du Saguenay. Les mines présideront à l'électrification du nord-ouest québécois, tandis qu'en Gaspésie et dans le bas Saint-Laurent, la famille Brillant, de Rimouski, est à l'origine de la création de la Lower St. Lawrence Power Co. en 1922.

En 1962, la nationalisation

En 1962, des élections provinciales anticipées furent déclenchées sous le thème de la nationalisation de l'électricité. Menée par René Lévesque, alors ministre libéral, la campagne se solda par un verdict favorable de la population en vue de l'acquisition par la province des compagnies privées d'électricité et l'intégration de leur réseau à celui d'Hydro-Québec.

Hydro-Québec était alors en mesure de procéder, dans les années 1960 et 1970, aux aménagements importants des rivières Manicouagan et Outardes. En 1969, le contrat des chutes Churchill fut signé avec Terre-Neuve, alors que les années 1970 et 1980 sont marquées par la réalisation de la phase I de la baie James. Les revenus d'Hydro-Québec dépassent \$3 milliards, pour une



L'évacuateur de crues du barrage LG-2, partie intégrante du plus imposant ensemble hydroélectrique d'Amérique du Nord.

Les « énergies nouvelles » de l'époque: le pétrole et le gaz

puissance installée de près de 20 000 mégawatts.

Le pétrole

Dès 1889, l'Impériale était active sur le marché québécois, et c'est cette compagnie qui construisit la première raffinerie montréalaise en 1916.

Avec le développement du marché de l'automobile et du chauffage ainsi que l'utilisation croissante du mazout dans l'industrie, Montréal devient un centre de raffinage important. Texaco y ouvre une raffinerie en 1927, Gulf en 1931, Shell en 1933,

Petrolina en 1955 et BP en 1960. Golden Eagle s'installe à Saint-Romuald en 1971.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, les dangers de la navigation dans le Golfe du Saint-Laurent susciteront la construction, en 1941, du Montreal Pipeline, depuis Portland, dans le Maine. En 1961, Ottawa crée la ligne Borden, qui divise le marché canadien du pétrole en deux, le long de l'Outaouais et qui favorise le développement d'une importante industrie de

raffinage et de pétrochimie en Ontario. En 1973, la ligne Borden sera abandonnée en raison du boycott arabe du pétrole et le pétrole de l'Ouest canadien viendra alimenter en partie les raffineries montréalaises.

L'année 1973 marque un tournant décisif pour le pétrole. Devant le choc causé par le boycott arabe et la montée fulgurante des prix, l'autarcie énergétique devient un objectif recherché par les gouvernements, qui encourageront dès lors les mesures de conservation

et le développement de l'électricité et du gaz naturel aux dépens du pétrole.

Le marché pétrolier se rétrécit, provoquant des surplus. En 1983, trois raffineries montréalaises, BP, Texaco et Esso, ont fermé leurs portes et le nombre de stations-services est en baisse.

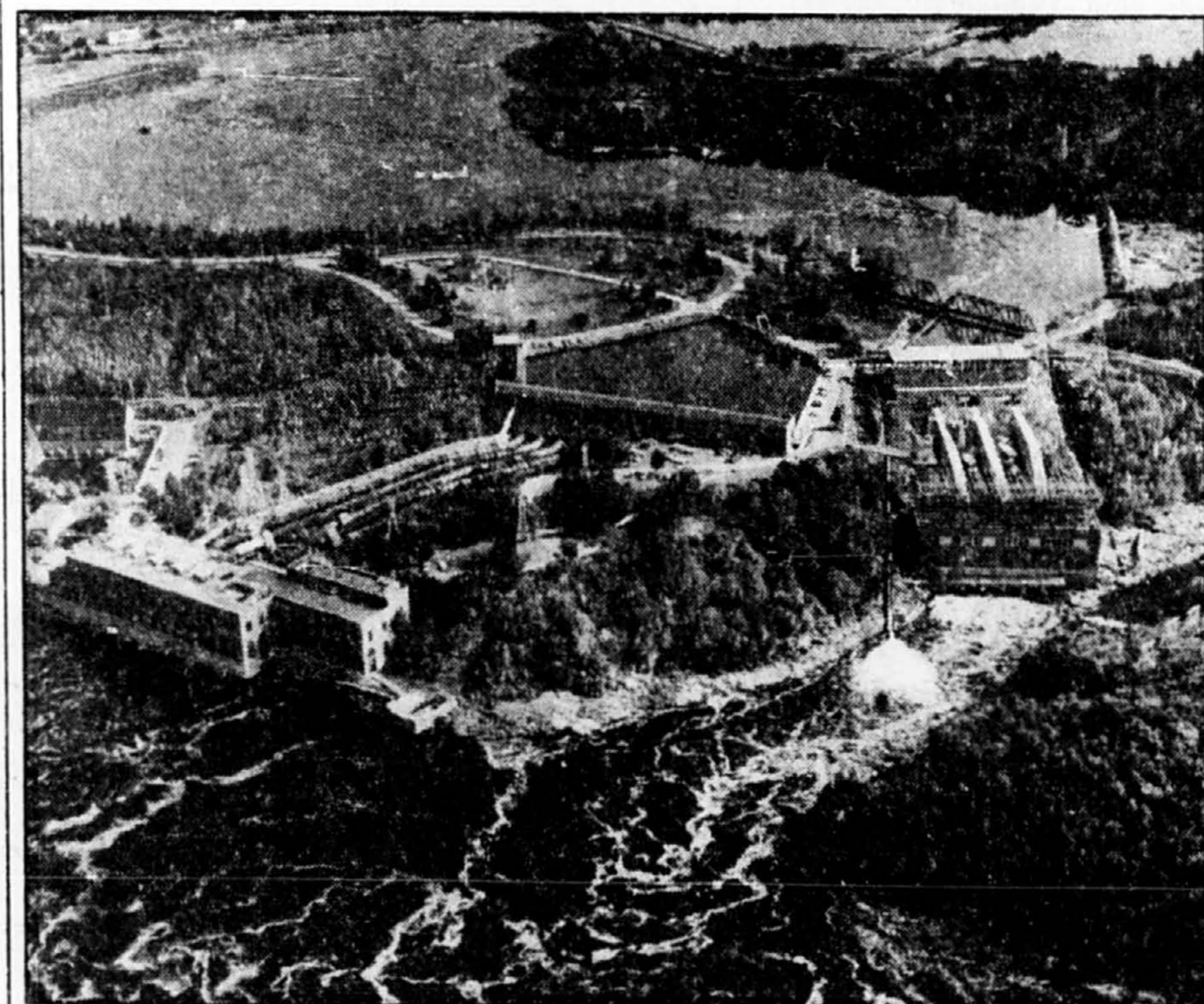
Le gaz naturel

Acheminé par gazoduc depuis l'Alberta, le gaz naturel bénéficie également de politiques favorables. Dans son Programme énergétique national (PEN), Ottawa en a fixé le prix à 65 p. cent du prix du pétrole.

Gaz métropolitain est implantée à Montréal depuis 1957. Le réseau gazier s'est étendu à l'extérieur de la province depuis le début des années 1980. Le gaz dessert Trois-Rivières, Québec et l'Estrie depuis 1983, le distributeur étant Gaz Inter-Cité. En 1984, ce sera le tour de la région du Saguenay Lac-Saint-Jean.

Au Québec, le pétrole est aux mains de sociétés privées intégrées multinationales ou fédérales comme Petro-Canada. Hydro-Québec est une société gouvernementale, dont l'actionnaire unique est le gouvernement du Québec. Les distributeurs gaziers, eux, sont sous contrôle gouvernemental via la Caisse de dépôt et Soquip, mais restent des sociétés privées.

Il y a dix ans, le pétrole comptait pour plus de 70 p. cent du bilan énergétique québécois. D'ici à 1990, sa contribution aura baissé à 40 p. cent, tandis que le gaz naturel se situera autour de 18 p. cent et l'électricité deviendra la principale source d'énergie avec un peu plus de 40 p. cent. Les énergies nouvelles, comme la biomasse, l'énergie solaire et l'utilisation du vent, ne feront pas de percée majeure sur ce marché au cours des quelques années qui suivent. Mais peut-être le 200ème anniversaire de LA PRESSE sera-t-il fêté dans une société sans pétrole, qui sait?



Le barrage hydroélectrique de Shawinigan, l'un des plus vieux du Québec.

Les Québécois, de grands « consommateurs » d'assurances

Les Canadiens pouvaient à peine, il y a 100 ans, tapisser les murs d'une bicoque avec le nombre de billets de \$1 contenus dans leur portefeuille d'assurance-vie. Ils seraient sûrement capables aujourd'hui de décorer entièrement le plancher et les murs du gigantesque Stade olympique du maire Drapeau. Leur portefeuille actuel d'assurance-vie est à ce point garni qu'ils pourraient même faire un « toit de billets verts » avec le reste!

MICHEL GIRARD

De \$100 millions qu'il était en 1884, le portefeuille d'assurance-vie des Canadiens va dépasser cette année les \$600 milliards, dont 25 p. cent (\$150 milliards) pour les Québécois. Le portefeuille moyen d'assurance-vie, par ménage québécois, dépasse présentement les \$65 000, soit légèrement plus que la moyenne nationale.

Qui sait, cela est peut-être dû au fait que c'est à Québec, en

1833, que le premier bureau d'assurance-vie fut ouvert au Canada alors que la compagnie britannique « The Standard Life Assurance Company of Edinburgh » y établissait une succursale.

Le pionnier canadien

Il a fallu attendre par la suite 14 ans (1847) avant que naisse la première véritable compagnie canadienne d'assurance-vie, la « Canada Life ».

Elle a été fondée par Hugh Baker, un banquier et mathématicien d'une des bourgades de « l'Ouest du Canada », Hamilton. L'idée de créer sa propre compagnie d'assurance-vie lui est venue après avoir été expressément à New York pour se procurer une assurance sur sa vie. Il a fait, au risque même d'y laisser sa peau un dangereux péripète de 1 000 milles (aller-retour), en utilisant les « rapides » moyens de transport de l'époque: la diligence, le cheval, le bateau à vapeur... et la marche! Le courageux Baker l'a finalement obtenu « son » assurance-vie...

mais après avoir néanmoins déboursé une prime supplémentaire de 1 p. cent, en raison des « risques dus aux conditions climatiques du Canada ». Mais qu'importe la prime à payer, Baker est revenu dans sa bourgade avec l'ambitieuse intention de fonder, avec un groupe d'associés, la première compagnie canadienne d'assurance-vie. Et le premier assuré de la « Canada Life » fut bien entendu Baker lui-même: il prit une police d'assurance de 500 livres sterling (\$900). Au cours de sa première année d'exploitation, l'entreprise émit 148 polices d'assurance-vie.

Essor des sociétés canadiennes

Après avoir dominé le secteur de l'assurance-vie au Canada, les compagnies américaines et britanniques commencent à prendre un véritable recul au moment où LA PRESSE naît, soit en 1884. Évidemment, il s'agit là que d'une pure coïncidence!

En effet, dans les années qui

suivent immédiatement la naissance du journal, ce sont les compagnies canadiennes d'assurance-vie qui dament le pion aux sociétés américaines et britanniques, récoltant ainsi la part du lion parmi les nouvelles souscriptions faites par les Canadiens.

La plupart des grandes compagnies canadiennes d'assurance-vie furent créées à cette époque.

L'autre gros « boom » est survenu après 1945 alors qu'une quarantaine de compagnies canadiennes ont pris naissance.

Aujourd'hui, il y a près de 170 compagnies (dont environ la moitié sont canadiennes), qui se partagent le marché canadien de l'assurance-vie. Mais plus de 75 p. cent du montant annuel des souscriptions des Canadiens va dans les goussets des sociétés canadiennes.

En outre, l'assurance-vie constitue l'un des plus importants « produits d'exportation » du Canada: plus de deux millions d'étrangers, répartis dans une

vingtaine de pays, possèdent des polices d'assurance émises par des sociétés canadiennes, pour un portefeuille total supérieur à \$125 milliards.

Part du Québec

Des 170 compagnies, à peine une trentaine ont établi leur siège social canadien au Québec. L'assurance-vie procure de l'emploi à quelque 14 400 Québécois.

Les Québécois ont versé l'an dernier près de \$2,3 milliards en primes aux sociétés d'assurance-vie, soit \$550 millions de plus que le montant total des prestations versées par les sociétés aux assurés du Québec. Ces primes représentent 28 p. cent du total des primes versées par les Canadiens.

Les investissements effectués dans la province par les compagnies d'assurance-vie s'élevaient, à la fin de 1982, à \$15,3 milliards, c'est-à-dire approximativement 23,3 p. cent des investissements canadiens totaux.

Autres assurances

L'assurance-vie représente à elle seule la moitié de ce que les

Hydro-Québec, un fait accompli

Ce texte a été initialement publié dans LA PRESSE du 15 avril 1944.

Québec, 15 (D.N.C.) — La province a maintenant son « Hydro ». Le bill créant la Commission hydro-électrique de Québec a été sanctionné hier après-midi, à 5 h 15 par sir Eugène Fiset, lieutenant-gouverneur de la province.

La mesure ministérielle est entrée en vigueur aussitôt et, comme le prévoyait l'article 12 du bill, dès aujourd'hui, 15 avril, le gouvernement de la province devient propriétaire de l'entreprise de production et de distribution du gaz et de l'électricité de la Montreal Light, Heat and Power Consolidated, de l'entreprise de production et de distribution d'électricité de la Montreal Island Power Company, et des actions de la Beauharnois Power.

Toutes ces entreprises seront administrées par la Commission hydro-électrique de Québec dont les membres, nommés (le sénateur T.-D. Bouchard, ex-ministre de la Voirie, président; L.-E. Potvin, Raymond Latreille, George C. McDonald et J.W. McCammon) à la séance du conseil des ministres, hier soir, entrent immédiatement en fonction.

L'essence à \$1,50 le gallon?

Ce texte a été initialement publié dans LA PRESSE du 22 décembre 1973.

Les pays producteurs de pétrole, dont les dirigeants étaient réunis hier, à Vienne, auraient décidé d'augmenter les prix du baril de pétrole brut de \$5,11 qu'ils étaient à la mi-octobre à \$14 à compter du 1er janvier.

L'information a été obtenue à Tokyo par les services de l'Agence France-Presse, de sources diplomatiques.

Si l'information est exacte, cela voudrait dire que les clients du Québec et des Maritimes devraient payer le prix d'un gallon d'essence entre \$1,40 et \$1,50 dès le mois de mars prochain, comparativement à 67 cents le gallon d'essence régulière imposé depuis le début de décembre dernier.

Cette information complète la déclaration émise hier par le ministre saoudien des Pétroles, le sheik Ahmed Zahi Yamani, qui affirmait que les nouveaux prix du pétrole brut n'atteindraient pas \$17, soit le prix de 12 millions de barils vendus aux enchères la semaine dernière par le gouvernement iranien. Des informations en provenance de Vienne voulaient, au début de la semaine, que les prix atteignent plus de dix dollars.

Les grands secteurs

Les mines et les forêts sont désormais confrontées à une forte concurrence

Pourvu de forêts abondantes et d'un sous-sol riche en minerais, le Québec a été gâté par la nature. Depuis un siècle, les industries forestière et minière comptent parmi les piliers de l'économie québécoise et sont responsables d'une part importante des exportations de la province. Toutefois, en 1984, les avantages naturels ne suffisent plus et ces deux industries doivent désormais faire face à une concurrence difficile sur les marchés internationaux.

FRANCINE OSBORNE

En 1983, la valeur de la production forestière du Québec atteignait \$7,5 milliards. Cette industrie, bois de sciage ainsi que pâtes et papiers, assure 85 000 emplois.

Le bois de sciage compte pour \$2 milliards dans la production forestière en 1983, alors que 17 000 personnes oeuvrent dans cette industrie au Québec.

Dans le domaine des pâtes et papiers, le Canada est le deuxième producteur au monde, après les États-Unis, tandis que le Québec est de loin la province productrice la plus importante. En 1982, par exemple, le Québec a produit 4,3 millions de tonnes métriques de papier journal, comparativement à 4,6 millions de tonnes pour le reste des autres provinces canadiennes.

Ce n'est pas d'hier que l'on exploite les forêts québécoises, les premiers colons utilisant le bois pour se chauffer et construire leurs maisons. Pour beaucoup, la forêt, c'était aussi l'ennemi, et les colons la brûlaient afin de défricher plus vite et d'éloigner les Indiens.

En 1884, année de la fondation de LA PRESSE, l'exploitation commerciale des forêts était déjà bien entamée, car les premières concessions forestières, les premiers droits de coupe commerciale dataient de 1820. Jusqu'à la fin du siècle, une bonne partie du bois coupé au Québec était exporté vers les États-Unis et la Grande-Bretagne. Mais pour favoriser l'industrie locale, on interdit en 1892 l'exportation de bois de cèdre, sauf si les bardeaux étaient manufacturés au Québec. Devant la montée de l'industrie des pâtes et papiers au début du siècle et pour favoriser l'implantation des usines dans la province, l'exportation de tout bois non ouvré fut interdite de façon permanente le 26 avril 1910.

La montée des pâtes et papiers et l'exploitation des forêts de Colombie-Britannique contribuèrent au déclin de l'industrie du bois de sciage au Québec à partir de 1920.

En 1938, à peu près à l'époque du cinquantenaire de LA PRESSE, il y avait au Québec neuf usines de pâte, neuf papeteries et vingt usines combinées de pâte et papier. Aujourd'hui, la province compte 63 usines de pâte et papier, réparties un peu partout sur son territoire.

Comme environ 70 p. cent de la production est exportée, la province doit se maintenir à la fine pointe de la technologie si elle veut faire face à la concurrence. Le travail en forêt est devenu très mécanisé, le bûcheron et sa hache ayant été remplacés par un opérateur de machinerie lourde. Les machines à papier sont de plus en plus rapides et perfectionnées et les procédés chimiques sont en amélioration constante. L'industrie privée et les gouvernements d'Ottawa et de Québec se sont associés pour mettre en oeuvre un programme quinquennal de modernisation. Ce programme prend fin le 31 mars, après des investissements totaux de \$3,4 milliards.

En 1982, les industries du bois et des pâtes et papier ont beaucoup souffert et la récession et du ralentissement dans la construction. La situation s'est améliorée en 1983, et 1984 laisse prévoir une demande encore meilleure que l'an dernier.

Les mines

En 1884, l'industrie minière se résumait à peu de choses au Québec, soit le traitement du minerai de fer et l'extraction de l'amiante. La transformation du fer avait commencé dès 1737 dans les célèbres Forges du Saint-Maurice, mais était à son déclin en 1884, en raison de l'absence de dépôts intéressants.

L'amiante, elle, a été découverte dans les Cantons de l'Est en 1878, et en 1888 on en commençait le traitement dans la province. À la fin du siècle dernier, l'exploration minière était beaucoup moins systématique et scientifique qu'aujourd'hui. À Thetford Mines par exemple, c'est un cultivateur qui a découvert de l'amiante en labourant son champ.

L'essor minier du nord-ouest québécois commença vers les années 1920, lorsque les gisements de cuivre et d'or de Noranda furent concédés à Ed Horne. En 1942, d'importants gisements de molybdène ont été découverts près de Preissac, en Abitibi, par la Dome Exploration. Au début des années 1950, les mines Campbell, Chibougamau, Patino et Opemiska sont devenues le point de départ de l'aménagement d'une nouvelle région minière pour l'or et le cuivre.

La Gaspésie connaît aussi son développement minier, avec l'exploitation, à partir de 1956, d'un immense dépôt de cuivre à basse teneur par les Mines Gaspé, filiale de Noranda.

Cependant, les années 1950 furent surtout celles du minerai de fer et de la mise en valeur de la Côte nord. C'est en 1954 qu'eut lieu la première expédition, à Sept-Îles, de minerai de fer en provenance de Schefferville, par

l'Iron Ore of Canada. Moins de 30 ans plus tard, l'IOC annonçait, fin 1982, qu'elle ferait sa mine de Schefferville.

Ces dernières années, la production minière du Québec s'est diversifiée, avec l'ouverture en 1976 d'une mine de niobium dans la région de Chicoutimi et de la mine de sel de Soquem aux Îles-de-la-Madeleine.

La situation de l'industrie minière québécoise, qui était prometteuse il y a 100 ans, est des plus difficiles. La production du minerai de fer est en déclin, en raison surtout de la découverte de gisements plus riches au Brésil, en Australie et en Afrique. L'amiante a vu sa demande chuter de façon dramatique en raison de la récession et de la mauvaise publicité dont elle fait l'objet.

Le cuivre ne bénéficie pas de prix internationaux suffisamment élevés pour permettre une exploitation rentable dans bien des cas comme celui des Mines

Gaspé. En outre, la concurrence de producteurs de cuivre comme le Chili et le Zaïre est difficile à soutenir, ces pays bénéficiant de coûts de production très bas par rapport à l'industrie québécoise.

Seul l'or se porte bien. Le métal jaune a vu de sa production passer au premier rang dans la province, pour une valeur dépassant \$400 millions en 1983. En outre, de nouvelles mines voient le jour ces années-ci et les « chercheurs d'or » sont nombreux dans le nord-ouest québécois. Les prix internationaux sont suffisamment élevés pour que les mines québécoises soient profitables.

Même si elle a du mal à se remettre de la récession, l'industrie minière a tout de même contribué pour près de \$2 milliards au Produit intérieur brut (PIB) du Québec en 1983 et compte pour quelque 25 000 emplois directs. En raison de la conjoncture cependant, l'avenir est incertain.

C'était en 1916



Dans son édition du 21 octobre 1916, LA PRESSE consacrait sa première page à « La richesse minière du Québec ».

DONNEZ-VOUS UN "PARTENAIRE-PROSPÉRITÉ" FORT

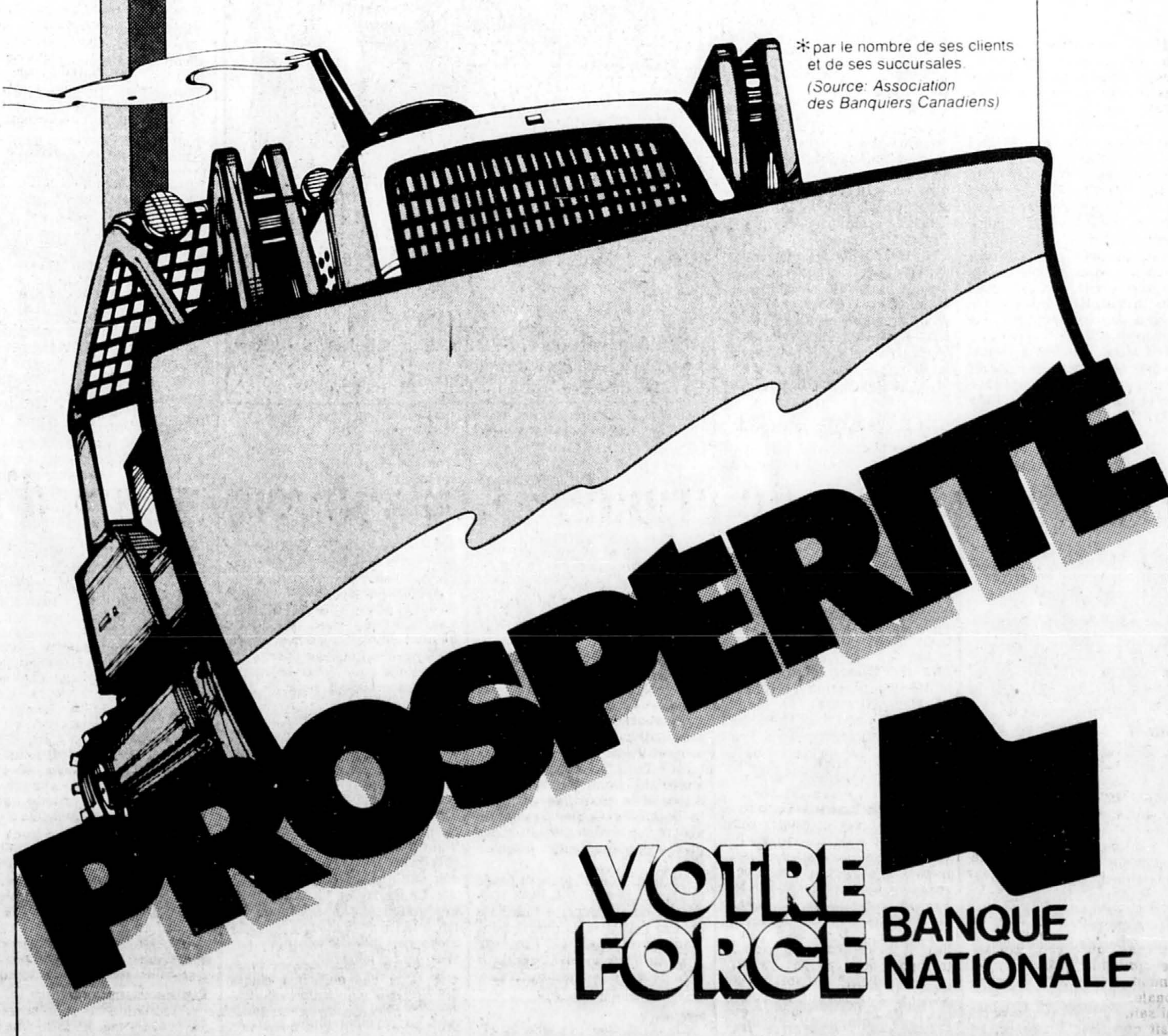
La plus importante* banque au Québec vous propose de foncer vers la prospérité avec le partenaire le plus impliqué dans le succès de l'entreprise québécoise.

Ainsi, la Banque Nationale vous offre tout un programme sous le signe de la prospérité. Qu'il s'agisse de **crédit commercial, de services de placement, de gestion de trésorerie, d'import-export, de services agricoles, de crédit-bail, etc.**, une gamme complète de compétences et de ressources vous attend.

Si vous avez autant que nous le goût de la prospérité, la Banque Nationale, c'est le partenaire tout indiqué.

Faites-en... votre force!

*par le nombre de ses clients et de ses succursales.
(Source: Association des Banquiers Canadiens)



La « grande voirie » à l'origine de l'industrie de la construction

En 1910, la « Montreal Street Railway Company » fait changer sa charte pour lui permettre d'aménager et d'exploiter des voies ferrées sous terre. Ce n'est que 56 ans plus tard qu'est inauguré le métro de Montréal, une des réalisations majeures de l'industrie québécoise de la construction.

FRANÇOIS BERGER

Le développement du transport, et donc des réseaux routiers, surtout après la Deuxième Guerre mondiale, a contribué à l'émergence d'une véritable industrie de la construction, qui compte aujourd'hui 14 000 entreprises employant 90 000 travailleurs et réalisant des travaux de \$11 milliards par an, dans tous les domaines de la construction au Québec.

Au cours des années 1950, il n'est plus question de laisser aux municipalités le soin de construire les routes: la planification du réseau est sur toutes les lèvres (la séparation des ministères de l'Agriculture et de la Voirie, qui étaient auparavant regroupés, est survenue en 1938).

L'ère de la « grande voirie » commence à la fin des années 1950, avec la construction du boulevard Métropolitain et de l'autoroute des Laurentides (la première autoroute québécoise). Suivent ensuite la construction des tronçons québécois de la route Transcanadienne (en 1961, le Québec était la dernière province à faire le « traité d'union » pancanadien), l'aménagement spectaculaire, entre 1963 et 1967, du pont tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine (une route à 20 mètres sous le Saint-Laurent), la construction de l'autoroute des Cantons de l'Est (la moins chère des autoroutes, avec un coût de \$60 millions, en 1965)... En 1962, l'érection du pont Champlain est terminée. Vers la fin des années

1960, on entreprend aussi la construction du pont de Trois-Rivières (\$50 millions et six pertes de vie) et du pont Pierre-Laporte à Québec (\$47 millions).

Les 60 000 kilomètres de routes qui quadrillent aujourd'hui le Québec ont coûté \$7 milliards (dollars de 1982) au gouvernement, dont \$3 milliards pour 2 000 kilomètres d'autoroutes. En 1984, l'ère des grands travaux routiers est terminée et le ministère des Transports (nouvelle appellation du ministère de la Voirie depuis 1972) met dorénavant l'accent sur la réparation et l'entretien du réseau.

Les grands édifices

Le développement de l'industrie de la construction a été lié, également, à la transformation du centre-ville de Montréal, où le premier gratte-ciel digne de ce nom, en l'occurrence la Place Ville-Marie, a été érigé en 1959. Au tournant des années 1960, la construction en hauteur prenait forme avec des projets comme l'édifice CIL, Place Victoria, édifice de la Banque de Commerce... En 1965 étaient en construction les édifices de prestige que sont encore aujourd'hui la place Bonaventure, l'hôtel Château-Champlain, l'hôtel Constellation, le Holiday Inn de la rue Sherbrooke et combien d'autres encore.

Dans plusieurs cas de construction d'édifices dans le centre-ville de Montréal, les ingénieurs ont dû trouver des solutions originales aux problèmes particuliers des fondations. Par exemple, le terrain sur lequel se trouve l'édifice le plus récent de LA PRESSE repose sur une rivière souterraine: sur ce chantier, on utilisait pour la première fois en Amérique du Nord la technique de la « paroi moulée » (le complexe Guy-Favreau, actuellement en voie de parachèvement, est aussi doté d'une paroi moulée).

Au début des années 1980, le ciel de Montréal a encore subi des transformations radicales: Bell Canada-Banque Nationale, place Guy-Favreau (en face du Complexe Desjardins terminé en 1976), Palais des Congrès, Centre Sheraton, etc. En 1981, les édifices commerciaux et à bureaux en construction dans le centre-ville de Montréal représentaient des travaux de \$800 millions.

L'hydro-électricité

Il y a eu d'autres grands projets dans l'histoire de la construction au Québec, comme la canalisation du Saint-Laurent pour l'aménagement de la Voie maritime (terminée en 1958-59), l'aménagement de l'aéroport de Mirabel dans les années 1970, la construction du site de l'Exposition de 1967 (installée sur des îles sorties du Saint-Laurent grâce à l'ingéniosité de l'homme, est-il besoin de le rappeler), les installations des Jeux olympiques de 1976, etc. Mais LE projet (qualifié maintes fois de « projet du siècle ») a été l'aménagement hydro-électrique à la Baie James, décidé en 1971.

Les investissements de la Baie James (une manne de plusieurs milliards) ont permis à l'industrie de la construction de connaître une des périodes les plus profitables de son histoire... et en même temps une des périodes les plus noires (à la suite du sacage du chantier LG2, le gouvernement instituait la commission Cliche, dont les recommandations ont amené la création, en 1975-76, de l'Office de la construction du Québec, qui régit les travailleurs, de l'Association des entrepreneurs en construction pour la négociation globale des contrats de travail et de la Régie des entreprises en construction du Québec, chargée de la qualification des entrepreneurs).

Déjà, entre 1961 et 1971, la construction des installations de

Manic-Outardes et des chutes Churchill avait permis à l'industrie de développer une expertise internationale dans le domaine hydro-électrique. Ces gigantesques chantiers ont servi de laboratoire aux ingénieurs et entrepreneurs québécois.

L'habitation

Autre secteur où l'industrie a su développer son expertise, la construction résidentielle a aussi connu ses heures de gloire.

De l'édifice à appartements Linton (rue Sherbrooke ouest), datant de la première décennie du XXe siècle, aux grands projets de condominiums des années 1980, les entrepreneurs ont su s'adapter aux besoins de la population en matière de logement.

Montréal est encore une des grandes villes nord-américaines où le prix du logement est peu élevé.

Qualifiés de « peuple de locataires », parce qu'ils étaient jusqu'à tout récemment locataires pour plus de la moitié, les Québécois se tournent aujourd'hui de plus en plus vers la propriété de leur logement. Les dernières initiatives des gouvernements ont raffermi ce phénomène. Mentionnons à ce chapitre l'Opération 20 000 logements de la ville de Montréal, et le programme Corvée-Habitation du gouvernement du Québec.

Au cours des prochaines années, ce n'est plus la construction de logements neufs qui va soutenir l'armée des 4 000 entrepreneurs québécois dans le secteur domiciliaire, mais plutôt la restauration.

En effet, le stock de logements vieillit. On prévoit qu'en 1990, le tiers de tous les logements du Québec seront âgés de plus de 30 ans et nécessiteront des travaux majeurs de restauration, de quoi nourrir sans doute pendant quelques années l'industrie de la construction.

C'était en 1913



Il ne suffit pas de construire, il faut ensuite vendre, d'où l'intérêt de l'Exposition de l'immeuble présentée en 1913 et rappelée par cette première page de l'édition du 12 avril 1913.

LE TOURISME

D'abord et surtout un commerce avec les Américains

Au XIXe siècle, grâce aux bateaux à vapeur, on mettait vingt-quatre heures pour se rendre de Montréal à Québec sur le fleuve Saint-Laurent et une quarantaine d'heures pour effectuer le trajet inverse. Ce sont surtout les Américains qui se prévalaient ainsi de belles croisières d'été chez nous et se rendaient en villégiature à La Malbaie, une des stations les plus célèbres en Amérique du Nord à cette époque. En comparaison, le touriste d'aujourd'hui, étranger ou québécois, mettra à peine quelques heures pour se rendre aux confins du grand Nord québécois afin d'y chasser le grand gibier.

FRANÇOIS BERGER

Le tourisme a évolué très lentement au Québec et ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale qu'il prit un certain essor, à la faveur du développement du nouveau mode de transport que constituait, à l'époque, l'automobile. Le gouvernement du Québec ne s'est pas intéressé au tourisme avant 1923 quand le ministre de la Voirie publia un premier bulletin sur l'état des routes. Deux années plus tard, Québec se dotait d'un premier budget de promotion touristique au montant de \$50 000 (aujourd'hui, le gouvernement dépense \$11 millions par an aux seules fins d'attirer les Américains chez nous!). Le premier « Bureau du tourisme » vit le jour au sein du ministère de la Voirie en 1927. Le seul « guide » touristique publié par le gouvernement à cette époque était la carte routière officielle de la province, publiée à 50 000 exemplaires.

Déjà, à la fin des années 30, on a voulu mettre l'accent sur le fait français dans le but d'attirer les touristes étrangers. Un rapport sur le tourisme préparé pour le gouvernement notait, en 1939, qu'il fallait franciser davantage la « physionomie de l'hôtellerie » au Québec, à commencer par les enseignes des établissements. En 1983, la campagne québécoise de promotion menée aux USA s'intitulait: « Québec: the vacation with the difference ». À une cinquantaine d'années d'intervalle, on veut toujours faire du fait français le principal attrait pour les visiteurs étrangers.

Trois millions de visiteurs

Le Québec reçoit aujourd'hui quelque trois millions de visiteurs de l'extérieur, chaque année. Il s'agit en grande partie d'Américains, comme cela a toujours été le cas. Outre les attraits particuliers que représentent les vastes territoires de chasse et de pêche, ce sont les villes de Québec et Montréal qui attirent les touristes de l'extérieur.

En 1980, le tourisme a représenté des entrées de fonds de \$1,8 milliard au Québec, dont 40 p. cent, ou \$720 millions, provenaient des goussets des visiteurs étrangers, les Québécois eux-mêmes ayant fourni les deux

tiers, ou plus de \$1 milliard, des recettes touristiques.

C'est la région de Montréal qui récolte la part du lion de cette manne avec plus du tiers des sommes dépensées au Québec par les touristes (petite note historique: il en coûtait \$2 par jour pour louer une chambre dans un hôtel montréalais de luxe — le Windsor aujourd'hui fermé — en 1917; aujourd'hui, il faut déboursier \$115 au Ritz Carlton). Les autorités montréalaises espèrent que les recettes locales imputables au tourisme atteindront le milliard de dollars en 1984 (Montréal est chaque année l'hôte de quelque 100 congrès réunissant 100 000 délégués).

Le tourisme est en fait une « petite industrie » au Québec, les recettes à ce chapitre représentant à peine trois p. cent du Produit intérieur brut (PIB: quelque \$70 milliards en 1980). Il y a eu des exceptions, notamment en 1967, à l'occasion de l'Exposition universelle présentée dans la métropole, et en 1976, lors des Jeux olympiques d'été. En 1984, la ville de Québec fêtera en grandes pompes le 450e anniversaire de sa fondation, un événement d'importance que l'industrie touristique entend exploiter au maximum.

Si les recettes touristiques sont plutôt minces au Québec, ce secteur fait tout de même vivre quelque 50 000 personnes (le Québec possède ses écoles de tourisme: Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, à Montréal, et cours de tourisme au cégep de Granby). Des régions entières dépendent presque exclusivement des touristes pour bien vivre. Par exemple, le noyau central des Laurentides montréalaises (Sainte-Adèle, Val-Morin, Val-David, Saint-Adolphe et Sainte-Marguerite) dispose de plus de 3 000 chambres d'hôtel ou de motel, de quelque 7 000 résidences secondaires et d'une trentaine de centres de ski. Presque toute la population active y est occupée à produire des services touristiques.

Déficit

Si le Québec « vaut le voyage et mérite un détour », comme le dit le guide Michelin (Le Canada, 1982), les Québécois, eux, préfèrent souvent faire du tourisme ailleurs.

Pendant les mois d'été, environ un million de Québécois, bon an mal an, envahissent les plages américaines de l'Atlantique, y laissant des centaines de millions de dollars. La Floride attire à elle seule 750 000 visiteurs québécois chaque année.

Le gouvernement du Québec a déployé de nombreux efforts pour inciter les Québécois à prendre leurs vacances chez eux, mais les résultats sont peu encourageants. Le déficit du Québec au compte des voyages (incluant autant les voyages d'affaires que ceux d'agrément) est passé de \$535 millions, en 1980, à plus de \$700 millions en 1982.

Quelques vénérables entreprises artisanales

Le recensement de 1971 établit 66 783 le nombre de manufactures au Québec. Les deux tiers de ces manufactures se trouvent à Montréal et absorbent 42 p. cent de la main d'œuvre, soit 15,5 p. cent dans l'industrie du vêtement, 11,9 p. cent dans celle de l'alimentation et des boissons, 8,7 p. cent dans la métallurgie et 7,3 p. cent dans l'équipement de transport. Montréal se révèle, sans conteste, le principal foyer industriel du Québec.

JEAN PELLERIN
Collaboration spéciale

Si ronflants que paraissent ces chiffres, ils marquent un recul par rapport à 1964, année où le nombre de manufactures s'établissait à 7 047, une diminution de 3,7 p. cent.

De 1935 à 1955, la production manufacturière a fait des progrès considérables, notamment dans le domaine du vêtement, le nombre de manufactures passant de 727 à 1 608, et dans le domaine du meuble où le nombre des entreprises est passé de 90 à 593 en vingt ans. Croissance considérable également du côté des provedes préparées, du bétail et de la volaille, puisque le nombre des entreprises est passé de 15 à 262.

Par contre, d'autres entreprises, durant la même période, connaissent une décroissance spectaculaire quant à leur nombre, soit en raison du processus de la concentration, soit à cause de la baisse du marché. C'est ce qu'on appelle généralement les secteurs mous. Ainsi le nombre des bœurreries et fromageries a diminué de moitié (de 1 234 à 636), et les fabriques de tabac, de 66 à 27. Quant à l'industrie de la chaussure, elle flotte, gagnant une année ce qu'elle a perdu l'année précédente et vice-versa.

Le cuir

Au début de la colonie, Jean Talon pria le roi de France d'envoyer à Québec douze maîtres, tanneurs. Ces douze pionniers ont ouvert la voie à une industrie qui devait, deux siècles plus tard, connaître une expansion considérable au Québec. C'est dans la ville de Québec, en effet, que s'établirent les premières usines de chaussures, dans les années 1870-1880. La Vieille capitale fut le berceau de la fabrication de la chaussure au pays.

En 1948, c'est du Québec que provient 60 p. cent de la production de chaussures au Canada. Trente-deux millions de paires cette année-là. Selon le Finan-

cial Post du 4 février 1956, ce pourcentage s'est maintenu durant plus d'une décennie. En 1955, on dénombre 170 compagnies de chaussures au Québec: 73 à Montréal, 23 dans la Vieille capitale, et le reste en province. Selon des chiffres compilés par l'économiste André Raynaud, l'industrie de la chaussure s'est révélée plutôt stable de 1935 à 1955. L'année 1947 a atteint un sommet avec 191 manufactures et 13 998 employés.

En 1970, l'industrie du cuir compte 178 établissements qui fournissent 8 196 emplois. En 1979, le nombre des établissements tombe à 141, et le nombre d'emplois à 6 289 (Statistiques Canada).

Le textile

L'industrie du textile a débuté modestement, au rythme des rouets et des métiers de nos arrière-grand-mères. Dans les années 1820, W. Pozer établit une filature en Beauce. Disposant de chanvre et de lin de qualité, il organise la première usine de fil à coudre au Canada.

En 1844, Wills & Co. ouvre une manufacture de coton à Sherbrooke, et en 1848, J. & P. Coats d'Angleterre fait le commerce de fil à coudre et d'aiguilles au Canada. Il ouvre une succursale à Montréal en 1864. Et voilà pour les débuts.

La première manufacture de coton à Montréal a été mise sur pied en 1882-83 par Victor Hudon, un marchand d'aliments en gros. Sise rue Notre-Dame, elle avait pour raison sociale: Hudon Cotton of Hochelaga.

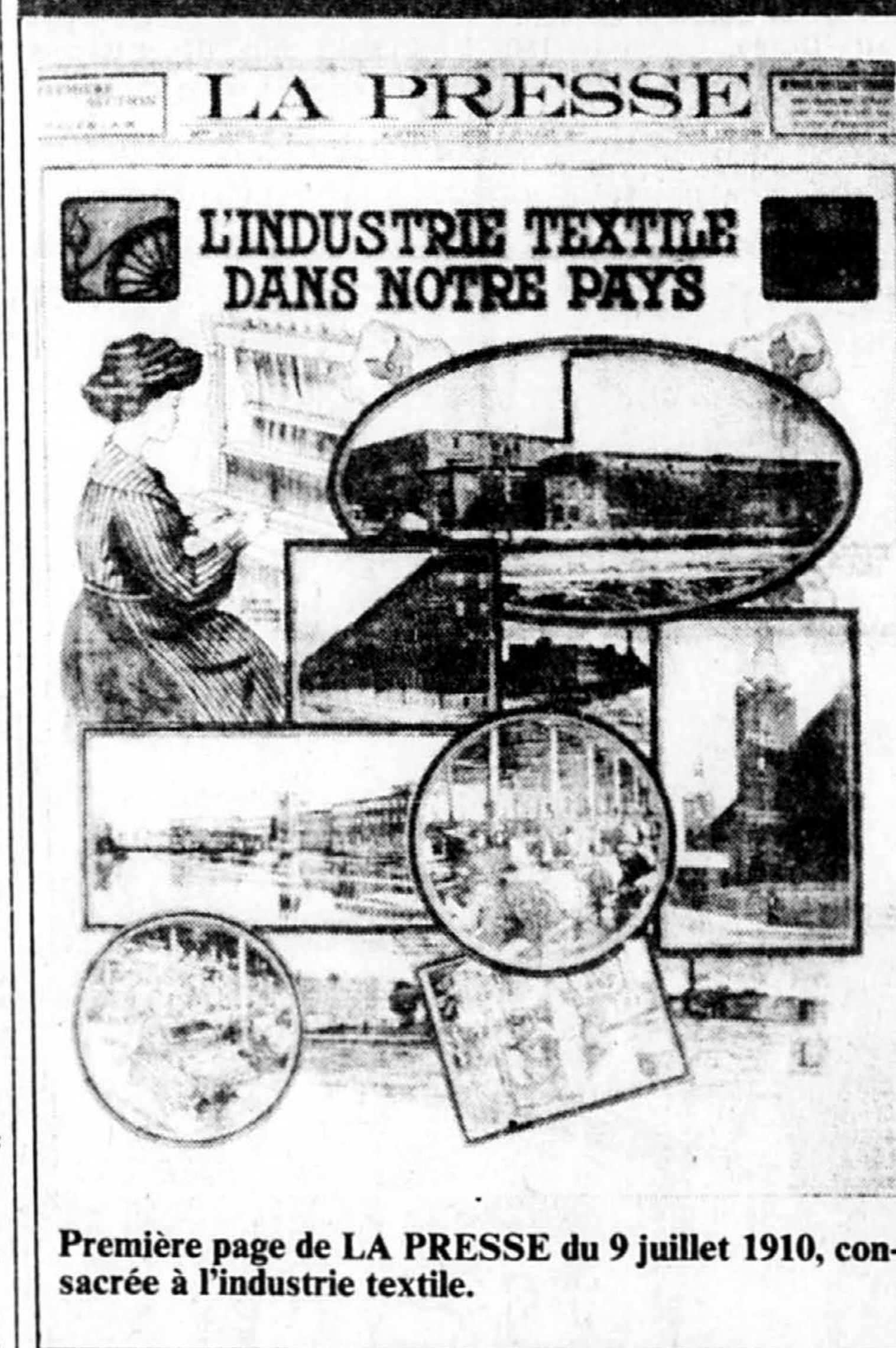
En 1874, Sir Hugh Allan, le magnat de la navigation à Montréal, disposait de la Montreal Cotton de Valleyfield. De concert avec A.-F. Gault et Rosaire Thibodeau, il fusionna sa filature avec celle de Hudon. En 1876, on signale l'existence de la Canadian Thread. Dès lors, les fondations d'entreprises se multiplient: la Coaticook Mills en 1879, la Chambly Cotton (1881), la Merchants Manufacturing Co. of Montreal (1882), la Sainte-Anne Spinning Co. of Hochelaga (1882), la Magog Textile & Print Co. (1884). La recherche de la rentabilité entraîne moult fusions.

Vagues de fusions

En 1885, Montréal compte quelque 17 filatures. Cette année-là, la Sainte-Anne Spinning et la Hudon fusionnent leurs opérations pour former la Hochelaga Company, laquelle ne tardera pas à absorber la Magog Textile & Print Compagny.

En 1890, nouvelle vague de fusions. Endossé par la Banque de Montréal et David Morrice, A.-F. Gault, le président de la Hochelaga Compagny regroupe sept filatures sous la raison so-

C'était en 1910



Première page de LA PRESSE du 9 juillet 1910, consacrée à l'industrie textile.

cial de Dominion Cotton Mills Co. Ltd. Sont également regroupées alors la Kingston Cotton, la Craven de Bradford, la Moncton, la Nova Scotia, la Windsor, la Coaticook et la Magog.

Au début du siècle, cinq filatures seulement suffirent à assurer plus de la moitié de la production du pays. Il s'agit de la Montreal, de la Merchants, de la Dominion, de la Montmorency et de la Colonial Printing & Bleaching.

En 1905, le groupe Forget-Holt s'allie au Royal Trust de la Banque de Montréal et crée la Dominion Textile, laquelle finira par tout absorber et deviendra la multinationale que nous connaissons. En 1907, la Wabasso s'installe à Trois-Rivières. La même année, la Dominion Textile, la Wabasso, la Canadian Cotton et la Hamilton Cotton signent un accord sur la réglementation des prix, accord qui tiendra jusqu'en 1938.

En 1916, Alex Friedman fonde la Canadian Cotton & Wool Waste Co., une entreprise familiale dont la raison sociale deviendra Cancot vertis 1968. Le Financial Post du 9 février 1952 établit à près de mille le nombre de filatures au Québec en 1949.

La soie

L'industrie de la soie à Mont-

réal a pour ancêtres les trois frères Belding (Mile, Alvah et Hiram) dont l'entreprise-souche se trouve à Northampton, au Massachusetts. En 1876, Samuel K. Smith, homme de confiance des trois frères, ouvre, au 296 ouest, Saint-Jacques, la Belding Smith Co. avec, comme inventaire, seulement \$145,60 de fil de soie et \$3,75 de capital.

Apparemment, Smith décéda ou dut se retirer, car l'année suivante, Frank Paul, un autre homme de confiance des frères Belding, est muté du bureau de New York pour venir réorganiser l'usine sous le nom de Belding Paul Co.

En 1883, un concurrent, la Corriveau Silk Mills Co ouvre ses portes à Montréal, mais les ferme l'année suivante. En 1885, nouveau concurrent, plus coriace celui-là puisqu'il s'agit de la Corticelli Silk Co. installée à Saint-Jean, Qué. La Belding Paul n'amalgama la Corticelli Silk qu'en 1911 avec, comme raison sociale Belding Corticelli Inc. La guerre de 1914 stimula la production, et l'apparition du nylon, à la fin de la guerre, lança la mode des bas de soie pour dames. Ce fut le pactole.

Et voilà. Ce n'est qu'un rapide et sommaire tour d'horizon d'industries dont les données historiques se révèlent plutôt claires.

Les entreprises

Quelque 35 entreprises montréalaises sont plus anciennes que LA PRESSE

La fin du siècle dernier fut témoin d'une suite d'inventions qui accentuèrent la vocation industrielle de Montréal. Le progrès semble sans borne. La machine à écrire en 1869, la macadamisation des rues en 1871, le télégraphe en 1876, le phonographe en 1877, le téléphone en 1878, l'éclairage électrique en 1879, les chemins de fer transcontinentaux en 1886 et l'automobile dans les années 1900.



JEAN PELLERIN

Collaboration spéciale

Ces nouveautés ont stimulé le processus d'industrialisation et d'urbanisation, processus qui avait timidement débuté 150 ans plus tôt avec la découverte, en 1730, de gisements de fer, près de Trois-Rivières. Première entreprise d'envergure au Canada, les **Forges Saint-Maurice** eurent une existence difficile. Toutefois, elles procurèrent un emploi à 1 200, et même 1 500 hommes dans les années 1840, et ne disparurent qu'en 1883.

En 1782, la traite des fourrures provoque la création, à Montréal, de la **Compagnie du Nord-Ouest**, laquelle sera absorbée par la **Compagnie de la Baie d'Hudson** en 1804, puis liquidée en 1821. Cette **Compagnie** fut, sans conteste, la première grande entreprise montréalaise.

En 1811, le capitaine George Taylor fonde la **Davie Ship Building & Repairing**, à l'île d'Orléans. Ce chantier naval se réinstallera à Lévis dans les années 1820. En 1817, William Price, surnommé «le père du Saguenay», fonde une compagnie de bois qui donnera un essor considérable à l'industrie forestière. À cette industrie, se rattacheront bientôt celle de la fabrication du papier, le plus important étant celui de Portneuf. Quelques années auparavant, soit en 1835, une première ligne de chemin de fer relie Laprairie, à Saint-Jean. L'importance de Montréal va s'accroissant. La métropole devient la capitale du pays en 1844. L'ère des chemins de fer débute pour de bon avec la naissance du **Grand Tronc** en 1853.

Établir la liste complète des plus anciennes entreprises économiques et financières de Montréal exigeait une recherche beaucoup plus poussée que celle que nous avons pu faire. Il existe, ou il a existé, à Montréal, des entreprises fort anciennes, mais d'origine étrangère. Parmi



Photothèque LA PRESSE

«Ceci est l'histoire de la brasserie Molson, qui comptera 150 ans d'existence l'an prochain. C'est l'histoire de la plus vieille brasserie au Canada, l'histoire peut-être, de la seule entreprise au pays qui a été dirigée par les membres de la même famille durant un siècle et demi. Six générations de Montréalais ont bu la bière fabriquée par les Molson. Cinq générations de Molson ont dirigé

la fabrication de la bière. La sixième grandit actuellement.» C'est par ces mots que commençait la page complète que LA PRESSE consacrait à la brasserie Molson (une des trois plus vieilles entreprises montréalaises avec le quotidien *The Gazette* et la Meunerie Ogilvie) dans son édition du 30 novembre 1935. Les trois photos montrent l'usine en 1785, en 1935 et en 1984.

celles qui existent encore, signalons: la **Compagnie de la Baie d'Hudson**, fondée à Londres en 1670, et dont le siège social a toujours été à Winnipeg; la distillerie **John de Kuyper**, fondée en Hollande en 1695, mais dont la succursale montréalaise ne remonte qu'à 1932; **J. & P. Coats**, vendeur de fil à coudre, d'aiguilles et de tissus, fondé en Angleterre en 1812, et dont la succursale de Montréal remonte à 1864; la **Standard Life Assurance** fondée en Écosse en 1825, et qui ouvre une succursale à Québec en 1833, et à Montréal en 1846; la **Canadian Vickers**, fondée en Angleterre vers 1832 et qui ouvre ses chantiers navals à Montréal en 1911.

Les fusions

Le phénomène des fusions,

surtout dans le secteur bancaire, complique les compilations. Ainsi, la **Bank of British North America**, fondée en 1836, a fusionné avec la **Banque de Montréal** en 1918; la **Banque Jacques-Cartier**, fondée en 1861 devient la **Banque Provinciale** en 1899; la **Caisse d'économie Notre-Dame**, fondée en 1849, est absorbée par la **Banque Canadienne Nationale** en 1924.

Autre difficulté: des entreprises fort anciennes — et qui ont grandement contribué au progrès de Montréal — ont maintenant disparu. C'est le cas du quotidien *The Herald*, fondé en 1811 et disparu à l'âge de 148 ans, en

1959. C'est également le cas de **Henry Morgan**, fondé en 1845 et acheté par **La Baie** en novembre 1959 (à noter que la raison sociale «La Baie» n'apparaîtra qu'en 1972. C'est en fin le cas du *Montreal Star* et de **Dupuis & Frères**, deux institutions fondées en 1869. Le *Star* ferma ses portes le 25 septembre 1979, et **Dupuis** en juin 1978.

Le tableau d'honneur

Ces précautions étant prises, voici, par ordre d'ancienneté, une liste provisoire des entreprises montréalaises âgées de cent ans et plus, et qui existent enco-

re. Entre parenthèses, la date de leur fondation. **The Gazette** (1778) — la **Brasserie Molson** (1786) — la **Meunerie Ogilvie** (1801) — la **Banque de Montréal** (1817) — l'**Université McGill** (1820) — **McMaster Meighen**, firme d'avocats (1823) — **The Montreal Stock Exchange** (1832) — **Holt & Renfrew** (1837) — **Coverhill Learmont**, quincaillerie (1837) — la **Papeterie J. B. Rolland** (1842) — la **Librairie Beauchemin** (1842) — la **Banque d'Épargne de Montréal** (1846) — **W. V. Dawson**, papeterie (1846) — **Faucher & Fils**, quincaillerie (1849)

— la **Raffinerie de sucre Redpath** (1854) — **J. C. McLaren Belting** (1856) — **Macdonald Tobacco** (1858) — **Charette, Fortier, Hawey, Touche, Ross**, comptables (1858) — la **Banque Canadienne Nationale** (1860) — **E. J. Maxwell**, marchand de bois (1862) — **Rubenstein Brother**, machines à coudre (1864) — **Ogilvy**, magasin à rayons (1866) — la **Biscuiterie Viaw** (1866) — **D. Donnelly Inc.**, camionneurs (1867) — la **Sun Life** (1871) — **Montreal Stencil**, étampes de caoutchouc (1875) — l'**Hôtel Windsor** (1878) — **Ogilvy Renault**, firme d'avocats (1879) — **Henry Birks**, bijoutier (1879) — **Bell Canada** (1880) — **D. Cameron & Sons**, peseur officiel au port de Montréal (1880) — le **Canadien Pacifique** (1881) — le **Crédit Foncier** (1881) — **Dominion Bridge** (1882) — **Ingersoll-Rand Canada**, machinerie lourde (1882) — **LA PRESSE** (1884).

Les plus grandes entreprises

Montréal a été choisie par d'importantes multinationales pour leur siège social canadien. Citons, par ordre de grandeur quant au nombre d'employés, **Alcan**, **Noranda Mines**, **Pratt & Whitney**; **General Motors**, **General Electric**, **CIL**, **IBM**, **Goodyear**, **Esso Imperial**, **Sylvania**, **Westinghouse**, **Union Carbide**, **Gulf Canada**, etc.

Parmi les corporations, sociétés de la Couronne, consortiums ou holdings qui ont leur siège social à Montréal, on peut mentionner les entreprises suivantes: a) charte fédérale: **CN-CP**, **Radio-Canada**, **Air Canada**, **Canadaair**, **Inasco**, **John Labatt**, **Canada Packers**, **Petro-Canada**, **Ingersoll-Rand**. b) charte provinciale: **Hydro-Québec**, **Société générale de financement**, **Sidbec**, **Coopérative fédérée**, **Mouvement Desjardins**, **Pêcheurs unis**, **Agropur**, **Culinar**, **Provigo**, etc. c) corporations privées: **Power Corp.**, **CIP**, **Dominion Textile**, **Consolidated-Bathurst**, **Domtar**, **Abitibi-Price**, **Banque Nationale**, **Northern Telecom**, etc.

Enfin, les grandes compagnies privées ou familiales qu'on peut considérer comme typiquement de Montréal sont: **Bell Canada**, **Dominion Textile**, **Bombardier**, **Molson**, **Steinberg**, **Ciment Saint-Laurent**, **Kruger**, **Marconi**, **O'Keefe**, **Alfred Lambert** et **RJR Macdonald**.

Nous sommes fiers d'avoir pu associer notre nom à tous les grands projets de construction qui ont contribué à l'essor économique du Québec.

MIRON

2201 Boul. Cremazie est
Montréal PO H1Z 2C1
Tel. (514) 376 2020

NOTRE DYNAMISME:

VOUS SERVIR COMME PERSONNE!

Pour une meilleure gestion de vos affaires!

LA BANQUE D'ÉPARGNE



LA BANQUE

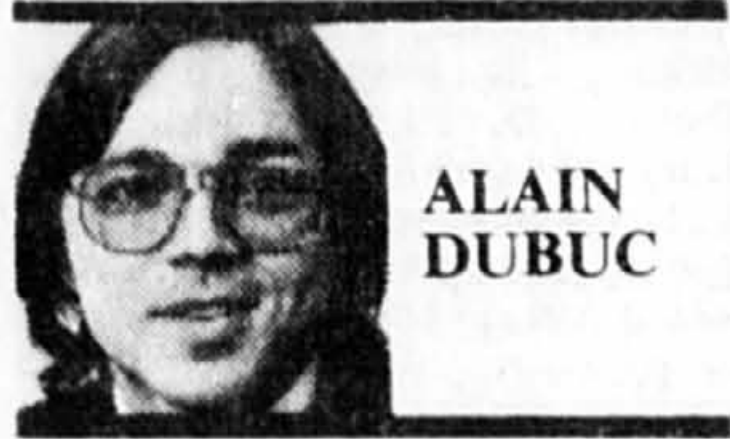
personnelle



Les gouvernements

L'administration montréalaise, jadis plus coûteuse que celle de la province

Au début de ce siècle, la ville de Montréal dépensait deux fois plus que le gouvernement de la Province de Québec. Pas parce que les édiles municipaux étaient particulièrement dépensiers, mais plutôt parce que le gouvernement provincial n'était encore, somme toute, qu'une grosse fabrique de paroisses!



ALAIN DUBUC

Un survol d'un siècle de budgets, tant provinciaux que fédéraux et municipaux, montre que les contribuables vivaient dans un vrai paradis, il y a cent ans ou même cinquante ans. Il n'y avait pas d'impôt sur le revenu, les budgets ne s'écroulaient jamais dans le rouge. De toute façon, les finances publiques étaient à ce point modestes que les trésoriers donnaient le détail de leurs dépenses à la «cenne près». Aujourd'hui, on arrondit au million.

Les bouleversements les plus spectaculaires sont survenus au niveau provincial. Les dépenses, de l'ordre de \$3,1 millions en 1884, sont passées à 24,3 milliards cent ans plus tard. C'est 8 000 fois plus, ou encore, en pourcentage, un bond de 800 000 p. cent! Ce n'est pas l'inflation qui peut expliquer cette progression, puisque les prix, en gros, ne sont que vingt fois plus élevés. Par comparaison, la taille des budgets fédéraux n'a été multipliée que par 1 500.

De la Province à la Province

C'était l'époque où on appelait l'argent de nos impôts les «de-

niers publics», celle où le ministre des Finances était un trésorier qui règle générale, était anglophone, Sheyn, Duffy, McCorkill, McMaster, etc. La naïveté des documents budgétaires permettait par ailleurs de curieux lapsus. Par exemple, dans un texte des années vingt, au lieu d'écrire la «Province», on a plutôt mis la «Providence». C'était peut-être le pressentiment d'un scribe de l'Etat qui entrevoyait déjà, cinquante ans avant le temps, l'avènement de l'Etat-providence?

Si les choses ont tellement changé au niveau québécois, c'est parce que le gouvernement de la province a eu, pendant très longtemps, des fonctions très limitées, plus proches de celle d'une communauté urbaine d'aujourd'hui que d'un véritable gouvernement.

En 1929, par exemple, alors que le Québec dépensait \$51 millions, on ne trouvait que deux postes budgétaires importants. Les travaux publics et la voirie accaparaient le cinquième du total, avec \$8,9 millions, et l'administration de la justice accaparaient un autre \$4,2 millions. En somme, le rôle du gouvernement se résumait à construire des ponts et des routes et à s'occuper des tribunaux.

Des ponts et des routes

Quant aux dépenses qui forment maintenant le gros du rôle de l'Etat, elles étaient plus modestes, à l'exception de l'éducation, à laquelle on consacrait \$3,5 millions. La santé, «l'hygiène» comme on disait à l'époque, ne coûtait que \$463 388. Le gouvernement lui-même ne dépensait que \$761 000, tandis que l'assistance sociale, les «institutions de bienfaisance», n'avait droit qu'à \$27 290. On note toutefois que le gouvernement provincial



Photothèque LA PRESSE

Le lingot d'or, symbole de richesse des gouvernements comme des individus, et dont la valeur est 15 fois plus élevée qu'à l'époque où on avait fixé son prix à \$35 l'once.

dépensait \$1,6 million pour les «asiles d'aliénés».

Quant à la politique industrielle, l'aide aux «arts et manufactures», elle nécessitait un maigre \$71 874,44. Certains postes sont cependant disparus, comme le \$1,3 million consacré à la colonisation.

Cette modestie des dépenses se retrouve bien sûr du côté des revenus. Comme il se doit, ceux-ci étaient légèrement supérieurs aux dépenses en 1929, à \$51,4 millions, pour ne pas qu'il y ait de déficit.

Les mêmes vaches à lait

Le gros des recettes provenaient de trois sources. Tout d'abord, les revenus traditionnels, «l'exploitation du domaine», rapportaient \$7,5 millions; ce sont les ventes de terres, les concessions forestières, les droits de coupe.

On retrouvait toutefois deux autres vaches à lait fiscales qui ressemblent étrangement à celles d'aujourd'hui. Les taxes sur les alcools rapportaient \$7 millions, et celles sur l'automobile et l'essence une somme rondelette, pour l'époque, de \$8,1 millions! L'impôt sur le revenu n'existait pas, mais les corporations versaient \$3 millions en taxes et les individus \$4,1 millions en droits de succession.

L'évolution des dépenses de l'Etat ne s'est pas faite de façon progressive, mais par grands coups. Les choses sont restées fort stables pendant vingt ans, de 1884 à 1904. À la faveur de la guerre de 14-18, le premier grand saut survient, suivi, d'une longue pause pendant la crise. En fait, les dépenses ont baissé dans les années trente: ce n'est

qu'en 1937 que la province retrouvera le niveau de dépenses de \$41 millions enregistré en 1930.

Deux grands bonds

Les changements les plus importants sont survenus après la

Les grandes guerres, un prétexte d'Ottawa pour prélever des impôts

Ce sont les deux grandes guerres mondiales qui ont donné l'occasion au gouvernement fédéral d'accroître son poids et ses dépenses.

En 1884, Ottawa a dépensé \$58 millions. Il en débourse aujourd'hui \$90 milliards, soit environ 1 500 fois plus. Cette progression s'est faite en deux bonds, entre 1914 et 1920, mais surtout dans les années quarante.

ALAIN DUBUC

Si les dépenses ont augmenté moins rapidement qu'à Québec, c'est surtout parce que dès, le départ, le gouvernement canadien, le Dominion ou «la Puissance», comme on disait à l'époque, avait d'importantes responsabilités: défense, postes, douanes et surtout les transports, particulièrement ferroviaires.

De 1884 à 1904, les dépenses

publiques sont restées remarquablement stables. Elles ont même baissé au tout début du siècle. À partir de 1916 est survenu le premier gros changement, avec l'introduction des revenus de guerre qui ont permis de financer l'effort militaire canadien. Cela portera le niveau des dépenses à \$370 millions en 1924. C'est à cette époque, soit à compter d'août 1917, qu'Ottawa perçoit, pour la première fois, des impôts sur les revenus, mais qu'il crée également une ribambelle de taxes, sur certaines entreprises, des droits de douane accrus, des taxes sur les timbres, les allumettes, les jeux de cartes, les bonbons, le tabac et l'alcool.

Après la stagnation de la crise, le vrai grand saut est arrivé avec la deuxième guerre mondiale. En dix ans, de 1934 à 1944, les dépenses ont été multipliées par quinze, de \$346 millions à

\$5,3 milliards, avec une importante modification de la structure de la taxation. Les impôts indirects qui dominaient encore ont cédé la place à l'impôt sur le revenu qui procurait 60 p. cent des recettes. Ottawa est également entré dans des champs de taxation provinciaux, comme le droit de succession ou les taxes sur l'essence.

Cet effort fiscal n'a pas suffi. De 1941 à 1945, le gouvernement canadien a accumulé d'énormes déficits qui ont fait passer sa dette, en cinq ans, de \$5 à \$15 milliards.

Les dépenses publiques n'ont cependant rien de commun avec un ballon, qui se dégonfle au bout d'un certain temps. Dans le cas du fédéral, le retour à la paix n'a pas entraîné un retour aux budgets antérieurs. Là aussi, on a assisté à une progression inexorable.

Ainsi, le gouvernement du Québec d'aujourd'hui n'est pas la même institution qu'il y a cent ans. C'est pour ces raisons que, même en comparant, en principe, l'évolution des budgets d'un gouvernement à travers les décennies, on compare malgré tout des poires et des oranges.

Beau fixe sur la scène municipale

Par rapport à cette croissance fulgurante, la ville de Montréal a connu un siècle relativement tranquille. Il y a cinquante ans, en 1934, les dépenses de Montréal s'élevaient à \$50,6 millions, soit presque le double des déboursés provinciaux de \$33 millions. En fait, ces dépenses, qui dépassent maintenant le milliard, n'ont été que multipliées par vingt en un demi-siècle.

Mais les comparaisons sont trompeuses. D'une part, la vocation municipale a peu évolué et certains services restent essentiellement les mêmes: routes, services publics, police, inspection, incendie. Enfin, d'autres postes de dépenses n'apparaissent plus aux bilans des villes, avec l'avènement d'organismes supra-municipaux, comme la Communauté urbaine de Montréal.

Par ailleurs, certaines dépenses autres de juridiction municipale, comme l'assistance publique et certains soins de santé, sont passés sous l'aile provinciale. C'est également vrai des commissions scolaires qui, il y a cinquante ans, avaient des budgets aussi importants que ceux de la province.

La « Commission des liqueurs » fut la première société d'Etat au Québec

Inexistantes il y a cent ans, les sociétés d'Etat sont apparues dans le décor économique québécois plus tard qu'ailleurs dans le reste du Canada. On explique généralement ce retard par le fait que, contrairement à des provinces comme la Saskatchewan ou la Colombie-Britannique, le Québec est demeuré longtemps sans partis ou mouvements politiques de gauche structurés, ces derniers ayant contribué largement à l'émergence d'entreprises publiques.



PIERRE VINCENT

de notre bureau de Québec

Les choses ont rapidement changé à partir des années 60. Sous l'impulsion du premier ministre Jean Lesage, qui se plaisait à répéter: «Le seul puissant moyen que nous possédons, c'est l'Etat du Québec et que cela constitue peut-être notre unique recours pour survivre comme minorité». Quelques années plus tard, l'économiste Jacques Parizeau, devenu ensuite ministre des Finances dans le gouvernement Lévesque, renchérit: «Si nous avions 25 entreprises Bombardier et des banques très importantes, la situation serait peut-être différente. Mais nous n'avons pas de grosses institutions, il faut donc les créer.»

Aujourd'hui, Québec compte pas moins d'une douzaine de très grosses entreprises étatiques, qui emploient, ensemble, au-delà de 30 000 travailleurs et qui valent autour d'une quarantaine de milliards de dollars. L'Etat intervient principalement dans les mines, les ressources de la forêt, l'amiante, l'acier, les alcools et surtout, il va sans dire, dans l'hydroélectricité. Pièce maîtresse de toute l'économie québécoise, Hydro-Québec représente à elle seule la moitié des actifs et des emplois de tout l'empire étatique.

La SAQ

Ce nationalisme économique, que nous pratiquons avec passion depuis environ un quart de siècle, tranche considérablement avec l'époque où a été créée la première de toutes nos sociétés d'Etat, la Société des alcools du Québec, la SAQ qu'on appelait alors Commission des liqueurs.

C'était en 1921. En pleine époque de prohibition. À cause de

pressions religieuses, mais aussi par nécessité de réserver l'orge et le blé au ravitaillement des troupes et des populations civiles pendant la première Grande Guerre, les États-Unis avaient adopté une législation interdisant la fabrication, la vente ou le transport de l'alcool. Et le Canada, au nom des mêmes impératifs, en avait fait tout autant... Sauf une des neuf provinces qu'il comptait alors, le Québec qui refusa net de se laisser entraîner dans l'abstinence totale.

Plus de 85 p. cent des Québécois avaient voté, au référendum de 1919, en faveur d'une «prohibition mitigée», qui permettait la consommation d'alcools légers, de bière, de vin et de cidre à faible teneur en alcool.

Alors, compte tenu du degré de sensibilisation des citoyens à la question, deux ans plus tard, le gouvernement Taschereau réussit à faire adopter sans trop de mal la loi créant la Commission des liqueurs. Puisque le régime sec n'empêche pas la vente de boissons enivrantes, se disait-on alors à Québec, il vaut mieux libéraliser la consommation de l'alcool, quitte à la contrôler.

Contrairement à la règle qui prévalait partout ailleurs au nord du Rio Grande, le Québec était le seul Etat à tolérer la vente d'alcool, à permettre à ses citoyens de se procurer une bouteille d'alcool sans avoir à en prouver la nécessité par ordonnance médicale et sans être obligés de s'adresser à ceux qui le fabriquent dans la clandestinité.

Dès l'année suivante, la Commission des liqueurs déclare un surplus de quatre millions de dollars. Et les affaires n'ont cessé de s'améliorer par la suite, les derniers résultats financiers de la SAQ faisant état de \$787 millions de ventes nettes.

Par la suite, on devait créer l'Office du crédit agricole (1936), la Raffinerie de sucre de St-Hilaire (1943) et la Commission hydroélectrique (1944). Puis, à partir des années 60, ce fut la création à gogo de dizaines de sociétés, de régies et de divers autres organismes d'Etat, ayant pour objectif de permettre aux Québécois de détenir un plus grand nombre de leviers économiques.

Il semble toutefois que cette ère soit maintenant révolue, puisqu'on prêche de plus en plus un retour au passé, à la privatisation des sociétés d'Etat. Et, curieusement, c'est peut-être la plus ancienne de toutes, la SAQ, qui retournera la première au secteur privé...

DEPUIS L'ÉLECTION DU PQ Ottawa tient à être « visible » à tout prix

La place Radio-Canada, le Vieux-Port, la place Guy-Favreau, l'aéroport de Mirabel, l'Institut de génie des matériaux, Canadair, Nordair, Air Canada, autant d'éléments bien concrets de la présence du gouvernement fédéral dans la région de Montréal qui ne sont pas étrangers à une volonté politique bien arrêtée, mais relativement récente, d'assurer la «visibilité» des institutions centrales au Québec.



GILBERT LAVOIE

de notre bureau d'Ottawa

Ce n'est qu'à la fin des années 70, après l'arrivée au pouvoir du Parti québécois à Québec, que cette notion de «visibilité» fédérale a été véritablement articulée, pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui. La lenteur du gouvernement central à manifester sa présence à Montréal, après plus de 100 ans de Confédération, est imputable à plusieurs facteurs.

Il faut comprendre que Montréal a été, et a conservé pendant longtemps le titre de métropole du Canada dans l'histoire du

pays. L'activité économique passait alors tout naturellement par la rue Saint-Jacques. Les efforts de développement du gouvernement central se portaient donc vers l'Ouest, en passant par Toronto. Canalisation du Saint-Laurent, construction des voies de chemins de fer... autant de «mega-projets» qui devaient servir à ouvrir le «Haut-Canada» et les provinces de l'Ouest au peuplement et au développement économique.

Mais Montréal, tout comme Boston et les villes de l'Est américain, a fini par souffrir de ce qui est devenu par la suite un déplacement naturel de l'économie, d'Est en Ouest. Toronto était désormais vouée à devenir la véritable métropole économique du pays. «Bay Street» était née.

Naissance du nationalisme québécois

Ce phénomène, bien amorcé dans les années d'après-guerre, n'a toutefois été compris dans la population que dans les années 60, au moment même où l'on assistait à un réveil du nationalisme québécois.

Décennie de remise en question, où le mot «contestation» était à la vogue, les années 60 ont vu le nationalisme québécois se forger des instruments politiques à l'Assemblée nationale, pendant que les tenants du fédé-

ralisme, Pierre Trudeau, Jean Marchand et Gérard Pelletier, venaient porter leur lutte à Ottawa.

Cette période troublée, marquée par la crainte de l'exode des sièges sociaux et l'affaiblissement économique du Québec, a eu son point culminant lors de l'élection du Parti québécois à Québec en 1976, élection qui a convaincu plus que jamais le pouvoir central de la nécessité d'une plus grande «visibilité» fédérale dans «La Belle Province», et du même coup, partout ailleurs au Canada.

Cette décision a pris des formes que les Pères de la Confédération n'auraient jamais pu prévoir en 1867. Qui aurait dit, alors, que le gouvernement fédéral vendrait un jour de l'essence? Petro-Canada possède aujourd'hui près de 3 000 points de vente d'essence au pays, dont plusieurs centaines sont situés au Québec. Autant d'endroits où l'unifolié flotte allègrement sous les yeux de milliers d'automobilistes.

La visibilité du fédéral au Québec

Ce souci de «visibilité» d'Ottawa lui a attiré les foudres du gouvernement québécois, mais il a tout de même amené nos politiciens fédéraux à renforcer certains secteurs stratégiques de

l'économie de la province, pour compenser le démantèlement d'une partie de l'activité économique vers Toronto. L'entêtement du fédéral à appuyer Canadair et le programme Challenger en est un exemple. L'aide accordée à Pratt and Whitney, le contrat des frégates et l'installation de Bell Helicopters au Québec sont autant d'autres cas.

La présence fédérale s'est faite sentir jusqu'au sein des entreprises les plus chères aux Québécois. Par exemple, Bombardier a reçu des appuis importants pour le développement et la mise en marché de sa technologie reliée au transport ferroviaire et au métro.

La «visibilité» est toutefois une arme à double tranchant. Le moindre échec soulève des controverses énormes. Qu'il s'agisse des retombées du F-18, du Centre bancaire international, du Centre de formation en aéronautique, des retards dans la construction de la place Guy-Favreau, et j'en passe, tout projet qui échoue reste dans l'actualité pendant longtemps.

Malgré tout, ils sont nombreux à Ottawa pour dire que la «visibilité» demeure essentielle, malgré les problèmes politiques qu'elle peut engendrer. «Parlez-en bien, parlez-en mal, mais parlez-en», concluent les tenants de cette thèse.

L'épargne

Le nouveau marché des obligations fait paraître bien maigrichons les défunts « bons » de la Victoire

Autant se cramponner à son fauteuil quand on parle du marché des obligations parce que la valse des millions étourdirait Fred Astaire lui-même. En décembre, le gouvernement fédéral en émettait pour \$1 milliard. Québec finance aussi une bonne partie de ses déficits grâce à cette formule toujours populaire : il suffit de songer que les simples obligations municipales représentent un marché de plus de \$1 milliard dans la province pour s'en convaincre.

MARIO FONTAINE

On ne fait plus très attention, aujourd'hui, aux austères placards publicitaires annonçant de nouvelles émissions. Mais le marché des obligations n'a pas toujours été aussi florissant. Bien sûr il y a toujours eu des gens disposés à donner de l'argent en échange d'un morceau de papier imprimé leur promettant la remise de leur dépôt à une date fixe l'an prochain ou dans 30 ans, ou quelque part entre les deux.

Mais cette habitude a mis du temps à s'ancre. Il faut dire que depuis le moment où LA PRESSE a fait ses premiers pas jusqu'à la première guerre mondiale, notre belle-mère patrie, le

Royaume-Uni, comblait la plupart des besoins financiers des gouvernements et des entreprises du Dominion. Mais les banquiers britanniques en ont eu plein les bras, avec la Grande guerre, sans compter que leurs taux d'intérêts étaient devenus prohibitifs et que, de surcroît, les investisseurs canadiens commençaient à s'intéresser à leur propre marché.

Les bons « bons »

Pour l'homme de la rue, le premier vrai contact avec le marché des obligations se fit en 1917, avec le célèbre « emprunt de la Victoire ». On savait faire les choses en grand à l'époque. Une super parade eût lieu le 17 novembre de cette année-là pour faire mousser les ventes, avec le maréchal Joffre lui-même dans le défilé...

Le marché reprit son cours

normal dans l'entre-deux guerres, avec de gros intérêts de 5,25 p. cent s'il-vous-plait! Puis, avec le deuxième conflit mondial, Ottawa utilisa encore plus massivement la formule pour se financer, allant chercher tout près de \$13 milliards pour soutenir l'effort de guerre. On parle encore ici de « bons » de la Victoire. Ce n'est qu'en 1946 que les véritables « obligations d'épargne du Canada » virent le jour. Ce qui n'a pas annulé du jour au lendemain les comportements les plus bizarres.

Deux anecdotes

Un homme arrive ainsi un beau jour chez Lévesque, Beaubien tout joyeux, en disant : c'est formidable ces intérêts en petits coupons détachables, je renouvelle mon dépôt, donnez-m'en d'autres. - Vous avez votre obligation avec vous ? - Mon

obligation? Mais je l'ai jetée lorsqu'il n'y a plus eu de coupons!

Roland Giroux a été président de cette maison de courtage, avant de diriger Hydro-Québec puis de passer chez le papetier Consolidated-Bathurst. « Les mines et les obligations ont longtemps eu la faveur des Canadiens-français, dit-il. Curieusement les anglophones achetaient des obligations industrielles et les francophones des obligations institutionnelles, comme celles des gouvernements, des municipalités, des hôpitaux, des commissions scolaires. »

M. Giroux se souvient d'un père de famille de Chambly qui avait fait encadrer ses « bons » de la Victoire et les avait suspendus au mur en l'honneur de son fils tué à la guerre. L'homme a été le plus surpris du monde

quand, plusieurs années plus tard, on lui donna \$75 000 en échange de ses beaux petits tableaux...

La face cachée

Le public est beaucoup plus familier, aujourd'hui, avec cette forme d'investissement. Quand une personne achète une obligation d'épargne d'un gouvernement, généralement elle le fait parce que son prêt sera garanti, qu'elle pourra le retirer en tout temps et que le rendement est encore meilleur qu'un dépôt dans une banque ou une société de fiducie. Il ne s'agit pourtant là que d'une portion du marché, en réalité beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît.

L'investisseur pourra par exemple se procurer des obligations industrielles ou de services à taux et échéances fixes, dont la valeur variera en fonction de

l'offre et de la demande contrairement aux prêts bancaires par exemple. Ainsi une obligation portant intérêt de 13 p. cent verra sa valeur de revente s'accroître si les taux d'intérêt tombent disons à 8 p. cent. En revanche, son détenteur sera malheureux comme une pierre si les taux grimpent à 20 p. cent, puisqu'il devra accepter une dévaluation de son placement s'il souhaite s'en départir.

L'autre face cachée de ce marché, c'est la place considérable occupée par les institutions. Si on ne s'en tient par exemple qu'aux émissions municipales, les trois-quarts de l'argent proviennent d'une trentaine d'acheteurs, des compagnies de fiducie, d'assurance, des fonds de pension, des congrégations religieuses, etc. Et ce marché est lui-même très concentré puisque deux maisons de courtage, Lévesque Beaubien Inc. et Geofrion Leclerc Inc., en manipulent presque la moitié.

Ce qui n'empêche pas les petits épargnants d'y recourir, comme au fond ils l'ont toujours fait. « On n'imagine pas combien de réseaux d'égoûts, d'aqueducs, combien d'écoles de village et d'églises ont été construits grâce à des obligations locales », conclut M. Alfred Rouleau, ex-pdg du Mouvement Desjardins.

Qui ne se souvient de Séraphin Poudrier?...

Qui ne se souvient de la main gouleuse de Séraphin Poudrier plongeant voluptueusement dans le sac d'avoine? Et de ces histoires de bas de laine porteurs des économies de toute une vie? Eh oui, si les Québécois ont de tout temps économisé, la façon de le faire a bien changé depuis 100 ans, et les comptes d'épargne personnels sont relativement nouveaux dans le décor.

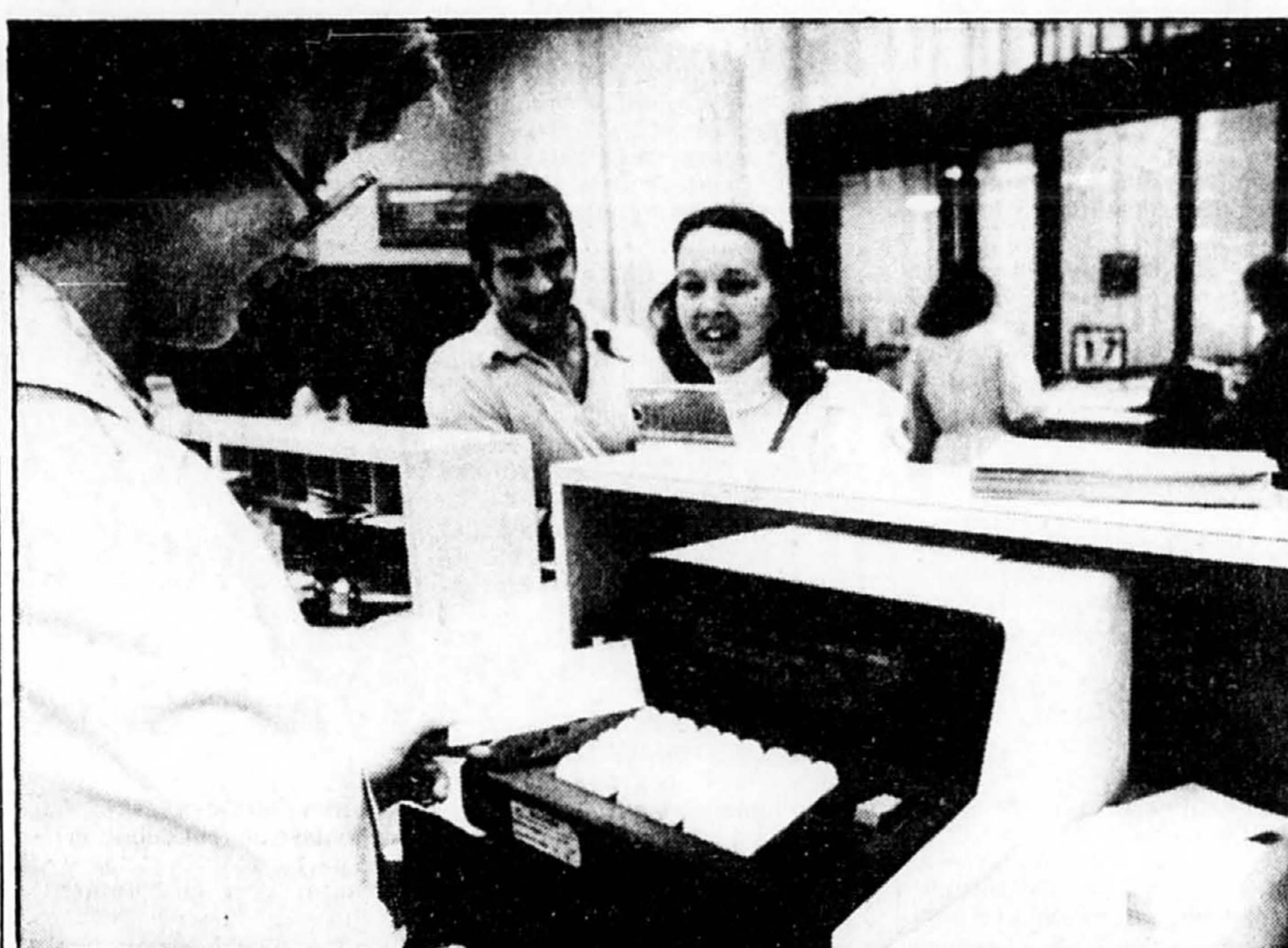
MARIO FONTAINE

« Les histoires de bas de laine, c'était vrai, raconte l'ex-pdg du Mouvement Desjardins Alfred Rouleau. Les gens gardaient souvent leur argent chez eux, sous le matelas ou dans de petites boîtes de fer. Par contre il ne faut pas oublier une chose : les gens avaient moins d'argent à leur disposition qu'aujourd'hui, et ce n'était pas tout le monde qui pouvait en mettre de côté ».

Ronald Rudin confirme : le revenu moyen, très faible, ne permettait qu'à une minorité de se constituer un petit pécule. De plus, si on remonte à l'année de la fondation de LA PRESSE, les institutions bancaires s'intéressaient bien peu aux petits épargnants, concentrant l'essentiel de leurs énergies sur les comptes commerciaux.

M. Rudin vient de compléter un manuscrit sur l'Histoire des banques francophones de 1835 à 1925, déposé aux Presses de l'Université de Toronto. « Les banques de l'époque étaient très élitistes, dit-il, et s'intéressaient presque exclusivement aux marchands. Le citoyen moyen n'avait jamais aucune raison d'aller dans une banque. Ce n'est qu'au tournant du 20^{ème} siècle qu'elles ont commencé à ouvrir des succursales, à s'intéresser aux petits épargnants ».

Mais où allait donc, dans ces conditions, l'épargne des quelques citoyens un peu plus fortunés? Les prêts de personne à personne n'étaient pas aussi rares qu'aujourd'hui. Il y a tout un aspect « confiance » qui a disparu mais qui était très fort à ce



Photothèque LA PRESSE

Pour le petit épargnant qui refuse systématiquement toute formule de placement la moindrement risquée, le traditionnel compte en banque a remplacé le fameux bas de laine de nos ancêtres.

moment-là, explique un ex-pdg de la Banque nationale qui préfère garder l'anonymat. Selon lui l'influence des immigrants européens a été très marquante dans cette mode de garder son argent dans des sacs ou sous les matelas. Ça se faisait en Europe, ils en ont conservé l'habitude ici et les Canadiens les ont imités, dit-il.

Au secours, Monseigneur!

Il faut bien reconnaître que, si l'argent ne rapportait rien avec un tel comportement, au moins on était sûr de ne pas le perdre. Plusieurs banques ont en effet dû déposer leur bilan juste au moment où les gens commençaient à leur faire confiance. « La Banque du Peuple était la première banque avec une participation francophone importante, rappelle M. Rudin. Elle a fait

faillite six mois après avoir ouvert ses nouveaux et spacieux locaux, rue Saint-Jacques. Quatre ans après, c'était au tour de la Banque Ville-Marie de fermer ses portes ».

Cette dernière fermeture a causé une véritable panique, tellement qu'une banque concurrente, la Banque Jacques-Cartier, devenue plus tard la Banque Provinciale, dut suspendre ses opérations durant quelque temps pour éviter la catastrophe. Le président de la Banque d'Hochelega, ancêtre de la Banque canadienne nationale, fit appel quant à lui à l'évêque de Montréal pour qu'il rassure ses ouailles sur leurs placements!

Le petit épargnant devait ainsi se montrer plus ou moins téméraire avec ses économies... sinon patient, puisque si les banques n'acceptaient pas l'argent de n'importe qui, elles filtraient en

core davantage leurs prêts. « Dans chaque village il y avait toujours un gars plus débrouillard que les autres qui prêtait de l'argent, souvent à des taux considérés alors comme usuraires, explique Alfred Rouleau. Et puis, au total, on constatait qu'en ne contrôlant pas notre argent on ne contrôlait pas non plus notre économie. C'est un peu pour tout ça qu'Alphonse Desjardins a ouvert sa première caisse ».

Des véhicules sophistiqués

Selon lui le trait de génie de Desjardins a été d'imaginer une institution qui soit à la fois une coopérative d'épargne et une coopérative de crédit. L'éducation à l'épargne s'est ainsi développée même dans les coins les plus reculés : « Le jour où le fermier de Saint-Alexandre a sorti son \$1 000 pour le placer à la fabrique de la paroisse, ce jour là

on a fait un pas immense », pense M. Rouleau.

Peu à peu les institutions financières ont sophistiqué leurs services, et les épargnants ont graduellement découvert les trusts, les obligations, les compagnies d'assurance. Fini le temps où chaque banque émettait sa propre monnaie, où le notaire du coin finançait les hypothèques et les prêts à long terme.

Il suffit d'ouvrir son journal pour constater la surenchère à laquelle se livrent aujourd'hui les institutions pour drainer l'épargne des citoyens. « Il est certain que depuis 1923 aucun Canadien n'a perdu d'argent dans les banques, contrairement par exemple à ce qui a été le cas aux États-Unis », déclare M. Rudin, historien des affaires à l'Université Concordia.

Un gros bas de laine

Il est clair qu'il existe un processus historique de reprise en main de notre économie et de nos épargnes, conclut M. Alfred Rouleau. On possède maintenant tout ce qu'il nous faut comme structure financière. Ce qu'il faut maintenant, c'est de placer nos moyens dans le secteur industriel. Il va peut-être y avoir quelques échecs, mais j'ai confi-

ance en l'avenir. Le train avance et on est dedans ».

Chose certaine, les particuliers apprennent de plus en plus les vertus de l'épargne. En 1972, les Québécois n'épargnaient que cinq cents sur chaque dollar gagné en salaire. En 1983, cette proportion s'élève à plus de \$0,13 par dollar. Les résultats sont éloquentes : les données de la Banque du Canada sur les banques à chartre indiquent, par exemple, qu'à la fin de l'an dernier l'épargne personnelle atteignait les \$100 milliards dans des comptes de banques ou des dépôts à terme fixe.

Quand on fait le total de leurs économies, on constate que les Québécois dépassent à eux seuls cette barrière de \$100 milliards. On parle bien sûr ici d'épargne sous toutes ses formes, depuis les comptes personnels jusqu'aux investissements dans des fiducies ou des compagnies d'assurance, en passant par des certificats de dépôts et les obligations. Jusqu'à un certain point, la tendance prend d'ailleurs presque l'allure d'un phénomène social. C'est pourquoi le total record de 75 000 visiteurs au dernier salon de l'épargne-placement ne peut vraiment étonner personne.

Nos REÉR suscitent beaucoup d'INTÉRÊT... et le vôtre?

Demandez une ANALYSE GRATUITE à un conseiller du Trust Général.

Gratuitement et sans obligation, un de nos conseillers financiers analysera avec vous votre régime actuel. Il vous aidera à obtenir des taux d'intérêt élevés et une sécurité totale, tant au niveau du capital qu'à celui des intérêts. Il pourra vous guider dans le choix de fonds de placements en actions, en obligations ou en hypothèques. Il pourra aussi vous renseigner sur notre REÉR autogéré.

Notre conseiller se chargera, si vous le désirez, de transférer sans frais votre régime actuel au Trust Général.

Les REÉR du Trust Général... un gage de rendement et de sécurité.

Téléphonez-nous

Montréal/Université: 1100, Université, 871-7200
Montréal/Place Ville-Marie: Galerie des Boutiques, 861-8383
Outremont: 1, Vincent d'Indy, 739-3265
Ville Mont-Royal/Centre Rockland: Niveau 2, 341-1414
Montréal/Ahuntsic: 10416, Lajeunesse, 382-8000
Laval/Chomedey: Place du Carrefour, 687-6780
St-Hubert/Place de la Mairie: 5950, boul. Cousineau, 462-1880
Granby: 398, Principale, 378-8461

TRUST GÉNÉRAL

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec. Membre de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

Avec un C.A., vos affaires tourneront plus rondement

Décisions! Décisions! Décisions!
N'aimeriez-vous pas consulter une personne sûre qui verrait votre cas avec des yeux neufs... mais expérimentés?

Le comptable agréé est le conseiller privilégié de la PME: c'est un professionnel qui vous aidera à accroître l'efficacité administrative de votre entreprise et à améliorer sa rentabilité. Il vous aidera aussi à prendre vos grandes décisions au bon moment.

N'hésitez pas à vous procurer notre nouvelle brochure **Avec un C.A., vos affaires tourneront plus rondement**, en vous adressant à

Ordre des comptables agréés du Québec
CA du Québec

1^{er} Ordre des comptables agréés du Québec
680, rue Sherbrooke ouest
7^e étage, Montréal (Québec) H3A 2S3

UNE CONFÉRENCE?

NE DÉCIDEZ RIEN!

SANS NOUS APPELER.

À l'Hotel l'Estérel dans les Laurentides, nous sommes passés maîtres en planification de conférences.

Un simple coup de téléphone et notre personnel vous dira ce que nous pouvons faire pour vous et se chargera de tout, sans tarder.

Pour notre équipe de spécialistes, l'art d'organiser et de coordonner des ateliers de travail, des séminaires, des réunions de ventes et des conférences n'a vraiment plus de secret.

Alors ne décidez rien sans d'abord nous appeler. Composer (514) 228-2571. A Montréal, 866-8224.

Installations modernes: 21 salles de réunions équipées d'appareils audio-visuels sont à votre disposition pour accueillir des groupes de 10 à 300 personnes.

Une cuisine raffinée: une tradition à l'Estérel.

Loisirs: Le nouveau centre de sports intérieurs comprend deux courts de racquetball, un gymnase, une piste de jogging et une piscine chauffée. On peut aussi pratiquer les sports d'été et d'hiver.

Emplacement: À une heure de route au nord de Montréal. Loin de la ville, du bureau et du téléphone.

À l'Estérel, vos affaires nous tiennent à coeur.

l'Estérel

C.P. 38, Ville d'Estérel (Québec) J0T 1E0

Dans le cadre de son Année du Centenaire

la presse 100 ans

VOUS INVITE AU SALON EXPOS HABITAT du 20 au 29 janvier 1984, au Palais des Congrès



100 ANS D'IMPRIMERIE AU PALAIS DES CONGRÈS: UNE EXPOSITION À VOIR!
LA PRESSE vous invite au salon EXPOS HABITAT, du 20 au 29 janvier 1984 où nous vous présentons pour la première fois l'exposition 100 ANS D'IMPRIMERIE. Vivez l'imprimerie à ses tout débuts et découvrez les différentes étapes de fonctionnement et de production d'un journal.

Le krach



LA PRESSE

EXTRA FINANCES
 4 HEURES P.M.
 PAGE 30

LE JOURNAL DONT LES ÉDITIONS PRINCIPALES ONT LE PLUS FORT TRAVAIL MOYEN DE TOUTES LES QUOTIDIENS DU CANADA

L'ANNÉE: No 9-30 PAGES

- 14 SECTION -

ÉDITION QUOTIDIENNE - MONTRÉAL, JEUDI 24 OCTOBRE 1929

PRIX: DEUX CENTES

Record d'activité à la Bourse de New York

La Bourse de New-York a... une des plus vic...

La cabine des contrôles du R-101

Accusations que s'adressent... libéraux... réservés à...

La dactylographe modèle...

LES STOCKS S'ECRASENT EN BOURSE LOCALE

LES BANQUES PIERRENT... MARCHÉ...

LIQUIDATION... DESASTREUSE A...

REACTION SANS... PRECEDENT EN...

BASSE A L'ORDRE... DES L'OUVERTURE...

FURIE SUSPENDUE DU... CUMUL A NEW-YORK...

LES RECETTES DU... P...

RIEN DANS L'ETAT... DES AFFAIRES POUR...

RIEN DANS L'ETAT... DES AFFAIRES POUR...

JEUDI, 24 OCTOBRE 1929, 11H

C'est la pagaille à l'intérieur de la Bourse de Montréal

Jeudi, 24 octobre 1929, 11h: la foule grandit, rue Saint-François-Xavier, aux abords du vieil édifice de la Bourse de Montréal. Une rumeur (qui se confirmera) veut que l'effondrement de 12 895 650 actions en bourse de New York ait entraîné une perte de plus de cinq milliards de dollars. Des spéculateurs se suicident; des courtiers perdent la raison; de petits rentiers sont complètement ruinés.

JEAN PELLERIN
 Collaboration spéciale

À l'intérieur, c'est la pagaille. À l'extérieur, les curieux restent sceptiques. Ce n'est qu'un soubresaut, analogue à celui de septembre dernier; l'équilibre se rétablira; les téléscripteurs se sont sûrement emballés...

Personne ne se doutait que ce «jeudi noir» d'octobre 1929 marquait la fin des années folles, et le début de la pire dépression économique des temps modernes. On apprendra bientôt que de nombreux Montréalais ont perdu leur fortune. Ruinés, des courtiers se voient réduits à vendre, cinq cents pièces, des pommes aux coins des rues. Un notaire devra se résigner à travailler au pic et à la pelle: un musicien se fera mendiant.

Le sort des simples journaliers se révélera plus cruel encore. Nombre d'usines et de commerces ferment leurs portes, ruinés par la chute des prix et des ventes. Grande est la détresse dans les quartiers ouvriers de Ville-Ray, de Rosemont, de Saint-Jacques, de Saint-Henri. Bientôt quelque 40 000 chefs de famille et 10 000 célibataires auront à vivre dans une oisiveté forcée.

Des 1930, et de concert avec les gouvernements provincial et fédéral, Montréal met sur pied un système de «secours direct». Une commission formée de plus de 550 employés installe ses bureaux rue Hochelaga, près de la rue Chamblay. Il faut aller au plus pressé. On organise une cantine populaire: 194 691 repas servis au prix de 5,5 cents chacun en 1931. Deux ans plus tard, le nombre de repas servis passe à 261 867.

Les refuges pris d'assaut

Chaque soir, trois gîtes débordent de sans-logis: Montréal se sent débordé. Des conseillers municipaux frémissent à l'idée d'avoir à déboursier \$100 000 en 1931 pour venir en aide aux démunis. Ils ignorent encore qu'il leur faudra déboursier \$1 million par mois en 1938 pour la même raison.

LA PRESSE du 8 novembre 1933 signale le cas tragique d'un locataire, jeune marié de 26 ans, évincé de son appartement par les huissiers. Le malheureux dut passer une nuit à la belle étoile et sous la neige. Blottie dans un vieux canapé, sa jeune épouse lutta toute la nuit contre une affreuse toux, tandis que son mari attisait un petit feu de fortune. Le lendemain, la pauvre femme, quasi exangue, était admise à l'hôpital Notre-Dame.

Le nombre des sans-abri s'accrut du fait que de nombreux chômeurs de l'étranger venaient se réfugier à Montréal afin de bénéficier de secours plus généreux. Pour comble, on découvrit que des municipalités de la région de Winnipeg avaient défrayé le voyage de quelque 180 chômeurs qui vinrent grossir le nombre des nécessiteux de Montréal et de Toronto. On découvrit aussi que des débardeurs vinrent de Québec avec leur famille. Ils travaillaient au port l'été et bénéficiaient des secours l'hiver. Exaspéré, Le Canada du 12 novembre 1933 fulmine: «Dix mille chômeurs étrangers ont envahi Montréal depuis l'automne». Les échevins Léon Trépanier, Henry Auger, A. Desroches

et Maurice Gabias dénoncent violemment cet envahissement.

Les «Robinson Crusoe»

Des chômeurs ont décidé de s'aider eux-mêmes. Un groupe de célibataires qu'on a surnommés «les Robinson Crusoe», construisirent une quinzaine de cabanons, avec de la tôle calfeutrée de tourbe, dans le grand champ embroussaillé qui sépare l'asile de la Longue-Pointe des maisons avoisinantes. Ils s'en tirent grâce à la charité des religieuses de l'asile et des Pères franciscains de Rosemont.

Sous le pont Jacques-Cartier (récemment inauguré) des loqueteux, en quête de bois de chauffage, achevèrent de démolir des maisons abandonnées. Il n'est pas rare de voir trois ou quatre familles entassées dans d'anciens magasins aux vitres savonnées. Des peres de famille font chaque nuit les poubelles des restaurants.

Dans Notre-Dame-de-Grâce, des chômeurs ont organisé un commerce appelé **Help Shop**. On y vend des pâtisseries, des jouets et des vêtements fabriqués par les chômeurs, à des prix défiant toute concurrence. Les marchands du secteur ont fini par porter plainte et la ville fit fermer la boîte.

Au plus fort de la crise, la Commission de secours émettait plus de dix mille chèques chaque semaine. Une famille moyenne de quatre enfants avait droit, chaque semaine, à \$5,80 pour la nourriture, \$1,40 pour le combustible, 90 cents pour les vêtements, plus \$9,00 par mois pour le logement, ce qui représentait un montant annuel de \$529,20. Les familles nombreuses avaient droit à guère plus. Les gouvernements provincial et fédéral épongeaient chacun 40 p. cent des secours et la ville 20 p. cent.

Les trois paliers de gouvernement s'efforçaient de tirer profit du désœuvrement forcé des gens. Le personnel de la Commission de secours était en partie recruté chez les «cols blancs» en chômage et provenant des quartiers les plus démunis. Quant à Québec et Ottawa, ils affectèrent des journaliers à des travaux qui exigeaient le plus de main-d'oeuvre possible. C'est ainsi qu'on fit aménager le parc de l'île Sainte-Hélène, construire de nouvelles routes, réparer des voies ferrées, etc.

Le monde entier est touché

La crise se fit cruellement sentir, non seulement dans tout le

Canada mais dans le monde entier. Au Québec, Maurice Duplessis et Camillien Houde prônaient, à cor et à cri, le retour à la terre: un remède qui devait se révéler aussi néfaste que le mal qu'il prétendait guérir.

Durant ces dix années, les Montréalais moins affectés par la crise continuèrent à se passionner pour la politique. On parlait beaucoup de l'indépendance accrue du Canada du fait de la signature du **Traité de Westminster**, en 1931. Les femmes étaient devenues plus prudes. Finie l'ère des **Happy Twenties** et des **Flopper Girls**. Les films de Andy Hardy font fureur. Shirley Temple, Clark Gable, Myrna Loy et Fred Astaire sont les «stars» de l'heure. La Bolduc turlute bravement: Mes amis, je vous assure qu'aujourd'hui les temps sont durs.

Y faut pas s'décourager, Ça va ben vit' commencer. De l'ouvrage, y'en avouère Pour une partie de l'hiver. Faut bien donner le temps Au nouveau gouvernement. Ça va v'nir, ça va v'nir, Ne découragez-vous pas. Moi, j'ai toujours le coeur gai. P'is j'continue à turluter. Hélas, il aura fallu une guerre pour que l'activité économique reprenne.



Photothèque LA PRESSE

Vivre dans un dépotoir...

Dans son édition du 9 septembre 1931, LA PRESSE proposait à ses lecteurs un montage photographique très éloquent quant à la misère qui pouvait régner en certains milieux à cause de la crise économique qui sévissait depuis deux ans. Ces photos n'illustraient autre chose qu'une colonie d'indigents vivant dans un dépotoir municipal situé sur un terrain de la Commission du port de Montréal, au sud de la rue Ash. Il est difficile même aujourd'hui de ne pas être ému par de telles images tout en sachant qu'une telle misère humaine serait impensable à notre époque.

QUELLE ÉNERGIE!

PROPRE
 Pas de fumée, pas d'odeur, pas de murs jaunis. L'électricité, c'est encore «propre, propre, propre».

EFFICACE
 Vous consommez juste ce qu'il faut: pas un kilowattheure de gaspillé. L'électricité vous en donne pour votre argent. C'est ce qu'on appelle un bon rapport qualité-prix.

CONFORTABLE
 Un chauffage égal, confortable et souple. Vous pouvez contrôler la chaleur à volonté grâce à une commande centrale ou à la pièce.

ACCESSIBLE
 L'électricité est déjà partout. Vous pouvez faire installer ou modifier votre système de chauffage dès demain, où que vous habitez.

LA NÔTRE!
 Tout compte fait, l'électricité est la source d'énergie par excellence. Idéale pour le consommateur, elle est non polluante, renouvelable... et c'est la seule source d'énergie qui nous appartienne vraiment.

L'ÉNERGIE D'ICI, L'ÉLECTRICITÉ